



RAPPORT ANNUEL

Coopération pour les
eaux internationales
en Afrique



LA BANQUE MONDIALE
IBRD • IDA



Attributions

Le présent rapport a été préparé par plusieurs collaborateurs de CIWA sous la direction de Ai-Ju Huang et Anders Jagerskog : Joseph Brunton, Carine Durand, Charles Gilman, Anna Kim, et Karen Schneider.

Le rapport a également bénéficié de la contribution des membres des services et des consultants de la Banque mondiale suivants : Richard Abdulnour, François Bertone, Edoardo Borgomeo, Thierry Davy, Nathan Engle, Ellen Hagerman, Shyam KC, Pierre Lorillou, Kimberly Lyon, Palesa Mokorosi, Angelica V. Ospina, Sanjay Pahuja, Diego Rodriguez, Mariam Sou, Yukio Tanaka, Noosha Tayebi, Piet Theron, Victor Vazquez, et Malala Wakunguma.

Clause de non-responsabilité

Ce rapport a été préparé par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières. Rien de ce qui figure dans les présentes ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités du Groupe de la Banque mondiale, qu'il se réserve expressément.

Droits et autorisations

L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution, il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions ci-dessous.

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Banque mondiale. 2023. « Rapport annuel de CIWA 2023 ». Washington, DC : Banque mondiale.

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions qui y sont exprimées n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.

Contenus de tierces parties — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de tous les contenus présentés dans cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation de tout ou partie de ces contenus n'enfreindra pas les droits de tierces parties. Vous assumez seul le risque de plainte pour violation desdits droits. Si vous souhaitez réutiliser des contenus de cet ouvrage, notamment les tableaux, les graphiques et les images, vous devez déterminer s'il vous faut obtenir une autorisation à cette fin et, le cas échéant, vous adresser au propriétaire de ces derniers.

Pour tous renseignements sur les droits et licences s'adresser à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street, NW Washington, DC, 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photo couverture :

Femme pêchant sur le lac Tchad. ©Naomi Frerotte / UNOCHA

Acronymes

ABN	Autorité du bassin du Niger
ABV	Autorité du bassin de la Volta
AFD	Agence française de développement
Asdi	Agence suédoise pour le développement international
BASM	Bassin aquifère sénégal-mauritanien
BIOPALT	Projet Biosphère et patrimoine du lac Tchad
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CBLT	Commission du bassin du lac Tchad
CCDR	Rapport national sur le climat et le développement
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIWA	Coopération pour les eaux internationales en Afrique
COP	Conférence des Parties
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CUVECOM	Commission des cours d'eau de Cuvélai
DANIDA	Agence danoise de développement international
ENTRO	Bureau technique régional du Nil oriental
FCDO	Ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FF-Bén.	Fonds fiduciaire exécuté par le bénéficiaire
FF-BM	Fonds fiduciaire exécuté par la Banque mondiale
FCV	Situation de fragilité, de conflits et de violence
GDE	Écosystème dépendant des eaux souterraines

GESI	Parité femmes-hommes et inclusion sociale
GFDRR	Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement
GW4R	Programme régional de la Banque mondiale sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience de la Corne de l'Afrique
IBN	Initiative du bassin du Nil
IDA	Association internationale de développement
IFC	Société financière internationale
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
KGGTF	Fonds fiduciaire coréen pour la croissance verte
LIMCOM	Commission du bassin du Limpopo
LVBC	Commission du bassin du lac Victoria
MDTF	Fonds d'affectation spéciale multidonateurs
NBD	Discours du bassin du Nil
NCCR	Projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil
NCORE	Projet de coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil
NELSAP-CU	Unité de coordination du programme d'action subsidiaire des pays des lacs équatoriaux du Nil
Nile-Sec	Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil
NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement
ODD	Objectif de développement durable
ODP	Objectifs de développement du programme
OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
ONG	Organisation non gouvernementale

OSC	Organisation de la société civile
OKACOM	Commission permanente des eaux du bassin de l'Okavango
ORASECOM	Commission de l'Orange-Senqu
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRAPS2	Deuxième phase du projet d'appui au pastoralisme dans la région du Sahel
PRODEBALT	Projet de développement durable du bassin du lac Tchad
PROLAC	Projet pour la relance et le développement de la région du lac Tchad
RCRP	Programme régional de résilience climatique
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
SADC-GIP	Portail d'information sur les eaux souterraines de la SADC

SADC-GMI	Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe
SADRI	Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse
SAPP	Pool énergétique d'Afrique australe
SAPP-CC	Centre de coordination du pool énergétique d'Afrique australe
SIWI	Institut international de l'eau à Stockholm
UDRMF	Cadre de gestion des risques de sécheresse urbaine
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ZAMCOM	Commission du bassin du Zambèze
ZRA	Autorité du fleuve Zambèze

Table des matières

Avant-propos	05
Introduction	07
Impact de CIWA	10
CIWA : l'exercice 2023 en bref	11
Point sur les régions	12
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	13
Afrique de l'Est	24
Corne de L'Afrique	28
Afrique australe	34
Thèmes transversaux	41
Révolution des données sur l'eau	42
Parité femmes-hommes et inclusion sociale	42
Communications	44
Points de vue de terrain	46
Abibata Ouattara : Permettre aux femmes d'avoir accès à l'eau pour poursuivre leurs propres activités agricoles ne peut qu'avoir des effets positifs pour les populations locales	47
Asia Namusoke : Contribuer au changement pour la population ougandaise et pour le climat	48
Eddie Riddell : Améliorer les conditions de vie en Afrique australe	50
Matlhogonolo Mmese : Une hydrogéologie en herbe au Botswana	51
Mfundo Macanda : Promouvoir une agriculture intelligente sur le plan climatique dans la province du Cap-Oriental	52
Forum des champions masculins : Qui peut décider ?	53
Perspectives	54
Annexes	56
Annexe 1 – Portefeuille	57
Annexe 2 – Cadre de résultats	58
Annexe 3 – Analyse des risques	70
Annexe 4 – Informations financières	74
Annexe 5 – Optimisation de l'emploi des ressources	81

Avant-propos

La sécheresse persistante et dévastatrice qui sévit dans la Corne de l'Afrique plonge vingt-six millions de personnes dans une situation extrême de famine.

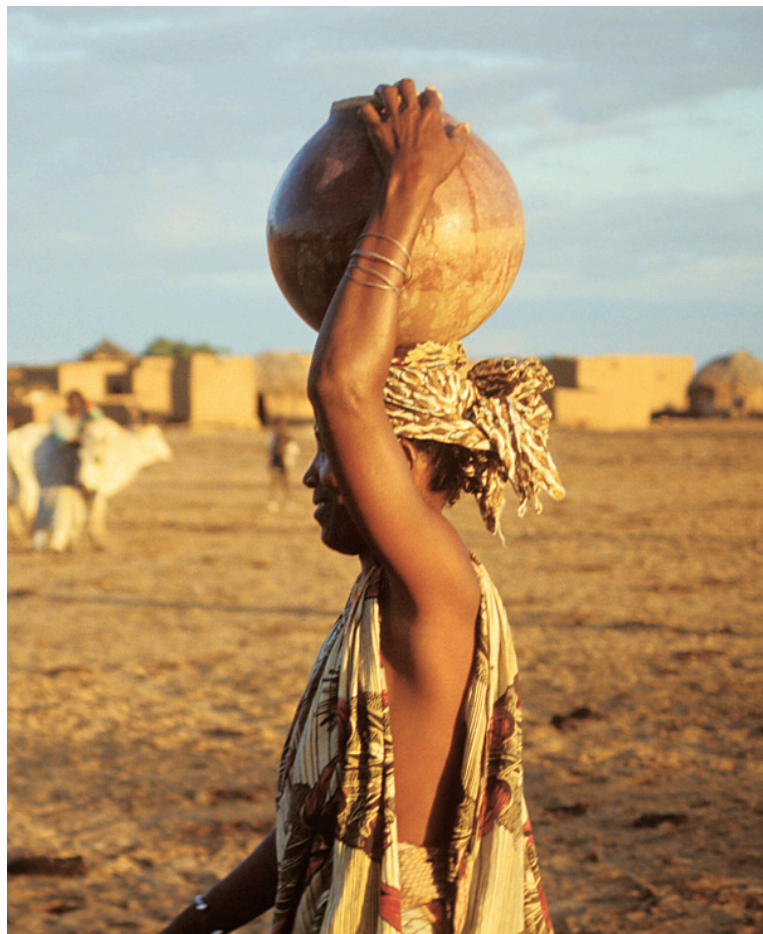
En Afrique australe, le niveau des eaux au barrage de Kariba, qui alimente en hydroélectricité des millions de personnes en Zambie et au Zimbabwe, n'a jamais été aussi bas en raison du manque de précipitations, ce qui entraîne de nombreuses coupures d'électricité.

Le Soudan du Sud n'est pas encore totalement remis des inondations catastrophiques qui ont eu lieu entre 2018 et 2021, et est septième au classement mondial des risques d'inondation.

L'insécurité hydrique, qui peut aussi bien être due à trop ou à trop peu d'eau (et dans certains pays aux deux à la fois), et les effets du changement climatique continuent de progresser en Afrique subsaharienne et sont sources de tensions transfrontalières. L'insécurité alimentaire s'accroît également. Dans les situations de fragilité ou de violence, elle peut déboucher sur des crises humanitaires, comme dans le bassin du lac Tchad, où les actes terroristes détruisent les moyens de subsistance et les cultures et forcent les populations à fuir leurs foyers en quête de nourriture, d'eau et des possibilités de subvenir à leurs besoins. Les efforts déployés par CIWA pour améliorer la sécurité hydrique en Afrique contribuent de manière déterminante à renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des pays face au changement climatique, à améliorer l'accès à l'eau et à la nourriture et à promouvoir la paix et la stabilité. CIWA s'est efforcé, au cours de l'exercice qui s'est clos en juin 2023, d'aider les pays d'Afrique subsaharienne partageant des eaux transfrontalières à atténuer les effets les plus graves de crises en cascade.

CIWA mène son action alors que la Banque mondiale cherche, de manière stratégique, à mettre davantage l'accent sur la durabilité, la résilience face aux chocs et l'inclusion afin de mener à bien sa mission et de mieux promouvoir les biens publics mondiaux.

CIWA s'efforce, depuis plus de 10 ans, de relever des défis qui transcendent les frontières et d'aider les institutions nationales et régionales à unir leurs forces dans l'intérêt de tous. Les projets, les analyses, la production de connaissances et les investissements entrepris par CIWA pour promouvoir la coopération sur les eaux transfrontalières — qui est un bien public régional — et renforcer la résilience face aux chocs cadrent parfaitement avec la mission élargie de la Banque mondiale, à savoir favoriser un développement durable, résilient et inclusif afin d'éliminer l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée.^{1,2} Les résultats obtenus grâce aux financements de CIWA ont directement influencé la conception et amélioré la faisabilité de grands projets régionaux (d'un montant supérieur à 350 millions de dollars) financés par l'Association internationale de développement (IDA). CIWA a ainsi pu contribuer à la phase suivante de l'action de la Banque mondiale qui a consisté à mobiliser des investissements et au renforcement stratégique de la sécurité hydrique face au changement climatique (en influençant par exemple le programme sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience [GW4R] et le programme régional de résilience climatique [RCRP]). L'annexe 2 décrit les opérations influencées par les financements de CIWA, dont beaucoup concernent des pays en proie à de graves problèmes de fragilité, de conflits et de violence (FCV).



Femme peule portant une jarre d'eau tirée au puits au village de Wuro Neema, Arusha (Tanzanie) © IRD

L'intégration régionale constitue une priorité politique et économique pour le continent depuis son indépendance et revêt une importance manifeste en ce qui concerne les eaux transfrontalières.

À titre d'exemple, si le Soudan du Sud décidait de drainer ses zones humides pour conserver l'eau, l'évapotranspiration diminuerait ainsi que, probablement, les précipitations en Éthiopie ; cela aurait des répercussions sur les eaux de surface du Nil Bleu et sur les moyens de subsistance et les activités économiques qui en dépendent.

La stratégie d'aide pour l'intégration et la coopération régionales de la Banque mondiale publiée en 2018 fait valoir que compte tenu de l'incertitude mondiale persistante et des perspectives de croissance modeste du continent africain, il convient de renforcer l'intégration régionale, qui reste un moteur de croissance inexploité. Cela reste vrai aujourd'hui.

¹ <https://www.worldbank.org/fr/news/statement/2023/01/13/world-bank-group-statement-on-evolution-roadmap>

² <https://www.ciwaprogram.org/blog/water-knows-no-borders-transboundary-cooperation-is-key-to-water-security-and-avoiding-conflict/>

Pour atteindre cet objectif, CIWA a apporté son appui à la tenue d'une réunion des principaux responsables de la gestion des ressources en eau transfrontalières des organismes de bassins fluviaux à Kampala (Ouganda), en mai 2023. Ces responsables se sont engagés à promouvoir l'intégration régionale en renforçant les mécanismes de collaboration et les liens entre les organismes de bassin, en tirant parti des ressources financières et techniques des partenaires de développement grâce à des accords de coopération transfrontalière et en améliorant l'échange de données et d'informations.

Le programme de Coopération pour les eaux internationales en Afrique a conçu des projets dont certains visent aussi à promouvoir l'intégration. Le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) encourage ainsi la coordination régionale des politiques sur la sécurité des barrages et des systèmes d'alerte précoce en cas d'inondation dans le bassin du Nil. Le projet intitulé Untapping Resilience in the Horn of Africa, qui vise à promouvoir une résilience inclusive, accroît les connaissances sur la contribution des eaux souterraines à l'intégration régionale des ressources en eau et renforce les capacités dans ce domaine.

Bien que les réserves naturelles d'eau du continent soient les moins épuisées qu'ailleurs, l'Afrique ne dispose pas de réserves suffisantes pour faire face au changement climatique. CIWA s'est efforcé d'accroître le stockage et la sécurité hydrique afin de stimuler la croissance économique, de contribuer à la résilience face au changement climatique et d'améliorer la sécurité alimentaire et hydrique.

Il est essentiel d'intégrer les solutions basées sur la nature aux infrastructures vertes et grises afin de débloquer des investissements et d'en tirer le plus de profit possible.³ La sécurité hydrique de nombreuses personnes dépendra probablement à l'avenir de l'optimisation des solutions qui pourront être retenues et de la recherche du meilleur équilibre entre ces dernières

CIWA a préparé le terrain à l'intensification des activités axées sur le stockage de l'eau dans le cadre de l'Initiative sur les eaux souterraines au Sahel. Cette dernière contribue à guider la préparation du nouveau projet de 300 millions de dollars, visant à mettre en valeur les ressources en eau en Afrique de l'Ouest, à renforcer leur résilience et à en déterminer la valeur. Elle a aussi apporté une assistance technique au groupe de travail régional créé pour assurer la gestion transfrontalière du bassin aquifère sénégal-mauritanien (BASM).

Le programme CIWA s'est également employé à renforcer la capacité des pays à gérer et à assurer la sécurité des installations de stockage d'eau existantes, comme les barrages, y compris dans le bassin du Nil.

Sachant qu'il est beaucoup plus difficile de promouvoir une coopération transfrontalière dans les pays confrontés à des problèmes liés à la fragilité, aux conflits et à la violence, CIWA a entrepris une action dans quatre régions particulièrement touchées par des situations de FCV : la Corne de l'Afrique, le Sahel occidental et le Sahel central, le lac Tchad et la région des Grands Lacs. Il a soutenu les efforts déployés par les autorités nationales et les institutions régionales pour relever certains des défis les plus complexes auxquels ces derniers se heurtent, notamment le renforcement de la sécurité hydrique.

Comme le souligne le rapport intitulé *Transboundary Waters: A Retrospective of the World Bank's Experience and Forward Look*, la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières peut être un moyen efficace de désamorcer les tensions, de promouvoir la stabilité et de renforcer la résilience face à des chocs susceptibles de déclencher des conflits dans des environnements fragiles ou dans lesquels les ressources naturelles sont sources de frictions.

CIWA a élaboré un cadre pour guider ses activités dans les situations de FCV, qui définit quatre objectifs : veiller à ce que ses projets ne provoquent pas de conflits ou n'exacerbent pas ceux qui peuvent exister, contribuer à l'édification de la paix et au développement, produire des connaissances et faciliter la divulgation d'informations et la communication.

La biodiversité de la planète est menacée. Une biodiversité riche et abondante procure des avantages socio-économiques importants, bien souvent dans des zones rurales pauvres, en contribuant à créer des emplois, à lutter contre la pauvreté et à favoriser une croissance inclusive. Les rivières, les zones humides et les châteaux d'eau sont des infrastructures écologiques indispensables à la sécurité hydrique et alimentaire et au développement économique.

CIWA cherche à mieux concilier ses programmes avec les objectifs de conservation de la biodiversité, notamment en identifiant les points de convergence entre la gestion des eaux transfrontalières et la conservation de la biodiversité des eaux douces. Il a procédé à une évaluation de la biodiversité et élabore actuellement un cadre dans ce domaine pour le guider dans son travail.

CIWA a également lancé un forum novateur de champions masculins dans le but d'encourager les hommes à soutenir l'autonomisation des femmes dans le domaine de la gestion des ressources en eau.

CIWA s'est fondé sur le rapport d'évaluation externe à mi-parcours publié l'année passée pour réviser son cadre de résultats de manière à mieux suivre les résultats concernant la biodiversité ainsi que la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale (GESI) et mieux se conformer à sa théorie du changement (annexe 2).

Cette année, deux responsables hors pair du Pôle mondial d'expertise en Eau, Yogita Mumssen et Catherine Tovey, nous ont quittés pour assumer d'autres responsabilités importantes au sein de la Banque mondiale. Nous sommes heureux d'accueillir Fatouma Toure Ibrahima, Anna Cestari et Francis Ghesquiere, qui rejoignent Soma Ghosh Moulik en tant que responsables de pôle pour CIWA.

Anders Jägerskog

Responsable du programme CIWA

Ai-Ju Huang

Responsable adjointe du programme CIWA

Introduction

L'eau est indispensable à la vie. Elle contribue à préserver la santé, à cultiver des denrées alimentaires, à produire de l'électricité, à protéger les emplois et à réduire la pauvreté. Aussi l'aide apportée par la Banque mondiale aux pays pour relever les défis liés à l'eau constitue-t-elle un élément clé de la stratégie adoptée par l'institution pour atteindre ses objectifs, à savoir mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée sur une planète vivable.

Les activités de CIWA et de ses partenaires de développement s'inscrivent dans le droit fil des objectifs de la Banque mondiale et soutiennent les efforts déployés par les États d'Afrique subsaharienne, les institutions régionales, la société civile et d'autres partenaires pour exploiter les possibilités qui s'offrent à eux d'assurer une croissance durable et résiliente face au changement climatique grâce à une gestion et à une mise en valeur concertées des ressources en eau.

CIWA joue un rôle unique dans le domaine du développement en raison de son approche transfrontalière et multibassins.

Les eaux de surface de l'Afrique se trouvent à 90 % dans 63 bassins fluviaux transfrontaliers du continent. Des centaines de millions d'Africains dépendent de ces bassins, de leurs lacs, de leurs rivières et de leurs ruisseaux, ainsi que de leurs eaux souterraines, pour cultiver leurs champs, pêcher et assurer leur subsistance.

Les efforts déployés par CIWA pour préserver, gérer et mettre en valeur les ressources en eau contribuent de manière essentielle aux conditions de vie et aux moyens de subsistance des populations d'Afrique subsaharienne. Le Programme poursuit cet objectif en intervenant dans trois domaines.

CIWA facilite d'abord la production et le partage d'informations permettant de mieux comprendre les risques, de prendre de meilleures décisions et de s'assurer du respect des prescriptions, et favorise ainsi l'échange de connaissances entre les différents organismes de bassin, les organisations de la société civile, les autorités nationales et d'autres parties prenantes.

CIWA appuie le développement et le renforcement des institutions afin d'instaurer un climat de confiance, de coordonner la planification et de gérer les ressources partagées, en donnant aux pays les moyens de mieux gérer leurs ressources et de promouvoir des investissements dans les infrastructures hautement prioritaires, qui sont son troisième domaine d'intervention.

CIWA poursuit ces objectifs en aidant les pays et les organisations à améliorer la qualité et l'accessibilité des informations nécessaires à la prise de décision ; en montrant de quelle manière des actions conjointes permettent d'accroître les avantages et de réduire les risques ; en encourageant les initiatives de renforcement des institutions régionales pour permettre aux États riverains de collaborer, de partager des informations et de mener une action concertée ; en permettant aux autorités nationales de prendre en compte les intérêts d'un large éventail d'acteurs afin que les solutions de développement reflètent les besoins des habitants des différents bassins, y compris ceux des plus démunis et des groupes marginalisés ; et en facilitant les initiatives visant à améliorer la qualité des investissements régionaux et à promouvoir l'adoption d'une approche fondée sur le partage des avantages et des risques.

Ces différentes interventions ont pour but de garantir que la coopération débouche sur une croissance durable et un développement économique permettant d'améliorer les conditions de vie des plus de 500 millions d'habitants des bassins transfrontaliers d'Afrique subsaharienne.

Mener une action adaptée à l'évolution des priorités mondiales

CIWA est bien placé pour aider la Banque mondiale à atteindre ses ambitieux objectifs qui consistent à intensifier son action et son impact pour inverser la tendance observée ces trois dernières années, à savoir le ralentissement de la croissance économique, et celle des avancées réalisées dans la lutte contre la pauvreté et dans le développement humain par suite de la pandémie de COVID-19, et atténuer les effets de crises multiples comme le changement climatique, les conflits et les crises sanitaires.

Au début de 2023, le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale a présenté une Feuille de route pour l'évolution dans le but d'aider l'institution à répondre plus efficacement aux défis liés aux biens publics mondiaux comme la lutte contre la pauvreté, les inégalités et les menaces transfrontalières – y compris le changement climatique, les pandémies et les situations de FCV – qui compromettent tous la capacité du Groupe de la Banque mondiale à mener à bien sa mission.

Les défis qui se posent à l'échelle mondiale pèsent de plus en plus sur la prospérité ; leurs répercussions se font sentir au-delà des frontières et seront de longue durée. Les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont dépassé les seuils acceptables. Elles se traduisent par une baisse de la productivité agricole, l'insécurité alimentaire, le déclin de la biodiversité, la disparition du couvert végétal et la diminution des ressources en eau renouvelables, autant de conséquences qui frappent plus particulièrement les femmes, les populations pauvres et les groupes vulnérables.

Tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu, devront participer à la recherche de solutions aux problèmes transfrontaliers, en particulier le changement climatique et les situations de FCV.

Il conviendra par ailleurs d'identifier et d'atténuer les risques et de renforcer la résilience face aux chocs qui aggravent la pauvreté et font obstacle à une prospérité partagée, de manière à prévenir les crises, à s'y préparer et à y faire face.

Mettre l'accent sur les situations de fragilité et de conflits

Les activités menées par CIWA dans le but de renforcer les institutions et les connaissances sur les ressources en eau et d'encourager les investissements dans les infrastructures sont particulièrement importantes dans les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence.

Les affrontements armés survenus au Soudan ont provoqué des déplacements de populations dans le pays et un afflux de réfugiés dans les pays limitrophes. L'Éthiopie est confrontée à une crise humanitaire découlant de multiples causes, notamment les hostilités observées dans la région septentrionale du Tigré pendant la majeure partie de l'année 2022, l'affaiblissement de son économie et une sécheresse prolongée qui touche 30 millions de personnes et sévit également dans le reste de la Corne de l'Afrique. Les violences commises principalement par des acteurs non étatiques ont causé des dommages considérables aux populations vivant dans la région sahélienne du bassin du lac Tchad.

Il est beaucoup plus difficile de gérer et de mettre en valeur de manière durable les eaux transfrontalières dans des environnements marqués par la fragilité, les conflits et la violence. Ces situations peuvent entraver les efforts menés pour éliminer la pauvreté, aggraver la dégradation de l'environnement et fragiliser les capacités de résilience, et elles affectent plus particulièrement les femmes et d'autres groupes vulnérables. Le manque d'accès à l'eau peut également accroître les tensions et provoquer des déplacements de population. Toutefois, si elles sont bien gérées, les ressources en eau partagées peuvent favoriser la paix, la prospérité et la sécurité.

CIWA a donc décidé de privilégier l'intensification de ses activités dans les situations de fragilité, de conflits et de violence. Il intervient dans 10 des 19 pays africains classés par la Banque mondiale comme étant en situation de FCV au cours de l'exercice 2023.⁴ Il a élaboré un cadre afin d'orienter ses projets et son assistance technique dans ce domaine et d'améliorer l'efficacité de ses interventions dans ces pays.

Ce cadre comprend trois volets : identifier les facteurs de fragilité entravant la coopération dans le domaine de l'eau ; élaborer des mesures d'atténuation basées sur ces facteurs ; et contribuer à la consolidation de la paix et au développement. Il sera mis à l'essai et affiné au cours du prochain exercice dans le cadre de l'assistance technique financée par CIWA, le Programme d'appui aux eaux transfrontalières du Soudan du Sud.

CIWA entreprend un nombre croissant de programmes prenant en compte les situations de conflits, et adopte notamment une approche intégrée par problème dans des régions sensibles telles que le Sahel. L'approche par problème donne lieu à la définition d'une unité spatiale où les enjeux sont similaires et les acteurs mènent une action collective en raison de leur proximité et d'intérêts concrets communs. Cette approche offre de meilleures chances d'améliorer la sécurité hydrique qu'une gestion traditionnelle des ressources en eau.

Le projet d'assistance technique mené par CIWA à l'appui de la gestion et de l'étude des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique pour promouvoir la résilience et le programme complémentaire GW4R mené par la Banque mondiale dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique renforcent les capacités de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui est une commission économique régionale, et des communautés à faire face aux chocs climatiques et à s'y adapter. Les zones frontalières se caractérisent par des conditions météorologiques difficiles, un terrain hostile et des situations de violence. Ces régions sont essentiellement habitées par des populations agropastorales qui dépendent, pour leur survie, à la fois de l'élevage nomade et de l'agriculture de subsistance. La mobilité de ces populations, qui est essentielle à la poursuite d'un mode de vie nomade, provoque souvent des conflits portant sur des ressources rares, comme l'eau et les pâturages.

L'Initiative sur les eaux souterraines au Sahel vise elle aussi à exploiter les possibilités offertes par les eaux souterraines dans les régions de l'Afrique de l'Ouest touchées par des situations de FCV. Le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) vise à atténuer les risques climatiques dans les environnements fragiles en améliorant les prévisions relatives aux épisodes de sécheresse et aux inondations.

Renforcer la résilience face aux chocs climatiques

Le changement climatique, qui provoque des épisodes de sécheresse, des inondations et des précipitations de plus en plus irrégulières, continue de frapper de plein fouet l'Afrique subsaharienne et de compromettre l'accès à l'eau et les moyens de subsistance des habitants. On estime ainsi que les réserves d'eau du Sahel devraient diminuer de 70 % d'ici à 2100, en raison de la forte croissance démographique enregistrée dans cette région.

Le changement climatique compromet dans une mesure considérable la réduction de la pauvreté et d'autres objectifs de développement à long terme.

La Banque mondiale publie des rapports nationaux sur le climat et le développement (*Country Climate and Development Report [CCDR]*)⁵ pour faciliter l'alignement des objectifs dans les domaines du développement et de la lutte contre le changement climatique. Cet outil de diagnostic permet aux États, aux investisseurs du secteur privé, aux citoyens et aux partenaires de développement de prendre en priorité les mesures les plus efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et renforcer les capacités de résilience et d'adaptation, tout en atteignant des objectifs de développement plus larges.

Durant l'exercice 2023, CIWA a participé à la rédaction d'un CCDR pour la région du Sahel. Selon les estimations présentées dans ce dernier, les chocs climatiques pourraient plonger 13,5 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté d'ici 2050 si des mesures d'adaptation climatique ne sont pas prises d'urgence.

Les CCDR peuvent contribuer à l'élaboration de politiques régionales en fournissant une analyse complète des effets du changement climatique, en formulant des recommandations politiques concrètes, en facilitant une approche pangouvernementale et en identifiant les opportunités économiques pouvant attirer des investissements du secteur privé. Bien que ces rapports traitent essentiellement des enjeux climatiques à l'échelle nationale plutôt que régionale, ils permettront, lorsqu'ils auront été réalisés pour chacun des pays d'une région couverte par CIWA, de mieux cerner les enjeux régionaux.

Le projet de Coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR), en collaboration avec l'Initiative du bassin du Nil (IBN), le Discours du bassin du Nil (NBD) et la Commission du bassin du lac Victoria (LVBC), renforce les capacités de résilience face aux inondations et à la sécheresse dans la région. Il renforce la robustesse des systèmes d'alerte précoce en cas de sécheresse et de crues fluviales et soudaines ; élabore, en tenant compte de la dimension de genre, des stratégies pour la diffusion des alertes, et des programmes de sensibilisation ; crée un plan d'action pour les investissements dans la gestion des inondations et ; procède au renforcement des capacités des administrations nationales.

L'Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse (SADRI), qui a pris fin à la fin de cet exercice, a permis de promouvoir une approche intégrée multisectorielle à plusieurs niveaux visant à renforcer la résilience régionale face à la sécheresse dans 16 États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Les équipes de SADRI ont travaillé avec les autorités nationales, les municipalités et la SADC afin de définir une approche unifiée de l'évaluation des risques de sécheresse reposant sur trois piliers sectoriels — les villes, les systèmes énergétiques, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire — ainsi que sur un programme faitier de portée générale.

CIWA n'a cessé de faire valoir que les eaux souterraines, ressource cachée, pouvaient aider les pays et les bassins fluviaux à faire face à la disparition des eaux de surface, à renforcer la sécurité hydrique, à réduire la pauvreté et à atténuer les effets des chocs climatiques. Des projets comme l'Initiative sur les eaux souterraines au Sahel et le projet pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) permettent d'acquérir des connaissances et d'améliorer la gestion et l'utilisation des eaux souterraines.

Promouvoir la conservation de la biodiversité

La biodiversité de la planète décline à un rythme alarmant : des dizaines de milliers d'espèces animales et végétales ont disparu sous l'effet d'actions humaines comme l'agriculture à grande échelle, la surexploitation des ressources naturelles et le changement climatique.

La perte de biodiversité menace la moitié des écosystèmes de la planète, et plus particulièrement ceux des zones humides et des rivières.

La Banque mondiale applique généralement les mesures de sauvegarde de son cadre environnemental et social en vue de la gestion des risques dans les zones clés pour la biodiversité, afin d'éviter de causer des préjudices. Il importe, face aux menaces actuelles et par suite du programme mondial pour la biodiversité, de mener des actions plus résolues et de plus vaste portée pour protéger la biodiversité et les communautés qui en dépendent. La moitié seulement de ces zones bénéficient d'une protection quelconque, de sorte que nombre d'entre elles sont vulnérables et n'ont pas les ressources financières nécessaires à leur préservation.

⁴ <https://www.worldbank.org/fr/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations>

⁵ <https://www.worldbank.org/fr/publication/country-climate-development-reports>

Le Cadre mondial pour la biodiversité adopté lors de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15) fixe des objectifs ambitieux, notamment la protection de 30 % des terres et des océans, la restauration des forêts, des paysages terrestres et marins, et la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature au service de la biodiversité. Les pays doivent générer des financements respectueux de la nature afin d'atteindre ces objectifs et d'aider les populations et l'environnement.

CIWA cherche à mieux concilier ses programmes avec les objectifs de conservation de la biodiversité, notamment en identifiant les points de convergence entre la gestion des eaux transfrontalières et la conservation de la biodiversité des eaux douces.

L'évaluation de la biodiversité réalisée par CIWA a permis de mettre en évidence les avantages directs et indirects des activités du programme. Ce dernier a ainsi contribué directement à l'adoption d'approches intégrées et novatrices permettant de mieux comprendre les liens entre l'amélioration de l'intégrité des écosystèmes et la connectivité des rivières, le rôle de l'adaptation au changement climatique dans la planification et la gestion des ressources en eau douce, et la fourniture de services écosystémiques.

Le programme a aussi contribué de manière indirecte au renforcement d'organismes de bassins fluviaux et d'agences nationales de gestion de l'eau, à la fourniture d'un soutien aux organisations de la société civile pour promouvoir une prise de décision éclairée, à la conception de plateformes de partage d'informations et à l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural afin de réduire la dépendance à l'égard de pratiques non viables d'exploitation des ressources naturelles.

CIWA élabore un cadre de référence, face aux menaces qui pèsent sur la biodiversité, pour orienter les activités qu'elle poursuivra en faveur de la préservation de cette dernière dans les années à venir.

Structure du rapport



Dans ses premières sections, qui sont consacrées aux régions, le rapport donne de plus amples informations sur les différents financements de CIWA. Il met l'accent sur les résultats obtenus durant l'exercice 2023, et mentionne les réalisations antérieures si nécessaire à titre de référence. Il donne également des informations sur les différents projets et les résultats obtenus sur les projets clos par CIWA durant l'exercice écoulé.



Le rapport fait ensuite le point sur les progrès affichés par CIWA dans les thèmes transversaux, notamment la révolution des données sur l'eau, la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale, et les communications. La section Perspectives décrit l'évolution du portefeuille de CIWA durant la période considérée et son évolution probable pendant le prochain exercice. Les portraits présentés à la fin du rapport donnent un aperçu plus personnel des activités de CIWA et des personnes avec lesquelles CIWA ou ses bénéficiaires travaillent sur le terrain.



Les annexes contiennent : i) des analyses des allocations cumulées de CIWA, ii) les résultats annuels et cumulés des indicateurs de CIWA, iii) une analyse des risques mettant l'accent sur les évolutions ou les possibilités d'atténuation récentes, iv) les états financiers cumulés de CIWA sous une forme détaillée et v) une analyse concernant l'optimisation de l'emploi des ressources du portefeuille cumulé.



Agriculteur utilisant une pompe d'irrigation solaire avec capteur © Futurepump.

IMPACT DE CIWA *

Personnes qui bénéficient d'investissements mobilisés avec l'appui de CIWA

97.46 MILLION PEOPLE

(grâce à des investissements mobilisés et potentiels)



17 milliards de dollars d'INVESTISSEMENTS

pour gérer les bassins versants, mettre en valeur les eaux souterraines, renforcer les capacités de stockages, etc.

6.34 milliards de dollars

d'investissements mobilisés grâce à l'appui de CIWA

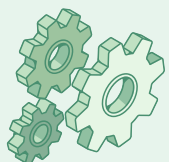


11.04 milliards de dollars

d'investissements pouvant être catalysés par CIWA

Pour instaurer un climat de confiance, coordonner les activités de planification et gérer les ressources partagées

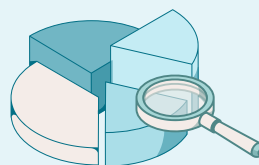
20 INSTITUTIONS transfrontalières



bénéficiant d'une assistance technique et d'un financement de CIWA

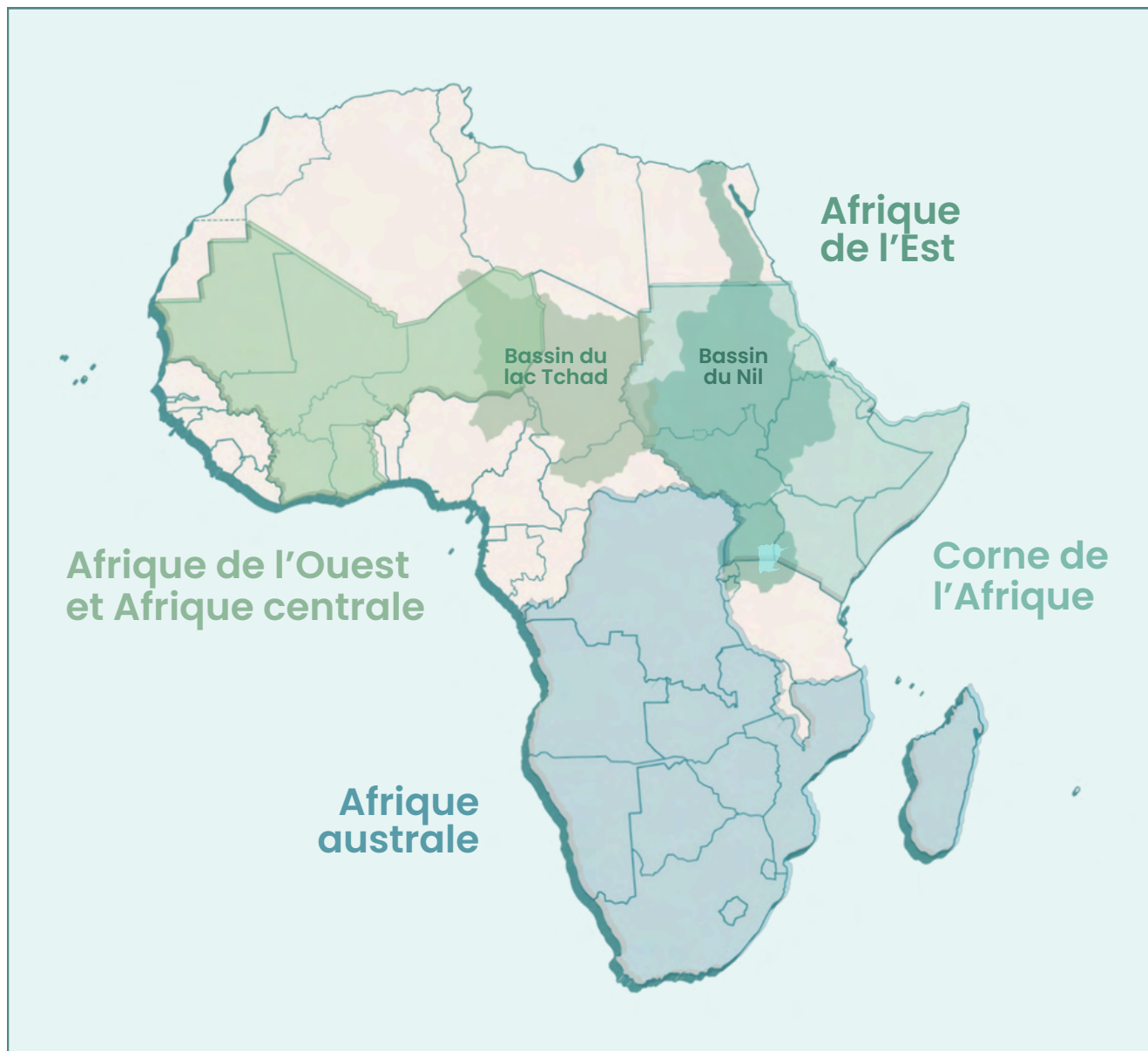
INFORMATION

128 analyses stratégiques et produits du savoir exposant les raisons d'être de la coopération



Pour comprendre les risques et prendre de meilleures décisions et s'assurer du respect des prescriptions

CIWA : l'exercice 2023 en bref



Appui durable*



Bassin du Nil



Bassin du lac Tchad

Appui stratégique



Afrique de l'Ouest et Afrique centrale

- Aquifère BASM



Afrique australe

- SADC



Corne de l'Afrique

- IGAD

01 POINT SUR LES RÉGIONS

13 Afrique de l'Ouest et Afrique centrale

24 Afrique de l'Est

28 Corne de l'Afrique

34 Afrique australe

A large herd of camels is gathered around a watering hole in a desert canyon. The camels are of various colors, including brown, tan, and black. Some are standing on the sandy bank, while others are wading in the water. The canyon walls are made of layered rock, and the scene is illuminated by warm, golden light, suggesting late afternoon or early morning. The water in the watering hole is dark and reflects the surrounding environment.

AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE

- 14** Améliorer la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental
- 17** Initiative sur les eaux souterraines en Afrique
- 20** Initiative sur la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad

Afrique de l'Ouest et Afrique centrale

L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale font face à l'aggravation des effets du changement climatique, notamment à des épisodes de sécheresse prolongés et à des saisons des pluies imprévisibles. Le Sahel est également marqué par la fragilité, la violence, la faiblesse des institutions et l'instabilité politique. Dans cette région qui se caractérise par de vastes inégalités entre les sexes, les femmes sont plus durement touchées que les hommes par ces phénomènes, et CIWA s'efforce d'assurer une participation plus équitable des femmes à la prise de décision concernant les ressources en eau. CIWA s'emploie en outre à renforcer la gestion des ressources en eau en identifiant les investissements et l'action à mener, en comblant les lacunes au niveau des connaissances et des capacités et en insistant sur l'importance d'une gestion et d'une mise en valeur durables des ressources en eaux souterraines pour renforcer la sécurité hydrique.

Améliorer la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental

Contexte

La région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, qui regroupe 22 pays, est la plus pauvre du monde : plus de 40 % de ses habitants vivent en dessous du seuil international de pauvreté, fixé à 1,90 dollar par jour.⁶ On y recense une vingtaine de bassins transfrontaliers, dont certains des plus importants du continent (par exemple, les bassins des fleuves Sénégal, Niger, Volta et Gambie, ainsi que le bassin du lac Tchad). Un quart des pays de cette région sont touchés par la fragilité, les conflits ou la violence, en particulier dans le delta intérieur du Mali, dans l'ouest du Niger et dans une grande partie du Burkina Faso. La pression croissante exercée sur les ressources en eau est source de tensions aux niveaux local et transfrontalier, et peut donner lieu à une instabilité sociale et politique, à des conflits et à des déplacements de population. Les risques s'intensifient parallèlement à l'augmentation de ces pressions, rendant encore plus urgent le renforcement de la coopération en matière de mise en valeur et de gestion des ressources en eau partagées.

La coopération technique pour l'amélioration de la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental vise à identifier des investissements et des actions stratégiques concrètes et à combler des lacunes fondamentales au niveau des connaissances et des capacités. Cette initiative appuyée par CIWA a été lancée en janvier 2020 avec une allocation initiale de 1,9 million de dollars pour une durée d'environ trois ans (jusqu'en février 2023) et a été prolongée de deux ans grâce à un financement supplémentaire. Elle vise à renforcer la gestion des ressources en eau au travers d'interventions ciblées au Sahel grâce à i) l'identification d'investissements et d'actions stratégiques concrètes susceptibles d'être soutenus par de futures opérations et ii) des évaluations de la gestion des ressources en eau et une assistance technique adaptées permettant de combler les lacunes au niveau des connaissances et des capacités. La section suivante donne un aperçu des activités menées dans le cadre de la première phase de cette initiative.

Progrès réalisés

CIWA a lancé sept interventions à la suite de consultations entre les clients et les unités de gestion de pays en 2020, à savoir trois interventions nationales (Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Ghana), une évaluation rétrospective des interventions de la Banque mondiale dans le domaine des eaux transfrontalières dans la région et trois activités thématiques régionales. Ces dernières portent sur : i) le renforcement de la sécurité hydrique régionale pour accroître la résilience dans le G5 Sahel, ii) la mise en place de petits systèmes de stockage dans le Sahel, et iii) l'identification d'organisations de la société civile partenaires pour participer au dialogue sur l'eau. L'initiative de CIWA a également soutenu les analyses plus générales demandées sur des thèmes clés (par exemple, des modèles axés sur l'eau pour l'établissement de rapports nationaux sur le climat et le développement [CCDR] dans les pays du G5 Sahel⁷ et au Ghana) et une évaluation de la sécurité de l'eau au Nigéria.

Burkina Faso — Exploiter les ressources en eau pour le développement (2020)

La note d'orientation sur l'exploitation des ressources en eau au Burkina Faso (Burkina Faso — Mobilizing Water Resources Policy Note), préparée pendant l'exercice 2021, a servi de point de départ aux discussions engagées entre la Banque mondiale et les autorités nationales sur les stratégies pouvant être adoptées face aux défis majeurs que pose la sécurité de l'eau. Cette note a apporté des éléments d'information utiles à l'examen de la performance et des enseignements tirés du cadre de partenariat national et a été à l'origine du nouveau projet financé par l'IDA sur la sécurité de l'eau au Burkina Faso. Ce dernier, actuellement en préparation, prend en compte les services connexes (notamment l'irrigation) et les dimensions transfrontalières. Il est doté d'un budget prévisionnel de 150 millions de dollars.

Rétrospective des interventions de la Banque mondiale dans le domaine des eaux transfrontalières (projet régional, 2021)

Le rapport sur la rétrospective des interventions de la Banque mondiale dans le domaine des eaux transfrontalières en Afrique de l'Ouest,⁸ publié en 2021, analyse les interventions menées par la Banque mondiale au cours des 20 dernières années, et en tire des enseignements susceptibles de guider les interventions futures. Le rapport aboutit à la conclusion que les activités de production de connaissances ont privilégié les évaluations techniques des ressources en eau et de leur gestion, au détriment d'analyses économiques poussées du rôle et de l'importance du secteur pour l'économie en générale et pour les différentes parties prenantes. Cela vaut en particulier pour les pays en situation de fragilité, de conflits et de violence, car si le lien entre les ressources en eau et les conflits est généralement admis, il n'a pas encore fait l'objet d'une analyse approfondie. Selon le rapport, une telle analyse pourrait permettre de mieux intégrer ces questions dans les diagnostics régionaux et nationaux et dans les interventions menées par la Banque mondiale dans le domaine des eaux transfrontalières.

Il ressort de cette rétrospective que, bien que les organismes de bassins fluviaux aient été les partenaires de choix lorsqu'il s'est agi de faciliter la collaboration au sujet des eaux transfrontalières, leurs activités ont pu amener la Banque mondiale à limiter sa contribution par le passé et à réexaminer à la fois son rôle et ses priorités dans la région. Une des recommandations formulées dans le cadre de ce rapport consistait à intégrer les activités menées par les autorités nationales et locales, la société civile et le secteur privé dans les futurs programmes de gestion des ressources en eau, et à préciser l'imbrication et l'enchaînement de leurs interventions à tous les niveaux.

⁶ World Bank, 2022. Poverty and Shared Prosperity 2022. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>

⁷ <https://www.worldbank.org/fr/news/infographic/2022/09/19/g5-sahel-region-country-climate-and-development-report>

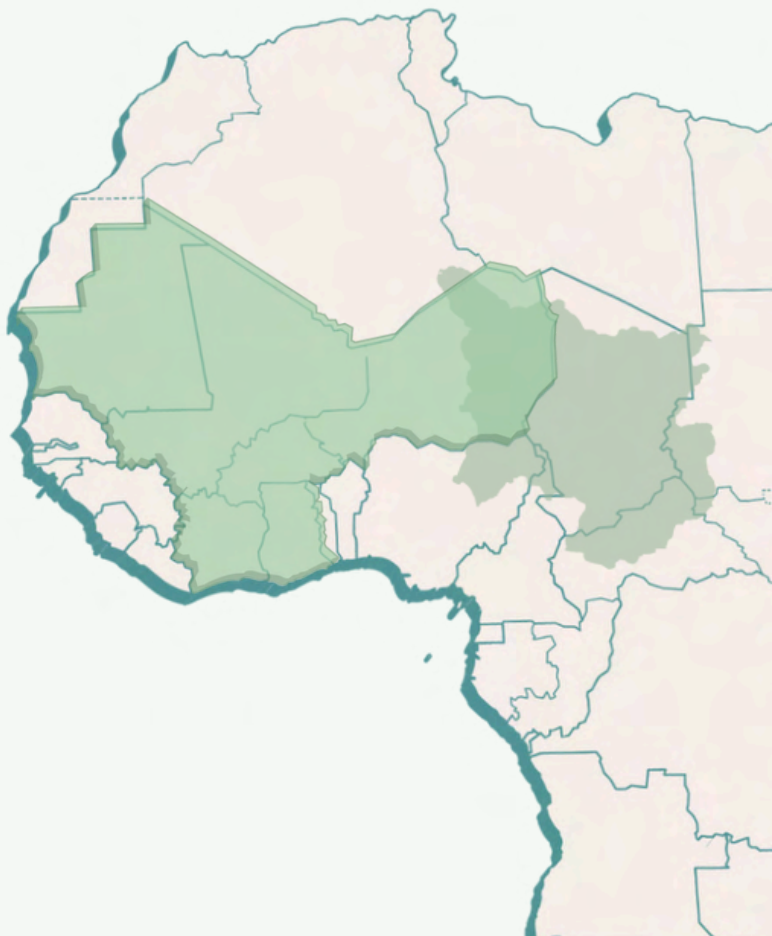
⁸ https://www.ciwaprogram.org/wp-content/uploads/CIWA_World-Bank-Engagement-Transboundary-Waters-West-Africa.pdf

Ghana — Relever les principaux défis de la gestion des ressources en eau (2022)

L'équipe a réalisé un diagnostic rapide de manière à recueillir des informations de nature à orienter les futures interventions de gestion de l'eau ; ces dernières viseront à maintenir les moyens de subsistance des populations dans le nord du Ghana et à améliorer la sécurité de l'eau afin de soutenir la croissance économique et réduire les migrations et les conflits. Ce diagnostic a permis d'identifier les sept principaux obstacles auxquels se heurte le Ghana dans la gestion et l'utilisation de ses ressources en eau, par suite, notamment, du changement climatique et des situations de fragilité. Il a servi de cadre aux discussions entre le pays et la Banque mondiale sur les investissements qui devront être effectués en priorité à l'avenir et sur les actions stratégiques et institutionnelles connexes. Le diagnostic a également permis de recenser les défis que pose la coopération transfrontalière dans le bassin de la Volta et les possibilités de promouvoir cette dernière, en particulier avec le Burkina Faso. Il a servi de base, entre autres grâce à son analyse, à une nouvelle opération concernant la sécurité de l'eau et le développement rural dans le nord du Ghana.

Côte d'Ivoire — Exploitation des ressources en eau pour le développement en Côte d'Ivoire (2022)

Côte d'Ivoire's challenges in managing its water resources include the need to update the assessment of available resources and associated demand and identify geographic areas and themes for priority investments. The CIWA-supported study provides a framework for addressing challenges such as managing increased demand from water-using sectors, trade-offs, and synergies between water allocations to various sectors; the unequal distribution of water between and within regions; water quality; and the need to safeguard water resources for future generations. It has served as the basis for preparation of a new World Bank integrated water security engagement—Côte d'Ivoire Water Security and Sanitation Support Project, with a focus on water security and economic development of northern regions.



Dromadaires attendant pour boire au puits d'Olouma (Tchad). © André Benamour

Renforcer la sécurité hydrique dans les pays du G5 Sahel (projet régional 2022)

Le G5 Sahel a la possibilité d'améliorer la sécurité de l'eau pour stimuler le développement socio-économique et réduire la fragilité et les conflits dans la région. L'application d'un cadre de sécurité de l'eau à tous les niveaux est jugée plus appropriée et plus pragmatique pour relever les défis posés par l'eau que la mise en œuvre rigide d'une gestion intégrée des ressources en eau ou centrée sur un organisme de bassin. Il importe i) de tenir compte de l'ensemble des ressources en eau, y compris les eaux souterraines, les cours d'eau et les eaux de pluie et de ruissellement, au lieu de ne considérer que les bassins fluviaux transfrontaliers ; ii) d'améliorer l'intégration des utilisations multiples de l'eau (approvisionnement en eau et assainissement en milieu urbain et rural, irrigation, agriculture pluviale, pastoralisme et pêche) ; et iii) de traiter des questions plus générales de fragilité et de conflits.

Le rapport, *Strengthening Regional Water Security for Greater Resilience in the G5 Sahel*,⁹ présente une analyse des défis liés à la sécurité de l'eau et de leurs effets sur le développement socio-économique et la stabilité, et propose des orientations pour les interventions de la Banque mondiale. Il sert de base non seulement à la poursuite de discussions plus poussées avec les interlocuteurs de la région, mais aussi à la définition des grandes lignes de l'initiative régionale pour renforcer la sécurité de l'eau dans le Sahel occidental (projet pour la mise en valeur, la résilience et l'évaluation des ressources en eau pour l'Afrique de l'Ouest) qui est en préparation ainsi que d'une série de projets qui pourraient couvrir les bassins des fleuves Niger et Sénégal et de grands aquifères transfrontaliers comme le bassin aquifère sénégal-mauritanien et le système aquifère de Lullemeden. Des discussions sont actuellement consacrées à l'élaboration d'un projet susceptible de répondre à toute une gamme de besoins (par exemple, l'augmentation des capacités de stockage, l'action à mener pour faire face aux inondations et aux sécheresses et promouvoir la sécurité alimentaire, et la prestation de services de base) en soutenant des interventions appropriées aux niveaux local, national, et du bassin/de l'aquifère.

Mise en place de systèmes de stockage stratégique dans le Sahel occidental (projet régional, 2022)

Les systèmes de petite taille et fondés sur la nature contribuent de manière essentielle à la constitution de réserves d'eau fiables pour les populations rurales. Dans le cadre de cette initiative soutenue par CIWA, la Banque mondiale a mis au point, en collaboration avec un groupe de partenaires internationaux, l'Explorateur de la collecte d'eau,¹⁰ un outil d'aide à la décision permettant de gérer le stockage de l'eau à petite échelle. Désormais disponible dans sa version bêta, cet outil utilise les données sur les conditions biophysiques locales, notamment les précipitations, la pente et le terrain, pour indiquer les possibilités de collecte d'eau disponibles en tout point. Les membres des agences d'exécution au Niger et au Nigéria suivent une formation pour apprendre à utiliser cet outil de manière à pouvoir identifier des projets d'investissement et consulter les populations locales sur de nouveaux projets. Ce dernier n'est actuellement utilisé qu'au Sahel occidental et au Sahel central, mais de nombreuses équipes travaillant dans d'autres régions ou sur d'autres projets de la Banque mondiale ont indiqué qu'elles aimeraient y avoir accès et souhaiteraient qu'il soit doté de nouvelles fonctionnalités.

Identifier des organisations de la société civile partenaires pour participer au dialogue sur l'eau dans le Sahel occidental (projet régional, 2022)

Les parties prenantes, y compris la société civile, doivent impérativement coordonner leur action parce qu'elles dépendent toutes de ressources en eau transfrontalières limitées. Les organisations de la société civile peuvent promouvoir le programme de sécurité de l'eau et contribuer au développement socio-économique de la région, notamment en mettant l'accent sur la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale.

Le rapport interne *Mapping Civil Society Organizations in the Sahel* achevé en 2022 comprenait deux grands volets : i) le recensement des organisations de la société civile et l'analyse des liens institutionnels qu'elles entretiennent et des contextes politiques et juridiques dans lesquels elles évoluent, et ii) la création d'outils permettant de mobiliser les associations communautaires.

Selon l'étude, si de nombreuses organisations de la société civile sont présentes au Sahel, la portée et la qualité de l'environnement juridique dans lequel elles évoluent varient considérablement, et elles ne participent dans une mesure suffisante à l'élaboration des politiques nationales et sectorielles qu'au Burkina Faso. Il sera nécessaire de mieux comprendre les besoins des associations communautaires et de mieux collaborer avec les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile de manière à faciliter les échanges entre ces organisations et avec les pouvoirs publics pour pouvoir lancer une initiative semblable à celle du Discours du bassin du Nil. Il serait possible de mettre en œuvre ce modèle : i) en collaborant étroitement avec certaines organisations de la société civile et organisations non gouvernementales partenaires dans quelques pays ; et ii) en entamant dans le même temps des discussions avec des homologues au niveau du bassin (par exemple, l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal [OMVS] et l'Autorité du bassin du Niger [ABN]) pour qu'ils intègrent cette large participation dans leurs programmes de base. Le diagnostic des organisations de la société civile en Guinée et au Sénégal progresse comme prévu et devrait être achevé en octobre 2023, ce qui permettra de présenter une version actualisée du rapport définitif en décembre. Bien que les activités menées avec l'ABN soient suspendues en raison de l'évolution récente de la situation politique au Niger, le NBD contribue à la réalisation de l'étude de faisabilité.

Prochaines étapes

L'équipe de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest a tiré parti de la collaboration fructueuse avec les principaux homologues nationaux chargés de la gestion des ressources en eau dans la région et de l'engagement renouvelé en faveur du programme de gestion des eaux transfrontalières pour relancer les discussions consacrées à l'élaboration d'un programme d'investissement dans la sécurité de l'eau avec les institutions régionales et nationales pertinentes. Forte du soutien actif de ses bailleurs et de ses partenaires, CIWA entend poursuivre ses activités en appuyant la préparation d'une série de projets transfrontaliers et nationaux présentant une dimension transfrontalière dans le cadre de cette assistance technique.

Les projets considérés sont :

(i) Le projet de mise en valeur, de résilience et d'évaluation des ressources en eau pour l'Afrique de l'Ouest, qui vise à soutenir les pays et les organismes de bassins fluviaux du Sénégal et du Niger ainsi que les principaux aquifères transfrontaliers comme le BASM et le système aquifère de Lullemeden. L'équipe a entrepris de recenser les parties prenantes chargées de la gestion des ressources en eau transfrontalières et de déterminer l'intérêt qu'elles portent à cette initiative.

(ii) Le projet pour la sécurité de l'eau au Burkina Faso,¹¹ qui vise à préserver les ressources en eau en remettant en état les barrages prioritaires, à renforcer les capacités nationales d'exploitation et d'entretien des barrages et à prendre des mesures au niveau des bassins versants afin de réduire l'érosion des terres et les flux sédimentaires dans les réservoirs.

(iii) Le projet d'appui à la sécurité de l'eau et de l'assainissement en Côte d'Ivoire,¹² qui permettra de mettre en œuvre une partie du plan stratégique de la sécurité de l'eau dans les régions les plus vulnérables à l'insécurité hydrique (situées au-dessus du 7^e parallèle). Le projet financera la remise en état des infrastructures de stockage de l'eau et améliorera le cadre sectoriel de gestion intégrée des ressources en eau. À cette fin, il appuiera le renforcement de la gestion de l'eau et des principales institutions concernées, soutiendra les réformes du modèle de prestation de services et mettra en place des mécanismes permettant d'assurer une gestion durable des ressources en eau, l'exploitation et la maintenance des infrastructures, ainsi que la fourniture de services de qualité en matière d'eau et d'assainissement.

⁹ <https://www.ciwaprogram.org/rcv1/strengthening-regional-water-security-for-greater-resilience-in-the-g5-sahel/>

¹⁰ <https://sahel.aciadata.com/>

¹¹ <https://projects.worldbank.org/fr/projects-operations/project-detail/P177094>

¹² <https://projects.worldbank.org/fr/projects-operations/project-detail/P177118>

Initiative sur les eaux souterraines au Sahel

Contexte

Le Sahel,¹³ l'une des régions les plus pauvres du monde, est confronté à une multitude de menaces. Près de 80 % des 135 millions d'habitants de cette région subsistent avec moins de 2 dollars par jour dans des zones rurales où sévissent des groupes extrémistes violents. Les situations de fragilité et de conflits se multiplient et le risque de tensions et d'affrontements transfrontaliers s'intensifiera à mesure que ces pressions augmenteront. Selon les Nations Unies, cette région affiche, avec le Sénégal, les plus fortes inégalités entre les sexes de la planète. L'exclusion générale des femmes de la vie politique, économique et sociale¹⁴ est aggravée par la fragilité de la région, et contribue à cette dernière. Il sera essentiel de promouvoir la mise en valeur durable des eaux souterraines pour garantir la sécurité de l'approvisionnement en eau et des avantages socio-économiques qui en découlent. Toutefois, la majorité des investissements réalisés dans les installations d'eau souterraine au Sahel le sont sans réelle compréhension des coûts d'opportunité potentiels.

L'Initiative sur les eaux souterraines au Sahel s'est achevée en juin 2023. Les résultats obtenus depuis le lancement en 2020 de l'assistance technique à laquelle elle a donné lieu sont récapitulés ci-après. L'Initiative était la première étape d'une opération de plus grande envergure de la Banque mondiale visant à promouvoir la gestion des eaux souterraines et à contribuer au développement économique et social à long terme du Sahel occidental et du Sahel central. Elle a financé des activités qui visaient à renforcer l'adaptation au changement climatique en favorisant la pratique de l'agriculture irriguée par les eaux souterraines, à évaluer les possibilités de mise en valeur et de gestion durable de ces ressources, à renforcer la gouvernance des eaux souterraines transfrontalières et à identifier les possibilités d'accroître les compétences dans ce domaine au Sahel en tenant compte de la dimension de genre. L'initiative comportait trois volets complémentaires ayant pour objet d'atteindre l'objectif de développement. Il s'agissait : i) de trouver le moyen d'éliminer les obstacles à l'utilisation des eaux souterraines pour une irrigation à petite échelle et ainsi d'améliorer durablement la vie des petits exploitants agricoles, ii) de concevoir des analyses pour évaluer les ressources en eaux souterraines, et iii) de promouvoir la gestion à long terme de ces ressources en jetant les bases pour faciliter la formation de la prochaine génération d'experts régionaux dans ce domaine.

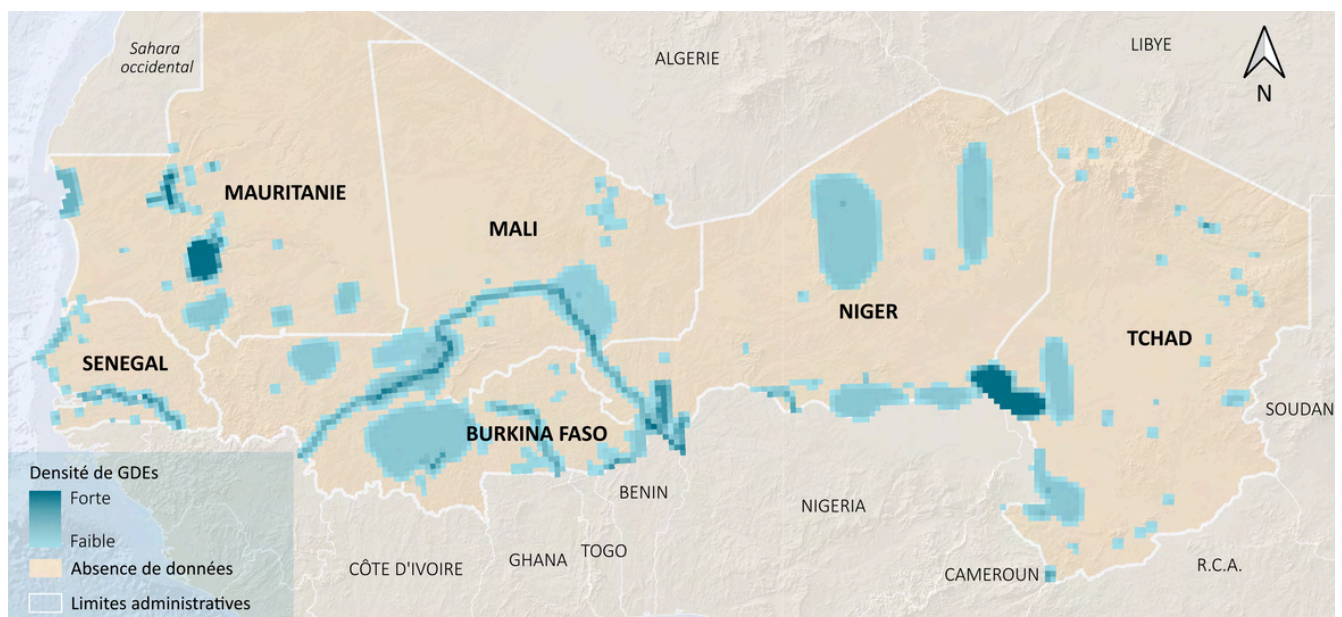
Progrès réalisés

Promouvoir une agriculture irriguée de manière équitable par les eaux souterraines

Les modes d'irrigation pilotés par les agriculteurs qui utilisent les eaux souterraines ne sont souvent employés que sur 9 % à 12 % des surfaces irriguées du Sahel occidental et du Sahel central. Les petits exploitants agricoles se heurtent à des obstacles techniques et infrastructurels, qui empêchent l'utilisation des eaux souterraines pour l'irrigation. Les puits et les forages secs ou effondrés, les rendements insuffisants ou décroissants et la faible capacité de stockage sont autant de problèmes rencontrés. Cette assistance technique a donné lieu à une évaluation des techniques d'irrigation à partir des eaux souterraines, des technologies d'irrigation à partir de nappes phréatiques peu profondes et des obstacles liés au genre dans le Sahel et a permis de dégager une série de pistes.¹⁵ En améliorant la conception et la qualité des constructions des puits et des forages, il serait possible d'accroître l'efficacité de ces derniers, d'augmenter les volumes d'extraction, d'allonger la durée de vie des actifs et de réduire le coût de la construction. Les coûts associés à l'utilisation des pompes et la complexité de leur fonctionnement et de leur entretien constituent souvent un obstacle pour les petits agriculteurs, en particulier pour les femmes et les autres groupes de population vulnérables.

Les pompes solaires de dernière génération, dont les coûts d'acquisition et de fonctionnement sont plus faibles et qui sont relativement simples à installer et à entretenir, sont une bonne solution. Selon l'évaluation de la dimension de genre réalisée dans le cadre de ce projet, des coopératives mixtes, des coopératives de jeunes et des agricultrices chefs de famille ou des exploitations monofamiliales devraient avoir accès aux systèmes d'exploitation et à la propriété foncière. La fourniture d'un appui technologique aux coopératives de femmes permettrait de remédier aux désavantages dont souffrent les femmes en matière de propriété foncière, de reconnaissance par les autorités locales, de soutien financier, de formation et de techniques agricoles.

Ce projet a également été pris en compte dans les négociations portant actuellement sur l'extension du projet de la Banque mondiale concernant le soutien à l'initiative d'irrigation au Sahel¹⁶ dans six pays et le projet de plateforme intégrée pour la sécurité hydrique au Niger.¹⁷ L'intérêt porté aux nappes phréatiques peu profondes a aussi servi de fil conducteur au rapport phare de la Banque mondiale consacré aux eaux souterraines intitulé « La richesse cachée des nations : l'économie des eaux souterraines à l'heure du changement climatique », qui décrit l'effet tampon de ces ressources.¹⁸



Densité des écosystèmes dépendant des eaux souterraines au Sahel occidental et au Sahel central. © P. Rambhunjun/Banque mondiale

¹³ Les six pays du Sahel central et du Sahel occidental couverts par ce financement sont le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Tchad

¹⁴ Castillejo, C. 2015. "Gender Inequality and State Fragility in the Sahel." FRIDE Policy Brief.

<https://www.files.ethz.ch/isn/191893/Gender%20inequality%20and%20state%20fragility%20in%20the%20Sahel.pdf>

¹⁵ Note thématique de CIWA : les eaux souterraines peu profondes comme catalyseur de l'irrigation dirigée par les agriculteurs

<https://www.ciwaprogram.org/fr/rcv1/catalyzing-farmer-led-irrigation-development-in-the-sahel-from-shallow-groundwater/>

¹⁶ <https://projects.worldbank.org/fr/projects-operations/project-detail/P154482>

¹⁷ <https://projects.worldbank.org/fr/projects-operations/project-detail/P174414>

¹⁸ <https://www.worldbank.org/fr/news/feature/2023/06/14/the-hidden-wealth-of-nations-groundwater-s-critical-role-in-a-changing-climate>

Écosystèmes dépendant des eaux souterraines (GDE), pastoralisme, et économies rurales

L'on mesure de plus en plus l'importance revêtue par les GDE depuis une dizaine d'années, notamment parce que le changement climatique fait l'objet de plus vastes débats et que l'on reconnaît le rôle qu'ils jouent en tant que puits de carbone. La concurrence exercée sur les eaux souterraines peut avoir des conséquences irréversibles pour ces écosystèmes et contribuer à la fragilité du Sahel. Cette région, qui souffre déjà d'une grande pauvreté et de conflits armés qui avaient déplacé 4,1 millions de personnes à la fin de l'année 2022,¹⁹ est par ailleurs particulièrement exposée au changement climatique, et de ce fait, vulnérable aux chocs météorologiques. Il est probable que le changement climatique exacerbera les tensions entre les éleveurs et les agriculteurs dues à l'eau ; r les écosystèmes dépendant des eaux souterraines sont en outre traversés par les principales voies de circulation des populations et chevauchent des zones sensibles.

L'Initiative sur les eaux souterraines au Sahel a permis de définir une typologie des écosystèmes dépendant des eaux souterraines et d'établir une cartographie préliminaire de 123 GDE dans les six pays du Sahel.^{20, 21} Le troisième volet de cette initiative bénéficie des résultats du premier financement à l'appui des politiques de développement en faveur de la croissance résiliente et de la constitution d'un capital²² qui vise à renforcer la gestion des ressources naturelles au Niger. Il constitue la première étape d'une opération de plus vaste portée menée par la Banque mondiale dans le but de recenser les GDE en Afrique subsaharienne, en vue de l'établissement d'un document de référence pour le rapport « La richesse cachée des nations ». Il a permis de classer plus de 4807 GDE dans quatre grandes catégories géographiques : les eaux de surface intérieures, les écosystèmes côtiers et marins, les oasis et les sources, ainsi que la végétation terrestre. De nombreux autres GDE existent certainement et devront être recensés, définis et classés selon les critères de la typologie proposée. L'établissement de cette typologie des GDE sahéliens montre la nécessité de prendre en compte les systèmes socio-économiques lors de l'élaboration des politiques visant à protéger ces écosystèmes.

Les éleveurs dépendent des eaux souterraines et des GDE pour leurs animaux, leurs migrations saisonnières et leur subsistance. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie « Une seule santé²³ », a permis de déterminer la mesure dans laquelle les moyens de subsistance des populations rurales et pastorales dépendent de la gestion et de la mise en valeur des eaux souterraines.²⁴ L'approche « Une seule santé » prend en compte les liens étroits entre la santé et le bien-être des humains, des animaux et des écosystèmes qu'ils occupent et remplace la prévention des pandémies et les soins de santé en général dans un cadre intégré et multisectoriel. Sachant que les populations pastorales se rassemblent aux points d'eau à des heures précises, il est possible de faire bénéficier les éleveurs et leur bétail de services de soins de santé intégrés, notamment dans le contexte de campagnes de vaccination tout en optimisant les ressources et en partageant les moyens logistiques (véhicules et chaînes du froid, par exemple).

Cette opération, qui a contribué à la préparation du projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel²⁵ de la Banque mondiale, a permis de déterminer ce qui suit :

- Les ressources en eau souterraine sont essentielles à la santé animale, humaine et environnementale, mais aussi au développement pastoral dans son ensemble ;

- La prise en compte insuffisante des risques géologiques et la qualité plutôt médiocre des constructions compromettent la pérennité des puits et forages destinés au pastoralisme. Il convient de déployer des efforts particuliers pour améliorer la qualité de leur construction ;
- Il importe de construire ou réhabiliter davantage de puits et de forages pastoraux pour desservir les zones encore non couvertes (environ 1,2 million de km² ou 68 % de la zone pastorale de la région) et satisfaire les besoins en eau pastorale, ce qui représente, au minimum, un investissement de 225 millions de dollars ;
- Le nombre et la répartition des points d'eau et les conditions d'accès et d'utilisation de l'eau doivent être soigneusement déterminés en fonction du seuil de saturation et de la capacité de reconstitution naturelle des pâturages ; et
- Il est essentiel de comprendre les dynamiques locales d'accès à l'eau et de pouvoir avant d'aménager de nouveaux points d'eau afin d'éviter conflits et exclusion. Plus généralement, il convient de tenir compte des systèmes de droits et des mécanismes de gestion traditionnels pour assurer la gestion et l'entretien des infrastructures hydrauliques.

Ressources en eaux souterraines urbaines et changement climatique

Les projets de développement économique peuvent avoir des effets indésirables sur les ressources en eaux souterraines ; c'est le cas, notamment, de l'imperméabilisation des sols, qui réduit la recharge des aquifères, et de l'expansion des zones industrielles et urbaines, qui peuvent contaminer les nappes phréatiques peu profondes. Ces conséquences sont exacerbées par le changement climatique. Le projet, mené en collaboration avec le Centre international d'évaluation des ressources en eaux souterraines et l'Institut national de l'eau, un centre d'excellence africain basé à Cotonou (Bénin) qui mène des recherches sur les eaux souterraines, a donné lieu à la réalisation d'études expérimentales à Bamako (Mali) et à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). Ces dernières visaient à établir une valeur de référence de la qualité des eaux souterraines urbaines afin d'orienter la conception des projets de gestion dans ce domaine.

Expertise en eaux souterraines

Ce projet, qui visait à évaluer les compétences dans le domaine des eaux souterraines, a mis en évidence deux points essentiels. Premièrement, le nombre d'hydrogéologues internationalement reconnus ayant de vastes et solides connaissances sur les eaux souterraines sahéliennes, originaires de la région du Sahel et y travaillant, est très restreint. Deuxièmement, la quasi-totalité des experts locaux dans ce domaine occupe des postes techniques de niveau intermédiaire. Les hydrogéologues sahéliens travaillent dans différents secteurs, notamment au sein d'organismes publics, du secteur privé, d'ONG, d'équipes de projet et d'organismes de recherche. Ces spécialistes disposent d'un large éventail de compétences et d'expériences, mais les tâches qu'ils accomplissent ne sont généralement ni stratégiques ni complexes.

¹⁹ [https://reporting.unhcr.org/operational/situations/sahel-situation#:text=In%202022%20the%20escalating%20conflict,internally%20displaced%20people%20\(IDPs\).](https://reporting.unhcr.org/operational/situations/sahel-situation#:text=In%202022%20the%20escalating%20conflict,internally%20displaced%20people%20(IDPs).)

²⁰ Note thématique de CIWA : Révéler le potentiel socio-économique des écosystèmes dépendant des eaux souterraines au Sahel. <https://www.ciwaprogram.org/fr/rcv1/ciwa-learning-note-uncovering-the-socio-economic-potential-of-groundwater-dependent-ecosystems-in-the-sahel/>

²¹ Rambhunjun et al. [In Press].

²² <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P178423>

²³ Note thématique de CIWA : Valoriser le potentiel des eaux souterraines pour améliorer la productivité pastorale au Sahel

<https://www.ciwaprogram.org/fr/rcv1/ciwalearning-note-pastoralism-groundwater-sahel-region/>

²⁴ <https://onehealthinitiative.com/>

²⁵ <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P173197>

Il faudrait, pour limiter le départ des hydrogéologues sahéliens et leur permettre d'acquérir de nouvelles compétences, renforcer la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la diversifier, proposer des perspectives de carrière et promouvoir le transfert de connaissances. Il serait souhaitable que les hydrogéologues sahéliens participent aux projets internationaux sur les eaux souterraines en tant qu'experts du contexte sahélien. Les connaissances acquises dans le cadre de ces projets et auprès de ces organisations internationales pourraient ainsi être utilisées par ces hydrogéologues et, plus largement, par la communauté des professionnels de l'eau souterraine de la région.

Des représentants de six établissements d'enseignement supérieur de la région²⁶ se sont réunis à Nouakchott (Mauritanie), en mars 2022, pour déterminer comment renforcer les compétences régionales dans le domaine des eaux souterraines et attirer des candidats prometteurs.²⁷ Les lacunes ci-après ont été mises en évidence :

- Les programmes de formation en hydrogéologie ne répondent pas aux normes de qualité internationales. Ils sont souvent dépourvus de systèmes de gestion de la qualité aux stades de la conception, de la mise en œuvre et du suivi ;
- Les étudiants n'ont souvent pas les compétences requises, notamment en géologie de terrain, pour accéder à un programme de maîtrise en hydrogéologie. Les établissements spécialisés dans les formations de troisième cycle proposent rarement des cours fondamentaux dans des domaines tels que la sédimentologie, la tectonique ou autres compétences géoscientifiques, l'informatique ou l'hydraulique générale, qui sont considérés comme des connaissances fondamentales pour l'enseignement de la science des eaux souterraines ;
- Les programmes ne donnent pas lieu à des formations pratiques, sur le terrain ou en laboratoire ;
- Les formations ne présentent pas toujours les connaissances scientifiques et les technologies les plus récentes, et ne couvrent souvent pas l'environnement et le changement climatique ;
- Les spécialités complémentaires requises pour exercer la profession d'hydrogéologue sont souvent proposées en option ou sont insuffisamment développées ; et
- La proportion d'étudiantes et de diplômées en hydrogéologie et dans les domaines connexes est peu élevée, et varie entre 5 % et 40 % (25 % en moyenne). Seuls les établissements universitaires du Burkina Faso, du Mali et du Tchad prennent des mesures pour promouvoir l'égalité des sexes au niveau des admissions. Certains établissements offrent des aides et des bourses aux étudiantes, instaurent des quotas et mènent des campagnes de communication ciblées pour encourager les femmes à présenter leur candidature. Ces mesures restent toutefois insuffisantes face aux normes culturelles qui découragent les femmes d'embrasser des carrières dominées par les hommes, comme l'hydrogéologie.

Les établissements de la région ont proposé de créer un programme commun de maîtrise en hydrogéologie et d'intensifier leurs efforts pour inciter un plus grand nombre de femmes à suivre des études universitaires dans ce domaine.

Groundwater governance and conflict prevention and stabilization in the Sahel

Les pays du Sahel sont en proie à des conflits de plus en plus nombreux et à une instabilité croissante depuis la fin des années 2000, et souffrent de la propagation d'un extrémisme violent meurtrier. Cette évolution tient au mécontentement suscité par des modes de gouvernance dépassés, reposant sur des systèmes d'extraction de rentes qui profitent aux élites. Les conflits liés aux ressources naturelles, auparavant gérés au moyen de mécanismes classiques et bien établis de résolution des différends, s'aggravent et accentuent les clivages ethniques.

Le projet a donné lieu à l'évaluation des liens existant entre les ressources en eaux souterraines, le changement climatique, les conflits et la fragilité dans le Sahel en 2021 et à la formulation de recommandations stratégiques et opérationnelles en vue de futurs projets, notamment :

- Le Sahel a besoin d'une institution régionale qui coordonne la mise en valeur et la gestion des eaux souterraines et facilite la coopération, à l'instar de l'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC (SADC-GMI), de l'IBN et de l'IGAD dans d'autres régions ;
- Les forces de sécurité armées, qui jouent un rôle de plus en plus important dans la gestion des ressources en eau, doivent recevoir des formations portant sur les techniques de forage des nappes phréatiques et sur les questions sociales et de développement, et notamment sur les droits de l'homme de manière à prévenir les conflits et consolider la paix ;
- Il convient de tenir compte de la dimension de genre dans les programmes sur les eaux souterraines pour stabiliser la situation et prévenir les conflits ;
- Les équipes de la Banque mondiale et les autres partenaires de développement doivent encourager la tenue de discussions avec les interlocuteurs des pouvoirs publics sur la prise en compte des risques et des séquelles de conflits dans le cadre des investissements et des projets dans le domaine de l'eau ; et
- Les équipes de projet doivent collaborer étroitement avec les populations et les institutions locales afin de promouvoir leur adhésion et une répartition plus équitable des ressources.

Ce projet apporte des éléments utiles à la préparation du projet de mise en valeur, de résilience et d'évaluation de l'eau pour l'Afrique de l'Ouest et à l'assistance technique de CIWA au groupe de travail régional créé pour la gestion transfrontalière du BASM.

POINT DE VUE DU TERRAIN :

Découvrez **page 46** comment Abibata Ouattara, spécialiste des questions de sécurité hydrique, analyse les principaux obstacles auxquels se heurtent les femmes lorsqu'elles souhaitent accéder et gérer les ressources en eaux souterraines pour l'irrigation.



²⁶ École nationale d'ingénieurs de Bamako (Mali) ; Université de Nouakchott Al-Asriya (Mauritanie) ; Université des Sciences sociales techniques à Niamey (Niger) ; Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal) ; Université de N'Djamena (Tchad) ; et Université de Ouagadougou (Burkina Faso).

²⁷ <https://www.ciwaprogram.org/blog/training-the-next-generation-of-groundwater-specialists-in-the-sahel/>

Prochaines étapes

La protection des GDE du Sahel et leur prise en compte dans la réglementation, la planification, la mise en valeur et la gestion des ressources terrestres et hydriques, permettront d'exploiter leur potentiel et d'éviter de mener des activités susceptibles de compromettre leur intégrité et leurs fonctions. Il est aussi nécessaire de prévoir des dispositifs juridiques et institutionnels permettant de préserver les GDE, notamment par la création de zones protégées autour des GDE dans le but de préserver la qualité des eaux souterraines et de réduire leur dégradation. Il importe de mettre en place un système de suivi des GDE afin d'évaluer les impacts des activités humaines sur leur évolution et de prendre les mesures nécessaires pour préserver les services écosystémiques.

La Banque mondiale s'appuiera sur les travaux menés par CIWA, qui ont permis d'attirer l'attention sur le rôle essentiel des GDE, pour recenser et surveiller ces écosystèmes et préserver les services qu'ils fournissent. La Banque mondiale s'est fondée sur la typologie et la cartographie préliminaire de ces écosystèmes pour collaborer avec les autorités nigériennes à l'évaluation de leur contribution à l'économie des zones rurales arides. Le Niger a ensuite lancé une série de réformes institutionnelles afin de recenser, de surveiller et de protéger ses écosystèmes. La Banque mondiale appuie ces réformes dans le cadre du premier financement à l'appui des politiques de développement en faveur de la croissance résiliente et du renforcement du capital physique et du capital humain et prévoit de poursuivre ces efforts dans d'autres pays du Sahel.

La 8^e réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux,²⁸ qui s'est tenue en 2018, a fait de la mise en valeur concertée du BASM une priorité devant donner lieu à l'établissement d'accords internationaux et au renforcement des institutions du bassin. Les représentants des pays du Sahel ayant indiqué qu'ils souhaitaient coopérer à la mise en exploitation du BASM, un processus régional (soutenu par le financement de CIWA) a été lancé dans le but d'identifier les enjeux et de définir la marche à suivre. CIWA appuie l'élaboration d'une feuille de route qui permettra de définir une vision et un programme communs et d'instaurer une coopération de longue durée en vue de l'utilisation des ressources du BASM – une assistance technique d'un an, hébergée par le Secrétariat du groupe de travail régional du BASM.

Initiative sur la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad

Contexte

Le bassin du lac Tchad compte environ 59 millions d'habitants,²⁹ dont beaucoup dépendent du lac pour leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance. Le bassin, qui regroupe le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad, affiche des indicateurs de développement humain particulièrement bas. Le taux d'accès aux services de base, notamment aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, se situe généralement en dessous des moyennes nationales (à l'exception du Tchad). Il continue d'être très difficile aux pouvoirs publics d'approvisionner en eau une population de plus en plus nombreuse. Le changement climatique accentué par ailleurs les problèmes structurels, ce qui a des conséquences directes sur la sécurité alimentaire et les possibilités d'emploi associées au lac et à ses ressources.

L'assistance technique, qui s'est achevée en juin 2023, a donné lieu à une évaluation de l'état de la sécurité hydrique et de la coopération transfrontalière dans le bassin aux niveaux politique (vision), institutionnel (rôles) et technique (investissements). Elle comportait deux volets : le premier a consisté à établir les bases analytiques et institutionnelles nécessaires au renforcement de la sécurité hydrique, et le second à identifier et à concevoir des activités permettant de catalyser de futurs investissements.

Progrès réalisés

Évaluation de la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad

L'évaluation de la sécurité de l'eau dans le bassin du lac Tchad répertorie les facteurs d'insécurité hydrique et les sources de résilience, et présente des recommandations visant à orienter les investissements. Les retours des parties prenantes ont été pris en compte dans le cadre d'ateliers organisés en octobre 2022 et en mars 2023 auxquels participaient des membres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et du Projet pour la relance et le développement de la région du lac Tchad (PROLAC), ainsi que des points focaux des États membres.

Le changement climatique et la variabilité des conditions météorologiques, la sédimentation, la croissance démographique et les migrations, la faiblesse des institutions, la pauvreté, l'instabilité économique et les situations de fragilité, de conflits et de violence, et notamment la montée de la violence extrémiste, contribuent à l'insécurité hydrique. La dégradation de la qualité de l'eau est un nouveau facteur d'insécurité. Si les eaux de surface du bassin ne sont pas suffisamment polluées pour mettre en péril l'écosystème, les maladies endémiques liées à l'eau, telles que le paludisme, le choléra, la bilharziose, le ver de Guinée et l'onchocercose, accroissent les risques encourus par les populations.³⁰



Femme marchant sur le sable avec une jarre traditionnelle sur la tête.
© Muhammad Usman Ghani/IWMI

²⁸ https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXVII-5&chapter=27&clang=_en

²⁹ Selon les estimations, la région comptait 37 millions d'habitants en 2004 et 45 millions en 2012. Sous réserve que la croissance démographique soit de 2,5 %, la région devrait compter 59 millions d'habitants d'ici 2023 et 150 millions d'ici 2050.

³⁰ CBLT (2016).

Bien que de nombreux risques et obstacles compromettent la sécurité hydrique du bassin, il demeure possible de renforcer et de promouvoir les sources de résilience de ce dernier de manière à garantir la sécurité de l'eau à l'avenir. L'étude réalisée par la Banque mondiale en 2022³¹ sur les risques et la résilience du lac Tchad a mis en évidence les sources de résilience suivantes :

- Les stratégies d'adaptation (en particulier au niveau communautaire) adoptées pour surmonter les difficultés auxquelles le bassin est confronté lui ont permis de mettre en place un système socio-économique reposant sur l'agropastoralisme et la pêche. Ainsi, les populations locales délaissent l'agriculture au profit de l'élevage ou de la pêche dès lors que les risques d'inondation leur paraissent importants.
- La mobilité reste un trait caractéristique des populations du lac Tchad.
- Les citoyens, les organisations de la société civile et le secteur privé se mobilisent de plus en plus en faveur d'une meilleure gouvernance et d'une plus grande inclusion.
- Les chefs traditionnels et religieux contribuent à apaiser les tensions et à gérer les conflits, en particulier au niveau communautaire.
- Les quatre pays du bassin sont de plus en plus conscients de la nécessité de renforcer la coopération transfrontalière et d'assurer la réinsertion des anciens combattants.

L'évaluation a donné lieu à un certain nombre de recommandations visant, notamment à : renforcer les systèmes de données et d'information pour faciliter la prise de décision, en particulier dans le domaine des eaux souterraines ; gérer les risques d'inondation et de sécheresse ; et améliorer la mise en valeur stratégique des ressources en eau. Si le système d'information et les plateformes d'échange de connaissances actuellement en place constituent un premier pas dans la bonne direction, les informations disponibles ne permettent pas de planifier et de prendre des décisions. Elles ne permettent pas, en particulier, de comprendre les phénomènes de recharge et de décharge des eaux souterraines et leur interaction avec les eaux de surface. L'évaluation fait ressortir d'autres carences de données qui concernent, notamment, le cadre réglementaire des eaux souterraines, l'utilisation de l'eau et les volumes disponibles, et la manière dont le changement climatique peut influencer la prise de décision. Si la Charte de l'eau adoptée par la CBLT donne à la Commission compétence pour traiter des problèmes liés à l'eau dans la région, elle ne lui permet pas de collecter des données sur l'eau au niveau des pays. Il est donc essentiel de renforcer la coordination et le regroupement des données disponibles de manière à pouvoir identifier les lacunes et améliorer la collecte et l'échange de données, notamment en encourageant l'utilisation de la télémétrie et des systèmes d'information par télédétection.

Il est aussi important de renforcer les mécanismes traditionnels et religieux de règlement des différends pour apaiser les tensions liées aux ressources naturelles, mettre fin aux luttes de pouvoir entre différents groupes et garantir un accès équitable à l'eau. Certaines initiatives locales menées pour consolider la paix ont donné de bons résultats dans d'autres bassins transfrontaliers, comme le bassin de Sio-Malaba-Malakisi dans la Corne de l'Afrique, où les ressources en eau subissent les effets des conflits et du changement climatique.³² Ces initiatives locales ont permis de renforcer la capacité des populations locales à faire face aux tensions intercommunautaires et à lutter contre la dégradation de la qualité de l'eau.



Atelier technique sur les écosystèmes dépendant des eaux souterraines. © François Bertone/CIWA

³¹ Banque mondiale. (2022). « Lake Chad Regional Risk and Resilience Assessment. »

³² Kim, Broek, Smith, Michel, De Nys, & Godoy. (2021). Water Cooperation in the Horn of Africa: Addressing Drivers of Conflict and Strengthening Resilience.

Des programmes de la Banque mondiale, comme le PROLAC, ont montré qu'il était important de promouvoir les petites infrastructures pour améliorer l'agriculture et les moyens de subsistance des populations locales, et qu'il était possible d'accroître leur efficacité en les intégrant dans l'aménagement des bassins versants. Les populations locales tirent les eaux souterraines dans des puits plus ou moins profonds qui, toutefois, ne durent souvent pas longtemps et sont, pour la plupart à sec avant la fin de la saison sèche. Si la mise en place de petites infrastructures fondées sur la nature peut permettre d'améliorer l'approvisionnement en eau, il convient toutefois de s'assurer que les avantages procurés par ces équipements ne compromettent pas la pérennité des ressources hydriques dans un environnement aride où la recharge des nappes phréatiques reste insuffisante. Il importe de déterminer si les recommandations concernant les infrastructures tiennent compte des effets du changement climatique, des facteurs de stress locaux, de la durabilité des rendements et de l'évolution des produits et des marchés agricoles, afin d'optimiser les avantages découlant d'une utilisation durable de l'eau.

Le récent programme d'action stratégique du lac Tchad, financé par plusieurs bailleurs de fonds, propose un ensemble de solutions et d'actions fondées sur la nature, comme la collecte des eaux de pluie pour augmenter le stockage de l'eau ainsi que la préservation et la réhabilitation des zones humides qui constituent des infrastructures naturelles pour la purification de l'eau. Le programme prévoit également de planter des arbres, d'une part dans les hautes terres pour réduire le ruissellement et la sédimentation et, d'autre part, comme brise-vent pour lutter contre l'érosion éolienne — c'est-à-dire le transport et le dépôt de sédiments par le vent à la surface ou près de la surface de la terre — et réduire le dépôt de sédiments apportés du désert par le vent.

Dans l'ensemble, les recommandations encouragent le renforcement des capacités des institutions régionales, nationales et locales et la mise en place de processus décisionnels ouverts aux structures de gouvernance locales, notamment aux femmes, aux jeunes et aux groupes marginalisés ; l'amélioration des systèmes de données et d'information ; le renforcement des capacités financières des institutions régionales et locales pour leur permettre de mieux faire face aux problèmes de sécurité hydrique ; et le développement d'infrastructures à petite échelle fondées sur la nature afin d'accroître la sécurité hydrique au niveau local.

Ressources en eau et piège des conflits et des risques climatiques

La note thématique sur l'eau et le piège des conflits et des risques climatiques rend compte de la position adoptée par la CBLT en février 2022, en examinant les facteurs de risque liés à l'eau qui affectent les populations locales et favorisent les tensions et les conflits. Ces facteurs vont des effets du changement climatique sur le cycle de l'eau qui ont une incidence considérable sur les modes d'agriculture et de pastoralisme à la croissance démographique et économique qui accroît la pression sur les ressources, y compris au travers de la chaîne de valeur du secteur agricole, en passant par les importants mouvements de population causés par les migrations ou les déplacements, qui créent des tensions et perturbent les mécanismes de résilience traditionnels qui jusque-là contribuaient à atténuer les conflits. Une meilleure compréhension des contributions de ces facteurs à la fragilité permettrait d'orienter les interventions menées dans le bassin dans le cadre de modes de stabilisation et de développement de plus vaste portée.

La note thématique invite à adopter l'approche de la consolidation de la paix environnementale, qui consiste à préserver la nature et à assurer la sécurité de l'eau pour promouvoir la paix afin de faire face au problème posé par l'emploi des ressources en eau à titre d'arme. Selon certaines études, les interventions visant à garantir la sécurité hydrique peuvent atténuer la dégradation de l'environnement et favoriser la paix.³³ La note rappelle que l'eau est déjà utilisée comme arme dans le bassin du lac Tchad, généralement dans les régions en conflit, où les groupes armés profitent de la marginalisation des populations et du manque de cohésion sociale.



Pêcheur sur le lac Tchad © CBLT

En 2021, par exemple, des groupes terroristes ont contaminé les ressources en eau du lac Tchad de manière à accroître la fragilité et à déstabiliser encore plus le contrôle des ressources naturelles.³⁴

La note thématique montre que le climat, l'eau et les conflits ont des effets les uns sur les autres qui s'exercent dans de multiples directions et provoquent un cercle vicieux qualifié de piège des conflits et de risques climatiques : les phénomènes météorologiques extrêmes et l'insécurité hydrique accentuent la fragilité et les conflits qui, à leur tour, entravent la capacité des communautés à s'adapter au changement climatique. Cette conclusion cadre manifestement avec l'idée selon laquelle les projets doivent utiliser une approche intégrée par problème de la sécurité de l'eau.³⁵ Cette approche définit la sécurité hydrique sous l'angle des enjeux locaux et régionaux et élargit le champ de la coopération transfrontalière pour y inclure la promotion du développement dans le contexte des problèmes systémiques (par exemple, la pauvreté, l'économie politique, le climat, les situations de fragilité, de conflits et de violence), sans attendre que ces derniers soient réglés.

Contribution des organisations de la société civile à la gestion des ressources en eau

Les relations entre la CBLT et les organisations de la société civile, ainsi que les possibilités offertes par le soutien apporté par le PROLAC aux activités de gestion des connaissances reposent sur l'assistance technique. La CBLT a indiqué que cette dernière rentre dans le cadre de ses activités de commission régionale et a nommé plusieurs des OSC avec lesquelles elle travaille, notamment l'Union internationale pour la conservation de la nature, qui dispose d'un bureau au Cameroun.

Cette analyse rapide du contexte dans lequel évoluent les organisations de la société civile montre qu'il est possible de promouvoir la gestion de l'eau en encourageant la collaboration entre les associations communautaires et les ONG. Il convient toutefois d'être prudent, car ces organisations sont loin d'avoir toutes les mêmes capacités et il faudra procéder à un examen plus approfondi pour constituer un réseau et un mécanisme de mise en œuvre efficaces et efficaces dans chaque pays.

³³ Tobias Ide, Adrien Detges; International Water Cooperation and Environmental Peacemaking. Global Environmental Politics 2018; 18 (4): 63–84. doi: https://doi.org/10.1162/glep_a_00478

³⁴ Nett and Rüttinger, 2016. https://climate-diplomacy.org/sites/default/files/2020-10/CD%20Report_Insurgency_170724_web.pdf

³⁵ <https://www.ciwaprogram.org/blog/the-integrated-problemshed-a-solution-for-water-security-in-the-g5-sahel/>

La note thématique montre que les OSC ont des difficultés à mener une action de sensibilisation dans le bassin, notamment en raison des cadres juridiques et des lois qui les empêchent de remplir leurs fonctions. Au Cameroun, une loi interdit aux OSC de recevoir des subventions ou des dons de particuliers et dispose que seules les associations reconnues d'« utilité publique » peuvent recevoir des dons privés. Au Tchad, les ONG s'inquiètent des limites imposées à leur autonomie par diverses ordonnances et décrets ; de fait, le Plan national de développement 2017-2021 du Tchad ne confère de rôle qu'à l'État. Au Niger, le cadre juridique autorise uniquement la création d'associations, à l'exclusion d'ONG. Au Nigéria, les règlements adoptés par l'État ne permettent pas aux organisations de la société civile d'être particulièrement actives, et les militants sont victimes d'actes de harcèlement dans le pays.

Diagnostic institutionnel des eaux souterraines et évaluation comparative des législations

Ce projet visait à produire des données, des informations et des connaissances structurées sur le cadre institutionnel et juridique de la gestion des eaux souterraines.

La note sur les eaux souterraines couvre avant tout le cadre législatif et institutionnel applicable à la gouvernance des eaux souterraines au Niger, en République centrafricaine et au Tchad, et présente une analyse des dispositions législatives et institutionnelles en la matière. L'analyse inclut les cadres juridiques régionaux et mondiaux de la gouvernance des aquifères transfrontaliers.

Évaluation des besoins dans le domaine de l'hydrométéorologie

Les activités d'assistance technique ont donné lieu à la publication d'un rapport du Programme Hydromet rédigé à la suite d'une mission d'évaluation effectuée dans les pays et auprès du secrétariat de la CBLT.

Cette mission avait pour objet de dresser un bilan et de formuler des recommandations pour apporter un appui à la CBLT et pour inciter ses États membres et ses partenaires à collaborer avec la Commission pour l'aider à s'acquitter efficacement de son mandat. L'objectif était de promouvoir i) l'obtention d'informations supplémentaires sur l'état des ressources en eau et, plus généralement, sur l'environnement du bassin, afin d'apporter les éléments indispensables à une prise de décision éclairée sur les politiques d'investissement public dans le secteur de l'eau et ii) le développement des activités connexes (agriculture, pêche, élevage, etc.) grâce à la tenue de consultations appropriées, efficaces et transparentes entre les États et les autres parties intéressées par une mise en valeur durable du bassin.

Prochaines étapes

L'évaluation de la sécurité de l'eau sera publiée durant l'exercice 2024. Les autres produits, comme le rapport du Programme Hydromet et l'évaluation institutionnelle des eaux souterraines, ont été examinés et révisés par la CBLT. Les recommandations de la Commission ont été prises en compte pour chacun d'entre eux. L'évaluation de la sécurité de l'eau constitue une source d'informations fiables et à jour en ce domaine à l'échelle du bassin. Les rapports sur les eaux souterraines du programme Hydromet devraient contribuer à renforcer les réseaux de surveillance, les connaissances et la législation des eaux souterraines dans les pays du bassin.



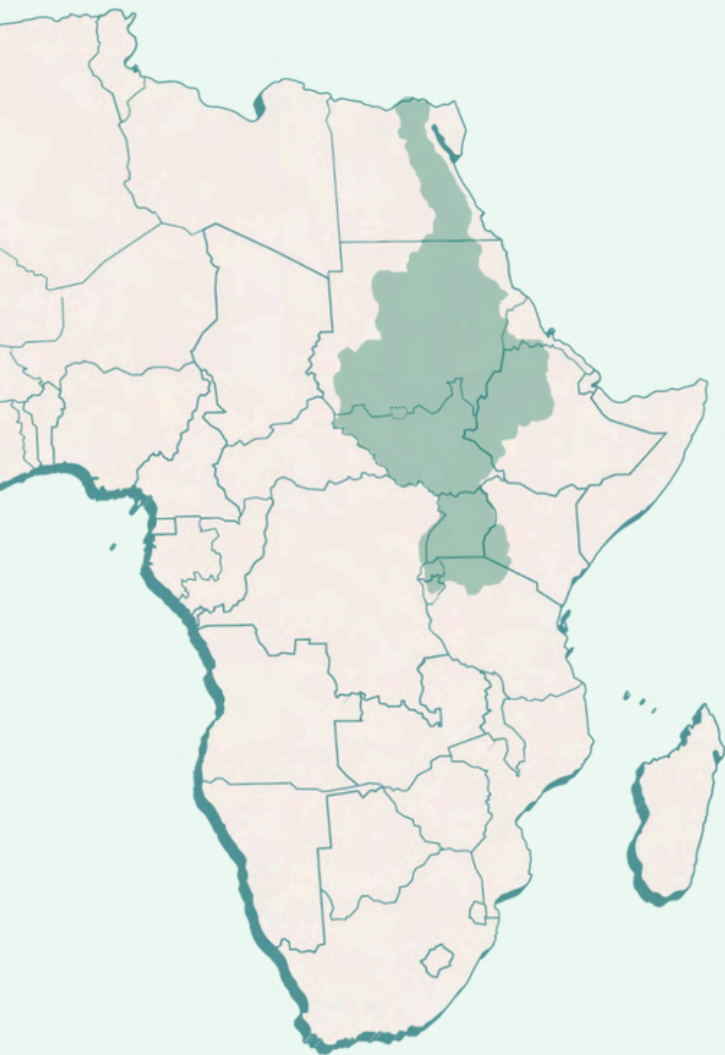
Utilisation d'une pompe à corde pour puiser de l'eau. © Petterik Wiggers/IWMI



AFRIQUE DE L'EST

25 Projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique dans le bassin du Nil

24



Afrique de l'Est

L'Afrique de l'Est est confrontée à une multitude de difficultés, notamment l'insécurité alimentaire et hydrique, la montée de la violence et des conflits, sans oublier les effets du changement climatique. CIWA est né des progrès réalisés par le Fonds fiduciaire du bassin du Nil en matière de gestion et de mise en valeur des ressources en eau dans le bassin du Nil. Il s'efforce de renforcer la résilience de la région face à l'aggravation du changement climatique et de l'insécurité hydrique, en encourageant le dialogue entre les pays riverains et en favorisant la diplomatie de l'eau.

Projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique dans le bassin du Nil

Contexte

Les pays riverains du Nil ont tous intérêt à promouvoir un développement socio-économique durable, mais doivent collaborer pour y parvenir. Une gestion et une mise en valeur équitables et concertées des ressources en eau transfrontalières peuvent les aider à assurer leur prospérité. Le Nil et son bassin sont partagés par onze pays qui sont, chacun, confrontés à des défis uniques et qui ont aussi, chacun, des plans de développement nationaux ambitieux conçus pour stimuler leur croissance économique et réduire la pauvreté. L'adoption d'une perspective régionale pour la gestion et la mise en valeur concertées des eaux transfrontalières peut renforcer la viabilité de nombreux investissements et procurer d'importants avantages à toutes les parties concernées en permettant d'exploiter pleinement le potentiel productif du bassin et de favoriser ainsi une croissance nationale et régionale plus dynamique et plus durable. Le projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience du Nil (NCCR) lancé par CIWA bénéficie de l'appui fourni pendant plus de deux décennies par un Fonds fiduciaire multidonateur, d'abord par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire du bassin du Nil puis, aujourd'hui, par CIWA.

Le NCCR, qui est une opération de longue durée, apporte un soutien complémentaire dans les domaines de l'information, des institutions et des infrastructures. Le projet permet aux trois centres de l'IBN (Bureau technique régional du Nil oriental [ENTRO], Unité de coordination du programme d'action subsidiaire des pays des lacs équatoriaux du Nil [NELSAP-CU], et Secrétariat du Nil [Nile-SEC]), au Discours du bassin du Nil (NBD) et à la Commission du bassin du Lac Victoria (LVBC) de collaborer pour soutenir les systèmes d'alerte, d'atténuation et de préparation aux risques d'inondation et de sécheresse ; améliorer la sécurité des barrages ; gérer la qualité des ressources en eau du bassin du Nil et du bassin du lac Victoria ; mettre en place des services d'information pour la planification d'investissements résilients face au climat et diffuser ces informations ; et proposer aux communautés, aux décideurs et aux gestionnaires de l'eau une plateforme de coopération pour favoriser l'utilisation et la gestion durables des ressources en eau.

Le projet NCCR bénéficie d'un financement complémentaire exécuté par la Banque mondiale pour lutter contre les inondations, cartographier et détecter à distance les barrages et les réservoirs (Dispositif mondial de réduction des effets de catastrophes et de relèvement [GFDRR]) et préparer la stratégie d'assainissement du lac Victoria (Fonds fiduciaire coréen pour la croissance verte [KGGTF]).



Projet hydroélectrique régional des chutes de Rusumo (Rwanda). © Anders Jagerskog/CIWA

Progrès réalisés

Plateforme de coopération

Le projet a encouragé le développement de l'approche et de la philosophie « Un IBN » en organisant des réunions de groupes de travail techniques représentant les différents pays, en assurant la coordination entre les différents groupes thématiques (inondations et sécheresses, qualité de l'eau, sécurité des barrages, services d'information, genre, suivi et évaluation) et en apportant un appui à la gouvernance régionale et aux événements de sensibilisation comme la Journée du Nil, le Dialogue stratégique de l'Initiative du bassin du Nil et la préparation du Forum pour le développement du bassin du Nil.

Le premier plan de gestion du bassin du Nil, récemment approuvé par le Conseil des ministres du bassin du Nil, a pour objet d'orienter la planification et la mise en œuvre de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale. Les ministres en charge de l'eau et les représentants des États membres de l'IBN, ainsi que des diplomates, des membres du comité consultatif technique, des représentants des partenaires de développement, des gouvernements, des médias et de la population se réunissent régulièrement pour débattre des questions régionales.

L'IBN entre dans la deuxième partie de la période couverte par sa stratégie décennale (2022-2027),³⁶ et utilise le nouveau programme à l'échelle du bassin (BWP), qui s'appuie sur les réalisations et les enseignements tirés du premier BWP, en tant que principal outil de planification.

Les programmes de jeunes professionnels et de stages organisés par ENTRO continuent de donner de bons résultats. Les participants à ces programmes, qui viennent des quatre pays du Nil oriental (y compris l'Égypte)³⁷ et forment la cinquième promotion, s'efforcent de cartographier les indicateurs socio-économiques et les indicateurs de l'ODD n° 6. ENTRO a proposé de doubler le nombre de participants, et le Nile-SEC et le NBD ont récemment accueilli plusieurs groupes de stagiaires dans le cadre d'opérations pilotes.

ENTRO a expliqué à des journalistes les avantages que présentent la coopération transfrontalière et les investissements dans les ressources en eau, et a organisé un forum novateur de parties prenantes auquel participaient différents publics, notamment des chefs religieux, des opérateurs chargés de la sécurité des barrages et des membres du Parlement.

Les trois centres de l'IBN et la LVBC ont réaffirmé le rôle de la société civile dans la promotion de la coopération dans le bassin du Nil et ont reconnu le rôle de premier plan joué par le Discours du bassin du Nil dans ce domaine. Les centres sont convenus de faire davantage appel à ce dernier pour la mise en œuvre d'activités requérant la participation de la société civile. En mai 2023, le NBD a mis en place un réseau régional de femmes dans le bassin du Nil, formé de dix réseaux locaux opérant dans la région et d'un comité de coordination régional chargé de superviser les activités de ces derniers et de recenser les principales difficultés qu'ils rencontrent (par exemple, l'analphabétisme et le manque d'éducation de base, qui compromettent la capacité des femmes à participer au processus de prise de décisions relatives à l'eau, et les obligations domestiques, qui leur laissent peu de temps pour participer à ce processus), ainsi que les possibilités qui s'offrent à ces réseaux. Ces derniers permettent aux femmes de participer à la gestion et à la planification intégrées des ressources en eau et de peser sur divers projets, notamment les activités menées par le projet NCCR sur les systèmes d'alerte précoce en cas d'inondation et de sécheresse. Un comité de direction supervise les activités de chaque réseau.³⁸

Services d'information pour la planification d'investissements favorables à la résilience face au climat

L'IBN s'efforce de moderniser l'utilisation des données et des analyses qui se trouvent dans le domaine public pour faciliter la visualisation et l'utilisation d'une multitude de données et d'analyses. Le système GEONETCast développé par l'Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques a été acheté et installé dans les centres Nile-SEC et ENTRO.

Il permettra d'accéder à des données et des services dans le monde entier sans avoir à passer par Internet et ainsi de faciliter les activités qui dépendent de l'obtention de données en temps réel, comme la prévision d'inondations.

Les centres de l'IBN partagent des services en nuage, un consultant travaille actuellement sur la mise en place de services de collecte et d'analyse de données pour le bassin du Nil, et l'IBN a formé un groupe de parties prenantes chargées de la sensibilisation, des discussions et du partage des connaissances dans ce domaine. Tous les États membres ont participé à l'évaluation des besoins en matière de services de collecte et d'analyses de données pour le bassin du Nil. Des efforts sont faits pour trouver des synergies avec d'autres initiatives et services de données et faciliter leur intégration dans les services de données et d'analyse du bassin du Nil, les produits interactifs et le portail de connaissances intégré.³⁹

Planification et ordre de priorité des investissements dans la qualité de l'eau

Le secrétariat de l'IBN a organisé un atelier à Kigali (Rwanda) pour examiner et valider un premier rapport de surveillance de la qualité de l'eau dans le bassin du Nil et présenter aux membres du groupe de travail régional chargé de cette question les activités menées dans le cadre du projet NCCR dans le but d'accroître la disponibilité et l'utilisation des données du Nile-SEC.

Les centres apportent leur soutien aux réseaux nationaux de surveillance de la qualité de l'eau et aux systèmes régionaux d'information œuvrant dans ce domaine pour permettre aux États membres du bassin du Nil de lutter conjointement contre les effets de la baisse de qualité et d'inverser cette évolution. Le Nile-SEC assure l'acquisition et l'installation d'équipements de surveillance de la qualité de l'eau pour renforcer la disponibilité et l'utilisation des données pertinentes. Le rapport sur la conception du réseau de surveillance de la qualité de l'eau a été actualisé de manière à inclure les spécifications techniques de ces équipements et les commentaires recueillis dans le cadre de l'atelier de validation initial. Une évaluation des besoins de surveillance de la qualité de l'eau, dont les résultats seront présentés à l'occasion d'un atelier de validation, a été réalisée dans neuf pays.



Visite de l'équipe du projet NCCR à la station Hydromet de Jinga (Ouganda).
© Yukio Tanaka/CIWA

La NELSAP-CU a presque achevé l'établissement d'une base de données sur la qualité de l'eau du bassin du Nil et d'une carte des cours d'eau qui faciliteront le choix des zones sensibles qui doivent être incluses dans l'analyse multicritère qu'elle est en train de réaliser. La Commission du bassin du Zambèze (ZAMCOM) a organisé un voyage d'études avec plus de 30 membres du comité consultatif technique, des spécialistes de la qualité de l'eau des États membres et des experts des centres de l'IBN, de la LVBC et du NBD afin d'observer les mesures prises pour lutter contre la pollution de l'eau, les centres de bases de données et les systèmes de surveillance de l'eau, et permettre aux participants de partager leur expérience des différents systèmes et outils utilisés.

La LVBC procède à l'harmonisation des politiques régionales et à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action concernant la qualité de l'eau du lac Victoria. Elle a présenté un premier rapport, qui a été examiné lors d'un atelier régional réunissant les points focaux nationaux des ministères concernés. La LVBC a également élaboré un plan d'analyse et de mobilisation des parties prenantes. Une étude des politiques et des stratégies liées à la qualité de l'eau a été réalisée pour sept États partenaires.

³⁶ <https://www.nilebasin.org/images/docs/NBI-Strategy-2017---2027.pdf>

³⁷ 20 stagiaires à ENTRO (37 % de femmes ; 50 % issus de pays en situation de FCV), 3 stagiaires au Nile-SEC, et 4 au NBD travaillent sur la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières, la prévision des inondations et les alertes précoces.

³⁸ <https://www.nilebasindiscourse.org/news-blog/community-blog.html>

³⁹ <http://ikp.nilebasin.org/>

Le projet NCCR a fait appel aux ressources du Fonds fiduciaire coréen pour la croissance verte (KGGTF) afin de produire une stratégie régionale de mise en place de services d'assainissement inclusifs à l'échelle du bassin du lac Victoria. Ce projet a également examiné les possibilités de promouvoir la participation du secteur privé et la création d'emplois, et de favoriser le recours à des technologies efficaces dans le domaine de l'assainissement et de la réutilisation de l'eau. Ce travail s'est appuyé sur l'assistance technique apportée par CIWA pour améliorer la qualité de l'eau du lac Victoria (exercice 2021) et sert actuellement de base à la conception d'un projet d'intégration régionale à grande échelle financé par l'IDA.

Des études de référence ont été réalisées et validées au cours d'un atelier organisé à Addis-Abeba ; elles ont utilisé les critères mis au point et approuvés par le Conseil des ministres au cours de l'exercice 2022 pour définir les zones sensibles en matière de qualité et de pollution de l'eau dans le bassin du lac Victoria, au niveau du golfe de Mwanza (Tanzanie) et de Gilgel Abbay (Éthiopie). La NELSAP-CU se servira de la base de données sur la qualité de l'eau et de la carte des cours d'eau pour identifier deux zones sensibles et utilisera l'analyse multicritère pour définir les priorités concernant les investissements pouvant être réalisés pour améliorer la qualité de l'eau.

Flood and drought risk management

Le NCCR a organisé des visites sur le terrain en vue de planifier l'élaboration d'un système d'alerte précoce des crues éclair et a mené des consultations auprès des autorités nationales du Burundi, d'Éthiopie, du Kenya, d'Ouganda, du Rwanda, du Soudan, du Soudan du Sud et de Tanzanie. La NELSAP-CU a par ailleurs tenu des consultations exceptionnelles avec le gouvernement rwandais en mai 2023, à la suite des inondations qui ont entraîné le décès de 100 personnes. Le gouvernement et la NELSAP-CU étudient actuellement les possibilités d'exploiter les services d'information sur les inondations de l'IBN pour renforcer la résilience du pays en ce domaine et ses capacités à évaluer les dommages.

Le projet visant à renforcer les systèmes d'alerte précoce en cas d'inondation dans le Nil oriental a démarré en janvier 2023. Les principales étapes du projet, à savoir i) l'identification et l'analyse des zones sujettes aux inondations, ii) la mise en place d'un système d'alerte précoce des crues éclair à l'échelle du bassin, et iii) la réalisation d'une évaluation des besoins pour lutter contre la sécheresse, sont achevées. Les équipes d'ENTRO, du NBD et de la NELSAP-CU ont effectué une visite conjointe sur le terrain au Soudan du Sud. ENTRO et le NBD mènent des activités de sensibilisation des communautés axées sur les femmes et sur les hommes et renforcent la mobilisation des citoyens dans les pays du Nil oriental. L'élaboration d'un système d'alerte précoce en cas de sécheresse à l'échelle du bassin n'en est qu'à ses débuts, mais les activités de mise en œuvre devraient s'accélérer au cours de l'exercice 2024.

Renforcement des capacités en matière de sécurité des barrages

Le projet NCCR s'est efforcé l'année dernière de renforcer les capacités de gestion des risques liés à la sécurité des barrages. Les unités nationales de sécurité des barrages servent de point focal pour ce domaine thématique. Elles évaluent actuellement le cadre réglementaire et aident les pays à améliorer le contrôle de la sécurité. Le projet soutient également les efforts déployés par l'IBN pour enrichir la somme d'informations sur l'état des barrages et des réservoirs, en commençant par dresser un inventaire des barrages à l'échelle du bassin. L'IBN, qui bénéficie d'un financement complémentaire exécuté par la Banque mondiale, déploie des technologies de télédétection de pointe et utilise des méthodes d'apprentissage automatique pour identifier et géolocaliser les barrages dans le but de dresser un tableau plus complet de la situation. Les résultats de ces activités apporteront des éléments utiles à la classification des risques associés aux barrages et aideront les spécialistes des pays riverains à déterminer le niveau de supervision requis.

Technical trainings for the first part of the project have been completed. NCCR plans to support the establishment of a regional training facility on dam safety. Work to produce a business plan and identify potential partners for the facility is expected to begin in FY24.

Prochaines étapes

En mai 2023, le NCCR a procédé à un examen à mi-parcours afin d'évaluer les progrès enregistrés dans le cadre de la mise en œuvre du projet et en direction de son objectif de développement, d'identifier les obstacles et les points de blocage, et de convenir d'améliorations ou d'ajustements. Dans l'ensemble, le NCCR a décaissé 44 % des fonds, mis en place les systèmes nécessaires à la mise en œuvre du projet et accéléré le rythme des opérations en raison des retards initiaux.

Le NCCR, qui est entré dans la seconde partie de la période de mise en œuvre, est en passe d'atteindre ses objectifs, à savoir l'établissement ou le renforcement des capacités institutionnelles régionales, des systèmes d'information et des plateformes de coopération permettant d'identifier, de définir les priorités et de planifier les investissements pertinents au niveau régional pour la remise en état des barrages, la gestion des risques d'inondations et de sécheresse, Hydromet, ainsi que la qualité de l'eau. Les activités menées à ces fins pourront ensuite être poursuivies dans le cadre de projets nationaux financés par des bailleurs de fonds, de manière à favoriser une adaptation climatique durable et efficace.

Les activités entreprises dans le cadre du NCCR durant l'exercice 2024 s'appuieront sur les principaux résultats obtenus pendant la première moitié de la période du projet. Le Forum pour le développement du bassin du Nil, qui devrait se tenir en octobre 2023, présentera les résultats obtenus et permettra de regrouper les connaissances et de renforcer le réseau des professionnels de l'eau du bassin du Nil. Les versions préliminaires des politiques sur la qualité de l'eau, harmonisées au niveau régional, seront présentées lors d'un atelier de validation régional ; la stratégie et le plan d'action régionaux concernant la qualité de l'eau des lacs équatoriaux du Nil seront présentés lors d'un atelier de validation ; l'installation des équipements permettant de contrôler la qualité de l'eau devrait commencer en 2024 ; tous les centres mettront en œuvre des plans d'action pour la promotion de la parité femmes-hommes ; la LVBC élaborera des indicateurs tenant compte de la dimension de genre dans le cadre de sa stratégie relative à la qualité de l'eau ; et le Nile-SEC achèvera l'évaluation des besoins concernant le système d'aide à la décision et mettra en place des services d'assistance. Il est essentiel que les centres veillent à assurer la concordance des activités de collecte et d'analyse de données (par exemple, les consultations en cours et envisagées à ENTRO et à la NELSAP-CU) et des activités liées à la plateforme de service de collecte et d'analyse de données pour le bassin du Nil. La NELSAP-CU, qui a mené à bien toutes les consultations prévues, à l'exception de celles concernant la République démocratique du Congo, s'appête à mettre au point un système d'alerte précoce des crues éclair, qui devrait être achevé d'ici à janvier 2024.

Le NCCR a également obtenu un financement additionnel de l'IDA en faveur d'ENTRO et de la NELSAP-CU au titre du nouveau programme régional de résilience climatique pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, qui permettra à ces entités de travailler en étroite collaboration avec le Soudan du Sud pour traiter la dimension transfrontalière des inondations.

POINT DE VUE DU TERRAIN

Découvrez [page 47](#) comment Asia Namusoke contribue au changement pour la population ougandaise et pour le climat.





CORNE DE L'AFRIQUE

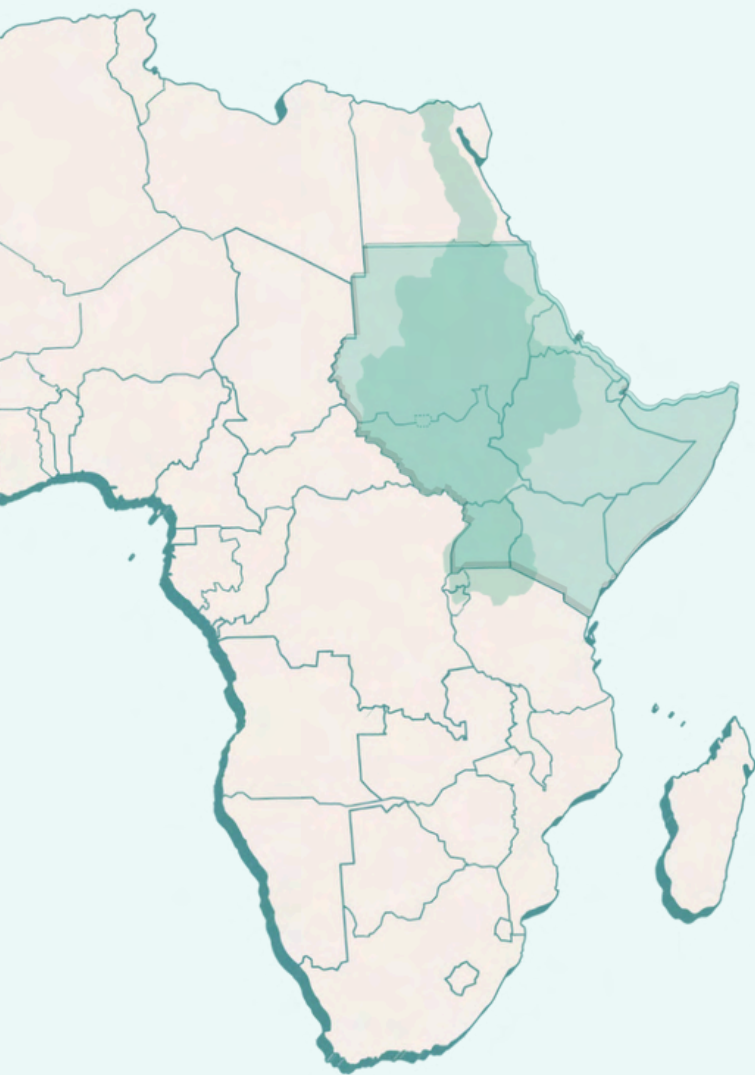
29

Pour une résilience inclusive (Untapping Resilience: Groundwater Management and Learning in the Horn of Africa's Borderlands)

33

Programme d'appui aux eaux transfrontalières
du Soudan du Sud

28



Corne de l'Afrique

CIWA s'efforce d'atténuer les effets en cascade de la pire sécheresse qui se soit abattue en quarante ans sur la Corne de l'Afrique. Il s'emploie également à améliorer l'accès aux eaux souterraines, qui sont essentielles à la sécurité hydrique de la région. Il vise à enrichir la base de connaissances sur les eaux souterraines, à renforcer la capacité de ses partenaires à gérer et à mettre en valeur cette précieuse ressource, et à améliorer les initiatives régionales pour renforcer la résilience.

Progrès réalisés

Pour une résilience inclusive (Untapping Resilience: Groundwater Management and Learning in the Horn of Africa's Borderlands)

Les effets du changement climatique sur les conditions météorologiques et les températures provoquent le déplacement de millions de personnes en Éthiopie et en Somalie et touchent l'ensemble de la Corne de l'Afrique.⁴⁰ Après cinq « saisons des pluies » consécutives caractérisées par l'absence de précipitations, des pluies torrentielles ont frappé l'Éthiopie et la Somalie en mars 2023, provoquant des crues éclair qui ont submergé les récoltes et emporté la couche arable.⁴¹ De nombreux habitants d'Éthiopie, de Somalie et du Soudan sont affectés à la fois par les déplacements de population et par les vagues de violence et de conflits opposant des factions rivales ou dirigées contre les autorités nationales. Dans une région où les eaux de surface sont rares en raison des taux d'évapotranspiration élevés, les eaux souterraines sont essentielles à l'adaptation.⁴² Ces dernières sont encore largement inexploitées, mais la mise en place d'un accès et d'une gestion durables de cette ressource contribuera à remédier aux facteurs de fragilité, notamment les conflits communautaires fréquents liés à l'eau dans les zones frontalières.

Le projet pour une résilience inclusive, Untapping Resilience (qui est lié au projet GW4R de la Banque mondiale),⁴³ s'inscrit dans le droit fil des actions menées par CIWA depuis des années pour réduire la vulnérabilité, renforcer la résilience et lutter contre la fragilité de la Corne de l'Afrique en appuyant l'intégration régionale. En 2019, l'initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique de la Banque mondiale a soutenu les efforts déployés par l'IGAD pour renforcer les compétences techniques liées à la gestion et à la mise en valeur des ressources en eaux souterraines et a aidé cinq pays (Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya et Somalie) à commencer à planifier le renforcement de l'intégration régionale pour promouvoir la sécurité hydrique. Dans le même temps, CIWA a mis en place les bases de données et d'informations nécessaires à la coopération sur les eaux transfrontalières, tout en travaillant en étroite collaboration avec le ministère somalien de l'Eau et de l'Énergie dans le cadre d'un financement exécuté par la Banque mondiale visant à renforcer les capacités institutionnelles, le capital humain et les connaissances sur les aquifères transfrontaliers.



Des habitants se rassemblent au puits du village. © Banque mondiale

Les résultats positifs enregistrés par ces initiatives et d'autres programmes de la Banque mondiale⁴⁴ ont contribué à la mise en place du programme régional GW4R financé par l'IDA à hauteur de 385 millions de dollars. La première phase de ce programme, lancée en juin 2022, concerne l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie et l'IGAD. La deuxième phase, qui doit couvrir le Soudan du Sud et Djibouti, est en préparation.

⁴⁰ Rigaud, et al., (2018) Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration. © World Bank

⁴¹ <https://earthobservatory.nasa.gov/images/151208/heavy-rains-hit-drought-stricken-horn-of-africa>

⁴² Banque mondiale (2017). Climate Resilience in Africa: The Role of Cooperation Around Transboundary Waters, Banque mondiale, Washington, DC ; Clifton, C., et al. (2010) « Water and Climate Change: Impacts on Groundwater Resources and Adaptation Options », Water Working Notes, Note No. 25, juin 2010, Banque mondiale.

⁴³ <https://projects.worldbank.org/fr/projects-operations/project-detail/P174867>

⁴⁴ <https://blogs.worldbank.org/nasakiliza/turning-sand-water-biyooole-project-somalia>

L'IGAD joue un rôle de premier plan dans la promotion et la mise en œuvre d'une stratégie régionale à long terme favorisant la collaboration sur les eaux souterraines, notamment par le partage de données et d'informations. Les activités prévues dans le cadre de la première phase comprennent la construction d'infrastructures à petite et moyenne échelle (y compris des solutions fondées sur la nature) pour garantir un accès durable aux ressources en eaux souterraines dans les zones frontalières, la constitution de corpus d'informations et de connaissances sur les aquifères régionaux et le renforcement des capacités (locales, nationales et régionales) en matière de gestion et de gouvernance des eaux souterraines.

L'insécurité, l'éloignement et la fragilité qui caractérisent les zones frontalières de la Corne de l'Afrique entravent souvent la circulation des informations et des communications requises pour la mise en œuvre des projets de développement. Le projet pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) mené par CIWA a pour objet de remédier à cette situation et complète le programme GW4R en apportant un appui dans deux domaines : i) l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'apprentissage régional sur les eaux souterraines dans les zones frontalières, sous la direction de sociétés de conseil spécialisées disposant de spécialistes sur le terrain, et ii) le renforcement de la capacité des organismes d'exécution (en particulier l'IGAD) à collecter, analyser et utiliser des données pour atténuer les risques, apprendre et s'adapter, notamment à l'aide d'outils de surveillance à distance ultramodernes. Il est primordial de connaître en temps réel les dynamiques locales et l'état d'avancement de la mise en œuvre afin d'éclairer la gestion adaptative et de veiller à ce que le programme atteigne ses objectifs. Bien que le soutien de CIWA porte principalement sur la conception et la mise en œuvre de la première phase du projet, les enseignements qui s'en dégagent seront utiles pour la préparation de la deuxième phase.

Le projet pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) permettra aux institutions de renforcer leurs connaissances et leurs capacités concernant i) le rôle des eaux souterraines dans l'intégration régionale de la Corne de l'Afrique, ii) la prestation de services durables liés aux eaux souterraines, et iii) la contribution des eaux souterraines à la lutte contre la fragilité et au renforcement de la résilience dans les zones frontalières. Les enseignements tirés dans ces domaines éclaireront également les pratiques suivies par la Banque mondiale dans ses opérations en vue d'assurer un accès et une gestion durables des eaux souterraines dans des contextes fragiles, et ils renforceront la contribution de l'IGAD à l'échelle de la région à la création d'économies d'échelle dans le cadre de la gestion des eaux souterraines transfrontalières.

Progrès réalisés

Composante 1 : Renforcer les connaissances et l'apprentissage sur les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique

Deux types de produits doivent être fournis dans le cadre de cette composante : i) un système intégré de gestion basé sur des outils innovants de suivi à distance et ii) une série de produits d'information axés sur trois piliers thématiques :

- Prestation de services durables liés aux eaux souterraines
- Contribution des eaux souterraines à la lutte contre la fragilité et au renforcement de la résilience dans les zones frontalières
- Eaux souterraines et intégration régionale

La première année de mise en œuvre de l'assistance technique a permis de jeter les bases du programme d'apprentissage du GW4R et de mettre au point un système intégré de suivi robuste qui permettra d'améliorer la sélection des sites de projet et le suivi des progrès accomplis et favorisera un apprentissage fondé sur des données probantes dans les pays participants et au sein de l'IGAD.

Ce système offre un moyen efficace de répondre aux besoins d'information de plusieurs institutions clientes opérant dans des situations complexes de FCV, en particulier dans les zones frontalières reculées, mal desservies par les routes et les réseaux de téléphonie mobile.

Le système intégré de gestion du projet pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) comprend un tableau de bord interactif de visualisation des données et une série d'instruments de collecte de données en libre accès, à l'aide desquels les parties prenantes peuvent enregistrer, suivre et superviser tous les sites d'investissement du programme. Il aide également à regrouper les résultats au niveau régional et à comparer les progrès entre les pays et les régions. Le système facilite l'enregistrement uniforme de tous les sites dans lesquels le programme investit en Éthiopie, au Kenya et en Somalie et permet de vérifier leur éligibilité sur la base des mesures de sauvegarde et des normes techniques. Il permet aussi d'effectuer un suivi trimestriel des progrès réalisés au niveau de chaque site et dans le cadre de l'application des accords.

Le système intégré de gestion permettra en outre, tout au long du projet, de constituer une solide base de données pour l'élaboration de produits d'information et de faciliter l'apprentissage entre les pays. Ce système a été lancé dans les pays participants sur la plateforme Power BI, et le projet pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) a permis de former 130 personnes en Somalie, en Éthiopie et au Kenya à son utilisation, notamment pour la saisie, l'édition et la validation de données dans les tableaux de bord et les questionnaires. L'objectif est de renforcer la capacité des parties prenantes du projet aux niveaux régional, national et local à utiliser des outils numériques et géoréférencés innovants pour la collecte de données, le suivi et l'apprentissage.

Prestation de services durables liés aux eaux souterraines

Le Centre des zones frontalières d'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dirige une recherche appliquée dans le cadre du premier pilier du programme d'apprentissage du GW4R sur la prestation de services durables liés aux eaux souterraines.⁴⁵ Le PNUD met en place les premiers éléments d'une base de données géoréférencées complète qui fera partie du système intégré de gestion. Cette compilation initiale permet également d'identifier les lacunes des données et les raisons de l'échec des forages, auxquelles le programme GW4R contribuera à remédier.

Les recherches menées dans ce domaine d'apprentissage comprennent l'application d'un contrôle de durabilité Stat+ fondé sur des analyses de régression effectuées à partir de séries de données concernant la Somalie, le Kenya et l'Éthiopie dans le but d'identifier les facteurs annonciateurs d'une défaillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en milieu rural. Le PNUD a utilisé les données géoréférencées pour tester des outils statistiques de prise de décision multicritères afin d'établir l'ordre de priorité des sites de forage devant être réhabilités. Les critères ont été définis à partir d'analyses de régression permettant d'identifier les facteurs qui prédisent la fonctionnalité des forages et, surtout, leur rendement. Le PNUD a collecté des données sur le terrain en Éthiopie et au Kenya, et l'analyse est en cours.

Les résultats préliminaires de l'évaluation menée dans les régions de Turlkana, Mandera et Garissa indiquent que la majorité des forages sont opérationnels (76 %). La majorité des défaillances sont dues aux pompes électromécaniques ; en revanche les pompes solaires tombent moins souvent en panne que les autres. Il existe une relation négative entre la longueur des tuyaux et le fonctionnement des forages.

Contribution des eaux souterraines à la lutte contre la fragilité et au renforcement de la résilience dans les zones frontalières

Les communautés frontalières sont exposées à des difficultés multiples, parmi lesquelles le changement climatique, la concurrence pour des ressources rares, les conflits et les disparités socio-économiques.⁴⁶ La convergence de ces facteurs exacerbe l'exclusion sociale et la vulnérabilité aux effets du changement climatique.⁴⁷

⁴⁵ <https://www.undp.org/africa/africa-borderlands-centre>

⁴⁶ Pfäum, M. (2021), "Pastoralist violence in North and West Africa," West African Papers, No. 31, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/63dff519-en>.

⁴⁷ Andy Catley (2017)

https://www.researchgate.net/publication/325312253_Pathways_to_Resilience_in_Pastoralist_Areas_A_Synthesis_of_Research_in_the_Horn_of_Africa

Le Rift Valley Institute dirige des travaux de recherche appliquée sur les liens entre les eaux souterraines, le développement, les conflits et le changement climatique. Il interroge des membres du personnel clés des principales institutions, passe en revue l'ensemble des documents disponibles et collecte des données essentielles auprès des communautés sélectionnées. Des analyses en profondeur sont actuellement consacrées au site de réfugiés de Kalabeyi, dans le comté de Turkana (Kenya), à Balembela (Somalie), et à Dillo Kabele (Éthiopie).

L'étude a pour objectif général d'expliquer les dynamiques liées à l'eau, à la fragilité et à l'exclusion sociale qui peuvent apporter des informations utiles au développement ou à la réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural et renforcer les capacités des principales parties prenantes participant au développement de ces systèmes.

Eaux souterraines et intégration régionale

Ce pilier concerne le développement d'une stratégie et d'une feuille de route visant à assurer une collaboration régionale efficace dans le domaine de la gestion des eaux souterraines. Les activités menées au titre de ce pilier sont poursuivies, sachant que le développement et la gestion des eaux souterraines dans les zones frontalières dépendent de l'élargissement et de l'harmonisation des processus de collecte de données, du renforcement de la capacité institutionnelle aux niveaux national et régional, et du resserrement de la coopération entre les pays et avec l'IGAD.

La phase de démarrage du projet a donné lieu à la compilation et à la présentation des différents modèles de gestion des eaux souterraines et d'exemples de collaboration transfrontalière en ce domaine, des enseignements dégagés, ainsi qu'à une analyse de l'état et de la disponibilité de ces ressources, des difficultés, des possibilités et des risques liés à leur exploitation dans les zones frontalières. Ces résultats ont été présentés par CIWA et analysés avec les représentants des États membres de l'IGAD lors d'un événement d'apprentissage régional qui s'est tenu à Addis-Abeba en mai 2023. Une fois qu'elle aura recueilli des données supplémentaires et consulté les pays, l'équipe rédigera une stratégie et une feuille de route régionales qui seront soumises à l'examen de l'IGAD et de ses États membres.

Composante 2 : Renforcement des capacités institutionnelles en matière de gestion des eaux souterraines

Il est essentiel de renforcer la capacité des institutions chargées des eaux souterraines pour améliorer la gestion de ces ressources. Le projet pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) a pour objectif de tirer parti des connaissances sur les eaux souterraines pour renforcer les capacités de mise en œuvre en Éthiopie, au Kenya et en Somalie ; d'aider l'IGAD à fournir à ses États membres des informations de qualité sur les eaux souterraines ; et de les aider à renforcer leurs capacités.

Des ateliers nationaux et régionaux de renforcement des capacités ont été spécialement organisés à cet effet. Ils ont permis aux participants de tirer parti des dernières recherches, de partager leurs connaissances et leurs expériences pour renforcer la mise en œuvre du programme GW4R.

Renforcement des capacités institutionnelles de l'IGAD et de ses États membres en matière de gestion des eaux souterraines transfrontalières

Le soutien de CIWA a permis de mettre en évidence les principales lacunes des connaissances sur les aquifères transfrontaliers identifiés et de renforcer les capacités institutionnelles afin d'améliorer la supervision et le suivi de la résilience des eaux souterraines dans les zones frontalières complexes. Divers événements ont été organisés cette année pour renforcer les capacités institutionnelles et favoriser l'apprentissage, notamment les suivants :

- Atelier régional d'apprentissage et de formation de l'IGAD : Conception de systèmes résilients d'approvisionnement en eau en milieu rural dans la Corne de l'Afrique (Addis-Abeba, Éthiopie)
- Démarches suivies pour l'établissement de contrats de forage en Éthiopie dans le cadre du programme GW4R (réunion virtuelle)
- Participation de la Banque mondiale aux activités concernant des aquifères transfrontaliers : enseignements dégagés, difficultés et perspectives d'avenir (réunion hybride)

Atelier régional d'apprentissage et de formation de l'IGAD : Conception de systèmes résilients d'approvisionnement en eau en milieu rural dans la Corne de l'Afrique

Cet atelier, qui s'est tenu en mai 2023 à Addis-Abeba, a présenté divers enseignements et formulé des recommandations visant à éclairer et renforcer la mise en œuvre du projet tout en appuyant le programme d'apprentissage régional du GW4R, les capacités institutionnelles et la collaboration pour promouvoir une gestion et une utilisation durables des eaux souterraines. Plus de 70 parties prenantes et experts du programme GW4R venant d'Éthiopie, de Somalie et du Kenya, ainsi que des chercheurs régionaux et internationaux travaillant au programme d'apprentissage ont participé à l'atelier pour examiner les questions techniques essentielles à la conception de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural résilients.



Système d'irrigation d'un champ. © Banque mondiale



Éleveur abreuvant ses moutons. © Banque mondiale

L'IGAD a proposé de mettre en place une procédure de partage des données avec ses États membres pour les activités du GW4R. Le document établi à cette fin décrit le rôle du partage des données et énonce les règles à respecter pour y parvenir grâce à un réseau régional de centres sur les eaux souterraines qu'il est en train de mettre en place en collaboration avec les pays intéressés.

Approches pouvant être retenues pour l'établissement des contrats de forage en Éthiopie dans le cadre du programme sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience de la Corne de l'Afrique appliqué à l'Éthiopie

Une réunion organisée à l'intention d'éminents hydrogéologues et ingénieurs internationaux et locaux ainsi que de représentants des agences chargées de la mise en œuvre des projets a permis à ces derniers d'examiner les modalités de passation de marché, les dispositions contractuelles et les aspects techniques de forages durables. Ces éléments présentent une importance majeure compte tenu du faible taux de réussite des forages dans la région. Par exemple, 30 % à 40 % des puits seraient défectueux au Kenya.⁴⁸ Les participants ont insisté sur le fait que la prise en compte et l'atténuation des risques associés au forage (comme ceux qui tiennent à l'emplacement, à la géologie, à la conception et à la construction de l'ouvrage) et l'adoption de différentes stratégies en matière de passation de marchés, d'établissement de contrats et de supervision pouvaient optimiser les résultats des forages.

Les ateliers et l'échange d'expériences sur la passation des marchés ont sensibilisé les unités de mise en œuvre du programme GW4R aux risques qui peuvent se poser ; dans ce contexte, il a été demandé à des experts de procéder à une révision approfondie des termes de référence et des évaluations des cabinets et sociétés.

Cette pratique aide aussi à assurer la prise en compte des résultats de l'assurance qualité et des enseignements dégagés.

Mobilisation de la Banque en faveur des aquifères transfrontaliers : enseignements dégagés, difficultés et perspectives d'avenir

Cette session, organisée par la Banque mondiale à l'occasion de la Semaine de l'eau 2023, visait à partager les dernières expériences de la SADC et des pays concernant la mise en valeur et la gestion des aquifères transfrontaliers. L'événement a également donné lieu à l'examen de la conception d'un projet pilote d'approvisionnement transfrontalier en eau entre le Kenya et la Somalie dans le cadre du GW4R. Le projet d'approvisionnement en eau de Dhobley-Liboi a été conçu par suite d'une étude de faisabilité de Merti menée par l'IGAD avec le soutien de CIWA dans le cadre de l'initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique. Les participants ont formulé des recommandations concernant les aspects institutionnels et juridiques, la transmission d'informations et de données, ainsi que les aspects techniques et les modalités de passation de marchés, afin de guider la conception du projet pilote.

Les recommandations ont donné lieu à la préparation d'une étude/analyse plus approfondie de l'approvisionnement en eau et de la situation socio-économique dans la zone transfrontalière. Cette analyse a largement contribué à la décision prise par les pays de mettre en œuvre le projet pilote de l'aquifère transfrontalier, qui devrait contribuer à l'instauration d'un climat de confiance et de collaboration à long terme au niveau régional. Elle a aussi servi de base aux échanges entre les unités chargées de la mise en œuvre du programme GW4R en Somalie et au Kenya, qui sont convenus d'examiner les possibilités de collaboration.

⁴⁸ Origa, J. (2017). *Water schemes functionality crisis in Kenya: Policy recommendations for private partnership*. Nairobi, Kenya.

Prochaines étapes

Le projet pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) a, durant sa première année, mis en place les bases d'un programme régional d'apprentissage sur les eaux souterraines et d'un système intégré de gestion visant à renforcer la mise en œuvre et la portée du programme GW4R. Les domaines stratégiques suivants seront abordés au cours des périodes à venir :

- **Partage des données et collaboration dans le domaine des eaux souterraines** : poursuite de la mise au point d'un système intégré de gestion robuste permettant de centraliser les principales sources d'information sur les eaux souterraines qui sont actuellement dispersées ou difficilement accessibles dans le domaine public. Ces activités seront menées en étroite coordination avec l'IGAD et les pays participants dans le cadre de la mise en place du centre de données de la Corne de l'Afrique.
- **Sélection rigoureuse des sites** : les recherches et analyses actuellement menées dans le cadre du programme d'apprentissage appuieront la sélection des sites dans lesquels le programme GW4R procédera à des investissements. Ce processus de sélection donnera lieu à l'emploi d'outils permettant de déterminer si les sites sont durables et appropriés ; la méthodologie et les critères de sélection seront aussi étroitement coordonnés avec les pays.
- **Priorité à la durabilité** : les conclusions des travaux de recherche appliquée seront enregistrées dans le système intégré de gestion de manière à garantir que les données sur des points essentiels serviront à promouvoir un accès et une gestion durables des ressources en eau souterraines.
- **Assurance qualité** : le projet continuera à fournir une assurance qualité en facilitant le partage des connaissances, la revue des documents du programme par des experts et des spécialistes, et l'échange d'informations entre les pays afin de renforcer la mise en œuvre et le retour d'expérience. Une session d'apprentissage sur la passation et la gestion des contrats de forage permettra de renforcer les capacités de mise en œuvre.
- **Consolidation du système intégré de gestion** : ce système sera consolidé et utilisé pendant la mise en œuvre du programme. Des efforts seront également déployés pour assurer l'orientation et l'inclusion des pays participants à la deuxième phase du GW4R dans le système intégré de gestion de manière à renforcer les données régionales et à favoriser l'apprentissage entre les pays.

Programme d'appui aux eaux transfrontalières du Soudan du Sud

Contexte

Le Soudan du Sud fait face à des difficultés économiques, sociopolitiques et climatiques considérables. Depuis son indépendance en 2011, le pays est en proie à une instabilité chronique, à une guerre civile persistante et à des catastrophes naturelles récurrentes causées par le changement climatique. Par suite de la fragilité et des conflits, plus de 8,9 millions des 12,4 millions d'habitants du pays ont eu besoin d'une aide humanitaire en 2022.

Les inondations catastrophiques qui ont sévi dans le pays en 2021 ont touché plus d'un million de personnes, et déplacé plus de 300 000 d'entre elles. Cette situation a entraîné une insécurité alimentaire et porté atteinte aux moyens de subsistance et à la cohésion sociale, en particulier pour les filles et les femmes. Dans le même temps, les inondations saisonnières assurent la survie de quelque 6 millions de personnes vivant le long du Nil et du Sobat, ainsi que dans les plaines inondables de l'est et de l'ouest du pays.

Les risques et les opportunités liés à l'eau au Soudan du Sud sont transfrontaliers par nature. En effet, le bassin du Nil contient toutes les ressources en eau de surface et souterraine du pays. La situation en amont a donc un impact sur les volumes d'eau disponibles ainsi que sur l'occurrence des inondations et des sécheresses.

Les institutions récemment créées pour gérer les ressources en eau au Soudan du Sud s'efforcent de relever de nombreux défis, mais sont confrontées à d'importants obstacles. Un projet de législation sur l'eau est en suspens depuis 2013.

Le ministère des Ressources en Eau et de l'Irrigation manque de capacités et d'infrastructures physiques suffisantes pour mener à bien son mandat. Les systèmes d'information et le réseau de surveillance Hydromet sont insuffisants et le recours à des systèmes d'aide à la décision pour guider la gestion des ressources en eau est très limité. Le Soudan du Sud a lancé un programme de réforme et d'investissement pour relever ces défis structurels. Il entend ainsi renforcer la coopération sur les ressources en eau avec ses voisins, sachant que cela pourrait largement contribuer à réduire les risques d'inondation et de sécheresse.

La Banque mondiale fournit une assistance technique dans le but de renforcer les capacités de gestion des ressources en eau. L'initiative lancée par CIWA en juin 2023 et exécutée par la Banque mondiale vise à promouvoir le dialogue et à accroître les connaissances à l'appui d'une planification et d'une gestion durables des ressources en eau transfrontalières, afin d'améliorer la sécurité hydrique.

L'assistance technique de CIWA s'articulera autour de trois piliers :

- i) Soutenir la gestion des eaux transfrontalières et la planification des ressources en eau
- ii) les échanges d'informations au niveau régional
- iii) Faciliter la production de connaissances et le renforcement des capacités en mettant l'accent sur la biodiversité et les situations de FCV

Next Steps

L'initiative fournira un appui technique pour renforcer les capacités du ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation dans le domaine de la coopération et de la gestion des eaux transfrontalières, et procédera à des analyses pour cartographier et quantifier les services écosystémiques hydrologiques fournis par la zone humide de Sudd. Elle appuiera aussi les efforts déployés par le Soudan du Sud pour tirer des enseignements des meilleures pratiques internationales en matière de gestion des eaux transfrontalières, notamment de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux (également appelée Convention sur l'eau).

Le programme d'appui pour les eaux transfrontalières du Soudan du Sud exécuté par CIWA financera la composante du programme régional de résilience climatique pour l'Afrique orientale et australe concernant le Soudan du Sud. Il facilitera la participation du pays au Discours du bassin du Nil et au renforcement de ses capacités techniques, notamment par l'amélioration des protocoles de transmission des données, la reprise du dialogue et la participation à des événements régionaux et mondiaux liés à l'eau. Les services d'analyse et de conseil financeront en outre une première étude stratégique des services hydrologiques (y compris la régulation des inondations) fournis par les écosystèmes et la biodiversité du pays, notamment par la zone humide de Sudd. Cette analyse devrait être utile à tous les pays riverains du Nil, car elle permettra de comprendre de manière plus précise et plus actuelle l'influence des écosystèmes du Soudan du Sud sur le comportement et l'équilibre hydrologiques du bassin.



Soma Ghosh Moulik, responsable du pôle mondial d'expertise en Eau de la Banque mondiale lors du lancement du programme sur la mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience de la Corne de l'Afrique. © Banque mondiale



AFRIQUE AUSTRALE

35 Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse

39 Gestion durable des eaux souterraines dans les états membres de la SADC — Phase II

34



Afrique australe

La sécheresse prolongée observée en Afrique australe exacerbe l'insécurité hydrique et alimentaire ainsi que la pauvreté et la fragilité économique. CIWA s'attaque aux problèmes majeurs que pose la gestion des ressources en eaux souterraines, qui revêtent une importance grandissante dans la région. Il s'est employé à renforcer la résilience face aux vastes répercussions des épisodes de sécheresse en s'attaquant aux risques qu'ils posent au niveau transfrontalier, en promouvant une gestion concertée des eaux partagées et en favorisant la poursuite d'efforts conjoints de gestion durable des aquifères.

Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse

Contexte

Le programme de soutien technique SADRI, mis en œuvre par CIWA de 2020 à 2023, a établi les bases analytiques et institutionnelles nécessaires pour catalyser des investissements nationaux et régionaux à l'appui de la préparation à la sécheresse et pour renforcer la résilience de la région aux conséquences multisectorielles de ce phénomène dans les 16 États membres de la SADC. Les activités de SADRI s'articulent autour de quatre piliers : un programme faitier et trois piliers sectoriels portant sur i) les villes, ii) les systèmes énergétiques et iii) les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.

SADRI avait pour objectif d'assurer la résilience de la région de la SADC face à la sécheresse, notamment grâce à la conception par les pouvoirs publics, les institutions et les ménages de mécanismes dynamiques permettant de surmonter les effets du changement climatique et les chocs économiques correspondants. SADRI s'est efforcé de mettre en place une plateforme de dialogue, de promouvoir la gestion intégrée des risques de sécheresse en considérant le noeu de problèmes indissociables eau-énergie-alimentation-écosystèmes et d'améliorer la coordination afin de jeter les bases d'une résilience dynamique et multisectorielle face à la sécheresse.

Progrès réalisés Programme global

L'initiative a permis de dresser un bilan et d'évaluer ce dont ont besoin les pays pour être résilients face à la sécheresse aux niveaux national et régional. Cet exercice, qui a fait suite à un atelier régional virtuel organisé en 2021 (auquel ont participé plus de 90 personnes issues de 30 institutions), a permis d'établir un profil national de résilience face à la sécheresse pour chacun des 16 états membres de la SADC et un profil régional recensant les points communs et les principales opportunités, qui ont guidé les processus de consultation. Ces résultats serviront à identifier les futurs investissements dans la gestion des risques de sécheresse au niveau régional. L'équipe de SADRI a également mis en place un centre de connaissances^[1] sur la résilience face à la sécheresse dans le but de diffuser les principaux enseignements tirés de l'initiative, ce qui a favorisé le partage des connaissances et encouragé le dialogue entre les parties prenantes. Le Programme alimentaire mondial a intégré les résultats de ce centre dans son programme d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité régionale.⁵⁰

Pilier « Villes »

Alors que les épisodes de sécheresse devraient être de plus en plus fréquents et intenses, la plupart des pays et des villes continuent de se contenter de prendre des mesures d'intervention et de gestion de crise. Il leur faudrait en fait mettre en place des approches dynamiques, intégrées et harmonisées au niveau régional pour gérer ces risques. L'initiative SADRI a été la première à proposer l'élaboration d'un cadre de gestion des risques de sécheresse urbaine (UDRMF), qui facilite une gestion intégrée, proactive, préventive, globale et centrée sur les personnes. Ce cadre vise à atténuer les risques et les effets potentiels de la sécheresse, à prévenir l'apparition de nouveaux aléas et à renforcer la résilience en tenant compte des liens qui existent entre la sécheresse, la pauvreté, l'urbanisation et le développement. Les villes de la SADC auraient tout intérêt à s'inspirer de ce cadre et à renforcer leurs capacités pour mettre au point leurs propres systèmes de surveillance de la sécheresse et d'alerte précoce. SADRI a utilisé ce dernier pour constituer une boîte à outils de gestion des risques de sécheresse urbaine et élaborer une note d'orientation régionale pour les pays de la SADC.

SADRI a mis le cadre de gestion à l'essai en menant des études pilotes de sept villes d'Afrique australe.⁵¹ Il a commencé par tenir des entretiens avec des responsables municipaux et dresser le bilan de leur gestion de la sécheresse. Il a ensuite examiné les conclusions de ces études avec les responsables nationaux et municipaux en vue de déterminer les mesures à prendre pour mieux évaluer et gérer ces risques. L'analyse exhaustive des capacités, des ressources et des outils de surveillance menée par SADRI dans les pays a montré que les systèmes existants ne fonctionnaient pas en milieu urbain. La boîte à outils sur la sécheresse urbaine encourage les villes à adopter l'UDRMF et à concevoir des systèmes capables d'exploiter les capacités et les outils de surveillance existants, notamment les observatoires mondiaux de la sécheresse, conjointement à des données (précipitations, température, indice de végétation par différence normalisée, mesures des barrages, des cours d'eau et des piézomètres) et à des modèles hydrométéorologiques. SADRI préconise deux groupes de mesures d'atténuation selon les risques et les vulnérabilités identifiés : i) des mesures préventives permettant d'atténuer les effets de la sécheresse et ii) des mesures d'urgence ou d'intervention permettant de limiter les effets de la sécheresse.

Le processus de planification de l'UDRMF donne enfin lieu à l'adoption de procédures de suivi pour garantir la mise en œuvre des systèmes d'évaluation et d'intervention en cas de sécheresse. Il convient de mettre en place un suivi du plan de gestion des risques de sécheresse urbaine, de l'évaluer périodiquement, d'en tirer des enseignements, de l'actualiser et de l'améliorer pour s'assurer qu'il continuera de permettre de faire face aux besoins en eau.

⁴⁹ <https://geowb.maps.arcgis.com/apps/MapJournal/index.html?appid=cb0fc8aa450f4b35a018f7e0115867be>

⁵⁰ <https://rvaaatlas.sadc.int/>

⁵¹ Toliara, Madagascar; Dar es Salaam, Tanzania; Blantyre, Malawi; Gaborone, Botswana; Windhoek, Namibia; Bulawayo Zimbabwe; and Cape Town, South Africa.

Pilier « Systèmes énergétiques »

Les épisodes de sécheresse ont des conséquences directes sur la production d'hydroélectricité, qui représente 21 % de la capacité du pool énergétique d'Afrique australe (SAPP). L'eau est la deuxième source d'énergie de la région (après le charbon et les autres combustibles fossiles), et revêt de plus en plus d'intérêt compte tenu du changement climatique.⁵² L'hydroélectricité représente près de 100 % de l'électricité produite au Lesotho, en République démocratique du Congo et en Zambie, de sorte que ces pays sont particulièrement vulnérables à la sécheresse.

L'équipe de SADRI a procédé à une évaluation de la vulnérabilité et de la résilience face à la sécheresse pour le compte du SAPP afin de comprendre les effets possibles du changement climatique sur la sécurité énergétique des États membres et de proposer un certain nombre de mesures d'adaptation et de développement du réseau électrique. Cette évaluation, qui permet de déterminer, de hiérarchiser et de définir l'enchaînement des investissements à réaliser dans le domaine de l'énergie suivant différents scénarios d'adaptation au changement climatique, comporte trois phases :

- **Phase 1** : Analyse de la vulnérabilité du secteur hydroélectrique face à la sécheresse induite par le changement climatique
- **Phase 2** : Modélisation des réseaux électriques, planification de la gestion des risques climatiques et analyse des solutions possibles
- **Phase 3** : Identification des investissements prioritaires et des mesures permettant de renforcer la résilience face à la sécheresse

La première phase a donné lieu à la réalisation par SADRI d'analyses hydrologiques des bassins des fleuves Congo, Zambèze, Rufiji, Cuanza et Cunene à l'aide du système d'évaluation et de planification des ressources en eau (WEAP)⁵³ et à la détermination des effets possibles du changement climatique sur le débit des cours d'eau et la production hydroélectrique des bassins des fleuves Congo et Zambèze. Les analyses ont montré que les centrales hydroélectriques du bassin du Zambèze sont particulièrement vulnérables à la sécheresse. Les centrales du bassin du Congo devraient, en revanche, être largement épargnées par le changement climatique, notamment parce que leurs capacités de production sont globalement inférieures au potentiel hydroélectrique du bassin, en particulier à Inga, et que selon les projections, le bassin devrait devenir plus humide à l'avenir. Ce dernier a donc un volume d'eau suffisant pour permettre aux centrales hydroélectriques existantes de fonctionner à pleine capacité, même lorsque le débit des rivières diminue en période de sécheresse. Il serait par conséquent possible de renforcer la résilience face à la sécheresse en améliorant la capacité de production d'hydroélectricité dans le bassin du Congo et en installant des interconnexions à courant continu à haute tension pour acheminer l'électricité jusqu'aux centres de demande dans le bassin du Zambèze. Même en dehors des périodes de sécheresse, 8 des 12 pays du SAPP ne parviennent pas à répondre à la demande d'électricité. Les pénuries d'électricité, récurrentes ou dues à la sécheresse, pourraient être amoindries grâce à un renforcement de l'intégration régionale des réseaux électriques et du commerce de l'électricité.

Pilier « Moyens de subsistance et sécurité alimentaire »

Il est essentiel d'investir dans des pratiques agricoles climato-intelligentes et de diversifier les activités économiques pour préserver les moyens de subsistance des populations vulnérables contre les effets de la sécheresse et du changement climatique. Les pratiques de planification et de financement des risques agricoles tenant compte de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale permettent aux populations de diversifier leurs moyens de subsistance et d'accroître leur résilience en cessant de dépendre de l'agriculture de subsistance. SADRI a adopté une stratégie consistant à mettre l'accent sur l'agriculture climato-intelligente et la diversification des moyens de subsistance — principaux facteurs du renforcement de la résilience du secteur agricole — en analysant les politiques de réserves alimentaires dans la région et en développant des chaînes de valeur agroalimentaires permettant de faire face aux risques de sécheresse.

Renforcer la résilience des petits exploitants agricoles face à la sécheresse en améliorant les techniques d'irrigation

L'insécurité hydrique induite par la sécheresse est, pour les petits exploitants agricoles, le principal obstacle à la production d'excédents pour le marché, à l'accumulation d'actifs et à la constitution d'une épargne qui leur permettrait d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur résilience. Lorsque les parcelles sont très petites (moins d'un demi-hectare), la production de cultures d'irrigation à plus forte valeur ajoutée permet d'augmenter considérablement les revenus, à condition qu'il soit possible d'améliorer le captage, le stockage et la distribution de l'eau. Il est essentiel d'évaluer les conditions hydrologiques et l'utilisation des sols pour déterminer les sites dans lesquelles l'irrigation aura des résultats positifs. En effet, investir dans le captage et le stockage de l'eau ne permettra pas de soutenir l'agriculture irriguée si les ressources en eau sont insuffisantes ; il vaudra alors mieux prendre d'autres mesures pour accroître la productivité. De plus, investir dans l'amélioration de l'irrigation, quand bien même les ressources en eau seraient suffisantes, pourrait s'avérer très risqué pour les agriculteurs qui devront dans ce cas affronter simultanément de multiples obstacles, comme le financement des coûts initiaux des équipements, le maintien de rentrées de fonds en attendant que les cultures pérennes arrivent à maturité et l'obtention d'un accès aux intrants agricoles, à la technologie, au financement et aux marchés. Il est nécessaire d'étudier ces contraintes de manière globale, à l'échelle du bassin versant et tout au long de la chaîne de valeur, afin d'améliorer l'accès à la technologie et aux marchés.

SADRI a procédé à des évaluations des conditions hydrologiques et des possibilités d'utilisation des terres dans la province sud-africaine du Cap-Oriental et a identifié les sites dans lesquels l'irrigation pourrait être améliorée en considérant trois modèles : les fermes familiales (0,3 ha chacune, 3000 ha au total), les fermes riveraines (50 ha chacune, 11000 ha au total) et les anciens domaines (500 ha chacun, 2000 ha au total). SADRI a accordé la priorité aux exploitations familiales, car ces dernières ne sont pas confrontées aux graves difficultés que pose la détermination de la propriété des autres types d'exploitation, et peuvent tirer pleinement parti du stockage de l'eau de ruissellement. SADRI a présenté des plans d'investissement pour la collecte des eaux de pluie (y compris au niveau des étangs et au moyen d'équipements alimentés par l'énergie solaire) et un modèle de la disponibilité d'eau aux autorités de la province du Cap-Oriental. L'investissement proposé était financièrement viable, mais exigeait l'appui de l'État en raison de son coût élevé (environ 7300 dollars par exploitation). Les autorités de la province du Cap-Oriental ont manifesté leur intérêt et ont entrepris de soutenir ce projet en réaffectant des fonds et en élaborant une proposition de budget. Les entreprises agricoles locales ont également indiqué qu'elles pourraient envisager de travailler en partenariat pour assurer la fourniture d'intrants et les activités de marketing sous réserve que les problèmes d'approvisionnement en eau soient résolus et que le nombre d'exploitations agricoles identifiées soit suffisant.

SADRI a travaillé aux côtés de la Chambre d'agriculture sud-africaine et de la Société financière internationale (IFC) pour établir des liens avec d'éventuels investisseurs agroalimentaires. En 2021, deux entreprises agroalimentaires ont accepté de travailler avec SADRI pour i) identifier des sites en vue de la production de noix de macadamia au moyen de systèmes de collecte d'eau de pluie alimentés par l'énergie solaire et ii) concevoir des investissements dans la production de noix de macadamia suivant sur un modèle d'exploitation par les domaines basé sur l'externalisation des cultures qui sont assurées par des fermes familiales. SADRI a identifié d'autres investissements nécessaires dans les cinq bassins versants pour garantir la durabilité de l'approvisionnement en eau, notamment la restauration des terres, l'agroforesterie, l'entrepreneuriat dans le domaine de la biomasse, l'amélioration de la gestion du bétail et des pâturages, la collecte de l'eau en amont et l'amélioration de la gestion des ressources en eau. Pour pouvoir suivre une approche paysagère de la résilience à la sécheresse, il est nécessaire de considérer l'élevage et d'autres chaînes de valeur en amont et l'horticulture et l'agriculture en aval.

⁵² Le cinquième rapport d'évaluation du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indique que seules l'énergie éolienne et l'énergie nucléaire ont un cycle de vie médian d'émissions de gaz à effet de serre inférieur à celui de l'hydroélectricité.

⁵³ Outil de planification intégrée des ressources en eau utilisé pour décrire l'état actuel ou futur des ressources en eau dans chaque zone. <https://www.weap21.org/>

POINT DE VUE DU TERRAIN :

Découvrez **page 49** comment **Eddie Riddell**, responsable des ressources en eau, a participé à des projets visant à préserver les moyens de subsistance et à lutter contre l'insécurité hydrique et alimentaire en Afrique australe.



Prochaines étapes

Les membres de l'équipe de SADRI continueront, après la clôture du projet en 2023, à soutenir les efforts déployés par les pays et leurs clients pour renforcer la résilience face à la sécheresse. Ils organiseront notamment plusieurs actions de diffusion des résultats du projet et s'efforceront d'établir un lien avec les opérations en cours et à venir, notamment la série de projets menés par la Banque mondiale dans le cadre du programme régional de résilience climatique pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Il sera également possible de poursuivre ce travail dans le cadre d'activités relevant des différents piliers thématiques, comme indiqué ci-dessous.



Agriculteur sur la terre craquelée de sa ferme à Groot Marica (Afrique du Sud). © VoA

La Zambie et le Zimbabwe utilisent leurs réserves stratégiques de céréales pour faire face aux situations de pénurie alimentaire d'urgence causées par des inondations et des épisodes de sécheresse de plus en plus fréquents. L'efficacité et l'efficacités de l'emploi de ces réserves dans les situations d'urgence alimentaire sont toutefois moins évidentes.

En 2021, SADRI a commandité une étude intitulée *The Role of Strategic Grain Reserves in Enhancing Food Security in Zimbabwe and Zambia*,⁵⁴ sur le rôle des réserves stratégiques de céréales dans l'amélioration de la sécurité alimentaire au Zimbabwe et en Zambie, afin de dresser un bilan de leur emploi et de la gestion des interventions alimentaires d'urgence, et recommander des améliorations. Selon cette étude, les réserves stratégiques des deux pays ne peuvent contribuer à la sécurité alimentaire que si leur coût demeure acceptable et permet de les maintenir à des niveaux suffisants pour faire face aux chocs alimentaires. Il convient de ce fait de considérer les réserves stratégiques de céréales comme un moyen de remédier à des problèmes de sécurité alimentaire à court terme, et d'orienter principalement la stratégie en ce domaine sur les facteurs d'insécurité grâce à des investissements permettant de renforcer la résilience et la productivité sur le long terme.

Possibilités de diversification des moyens de subsistance dans la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo

Les zones de conservation transfrontalières sont des systèmes naturels couvrant une ou plusieurs zones protégées situées de part et d'autre des frontières d'au moins deux pays. Les populations vivant dans ces zones ou à proximité figurent parmi les plus marginalisées d'Afrique australe et tirent la majeure partie de leurs moyens de subsistance d'activités liées à la terre, notamment l'agriculture. Le Conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo⁵⁵ a fait de la région de Pafuri-Sengwe une zone prioritaire de développement socio-économique dans le cadre de sa stratégie intégrée de diversification des moyens de subsistance. Les principaux défis à relever sont liés à la sécurité hydrique, à la gouvernance et à la gestion des ressources, à la sécurité alimentaire et au changement climatique.

SADRI a procédé à l'analyse des pratiques de gouvernance et d'utilisation de l'eau concernant les fleuves Limpopo, Mwenzi/Nuanetsi, Luvuvhu et Bubye situés dans la région de Pafuri-Sengwe, afin d'élaborer des plans de préparation à la sécheresse et d'atténuation de ses effets et de renforcer la gouvernance des systèmes fluviaux au niveau communautaire. L'analyse visait à déterminer les volumes d'eau disponibles dans les aquifères, les zones humides et les systèmes fluviaux ciblés. Une série de cartes traçant les contours des systèmes de zones humides connectés aux systèmes fluviaux dans la zone du projet, a été établie à l'aide d'un système d'information géographique doté de fonctionnalités de cartographie et de télédétection. SADRI a également réalisé un recensement hydrologique pour évaluer la demande et l'utilisation actuelles des ressources en eau, en particulier par les populations locales, ainsi que les structures de gouvernance et les pratiques de gestion de ces ressources. Il a ensuite formulé des recommandations et déterminé les investissements nécessaires aux niveaux national et transfrontalier pour renforcer la résilience à la sécheresse des communautés dépendantes des ressources en eau douce de la région.

Les travaux menés par SADRI dans la zone de conservation transfrontalière ont également permis de tirer parti des connaissances acquises par les populations locales dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de renforcer la mobilisation des parties prenantes pour accroître la résilience face à la sécheresse. Aucune approche globale et intégrée n'a été utilisée jusqu'à présent pour améliorer la gouvernance et la gestion des ressources en eau. Il est toutefois nécessaire d'adopter une approche transfrontalière multipartite pour gérer efficacement les ressources en eau transfrontalières, garantir une utilisation efficace et équitable de ces ressources, et avoir une plateforme commune pour améliorer la résilience face à la sécheresse. L'adoption de cette approche multipartite a donné lieu à la tenue de consultations avec les responsables communautaires afin de documenter les connaissances traditionnelles et autochtones, ainsi qu'à la création d'un groupe de référence technique composé de représentants d'agences d'exécution opérant dans la zone de conservation transfrontalière chargé d'orienter les activités.

⁵⁴ <https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/35811>

⁵⁵ La zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo couvre la zone située à la jonction des frontières de l'Afrique du Sud, du Mozambique et du Zimbabwe.



Femme marchant le long du système de drainage des eaux pluviales, Beira (Mozambique). © Franka Braun/Banque mondiale

Villes

L'examen de la gestion des risques de sécheresse en milieu urbain au niveau régional et les études de certaines villes menées par SADRI ont permis de dégager des enseignements pertinents pour de multiples secteurs et de définir des pistes d'amélioration. Il convient notamment de renforcer la production, la collecte et le partage des données, de veiller à ce que la technologie Internet soit utilisée efficacement et de renforcer les capacités des compagnies des eaux et des institutions nationales et municipales pour améliorer la planification de la gestion des risques de sécheresse en milieu urbain.

Il s'agira, dans un deuxième temps, d'examiner avec les villes ayant fait l'objet d'une étude de cas et leurs compagnies des eaux les investissements résilients qui pourraient être effectués et de formuler des recommandations stratégiques (mesures d'atténuation, de préparation et d'intervention). La Banque mondiale devrait étudier les possibilités de collaborer avec d'autres villes dans le cadre des opérations qu'elle poursuit actuellement dans les domaines de l'eau, du développement urbain et de la gestion des risques de catastrophe.

Mobiliser le pool énergétique d'Afrique australe

L'équipe de SADRI a présenté les résultats de la première phase de l'évaluation de la vulnérabilité et de la résilience face à la sécheresse au Centre de coordination du pool énergétique d'Afrique australe (SAPP-CC) en novembre 2022. Les membres du SAPP-CC et des compagnies des eaux, auxquels des informations directes sur les effets de la sécheresse sur la production d'hydroélectricité ont été fournies, se sont déclarés résolument en faveur de la poursuite du programme de résilience et des phases suivantes de l'évaluation. Les activités prévues dans le cadre des deuxième et troisième phases de l'évaluation, notamment en vue de l'obtention des données nécessaires, de la fourniture d'informations en temps voulu et de l'adhésion au niveau des compagnies des eaux bénéficieront du soutien croissant du SAPP-CC et de la participation active des compagnies. Ce travail débouchera sur l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action souples et modulables visant à renforcer la résilience face à la sécheresse dans le cadre du SAPP.

Les phases II et III de l'évaluation seront financées par d'autres fonds fiduciaires gérés par la Banque mondiale. La deuxième phase donnera lieu à l'utilisation du logiciel de modélisation du système énergétique (PLEXOS) pour identifier les principaux obstacles qui empêchent le SAPP d'assurer une alimentation sûre aux niveaux régional et national et pour déterminer les investissements dans les échanges d'électricité et les infrastructures qui pourraient renforcer la résilience de la région du SAPP face à la sécheresse entre 2025 et 2065. La troisième phase sera consacrée à la hiérarchisation des investissements identifiés dans le cadre de la deuxième phase sur la base de l'évaluation économique et financière de leurs avantages respectifs et des évaluations préliminaires de leurs impacts environnementaux et sociaux.

Développement de chaînes de valeur agroalimentaires

Il sera possible, lorsque la proposition d'investissement des autorités de la province du Cap-Oriental pour la collecte des eaux de pluie aura été mise au point, d'affiner la sélection des sites. Il s'agira notamment d'examiner les possibilités d'utilisation des terres, de procéder à une évaluation hydrologique et d'examiner, en consultation avec les communautés et les agriculteurs, la conception des systèmes de collecte des eaux de pluie et des engagements qui seront pris par les bénéficiaires. Les activités de collecte des eaux de pluie seront ensuite entreprises dans le cadre d'opérations pilotes, dans une vingtaine d'exploitations familiales.

Diversification des moyens de subsistance dans les zones de conservation transfrontalières

Les priorités établies pour renforcer la résilience de la région de Pafuri-Sengwe face à la sécheresse permettront d'identifier les domaines dans lesquels un soutien supplémentaire pourrait être apporté après la fin du programme SADRI. Les principales parties prenantes du Conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo devraient participer à une séance de travail portant sur les résultats obtenus et convenir des prochaines étapes. Il s'agira d'élaborer un plan d'action et une stratégie de mobilisation des ressources pour faciliter la mise en œuvre des principales mesures prévues et des investissements prioritaires.

Gestion durable des eaux souterraines dans les états membres de la SADC – Phase II

Contexte

La région de la SADC compte environ 345 millions d'habitants et a un taux de croissance démographique de 2,9 %, soit l'un des plus élevés au monde. Près de la moitié de la population a moins d'un dollar par jour pour vivre, et les eaux souterraines constituent la principale source d'approvisionnement pour plus de 70 % de la population. Les États membres de la SADC n'utilisent actuellement que 1,2 % du volume des eaux souterraines renouvelables de la région, estimé à 2491 m³ par habitant et par an. Ces ressources sont souvent utilisées sans que l'on connaisse vraiment le potentiel de l'aquifère et sans suivi de son état et de son exploitation, ce qui peut conduire à sa surexploitation ou à sa contamination et compromettre l'utilisation durable des ressources à long terme.

Le Fonds fiduciaire du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a récemment approuvé l'octroi d'un financement de 4,57 millions de dollars à la SADC au titre de la deuxième phase du projet de gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC, qui complète le financement de 9 millions de dollars de CIWA. Le projet, qui entre dans sa deuxième année de mise en œuvre, élargit la portée des activités visant à promouvoir la dimension transfrontalière des ressources régionales en eaux souterraines et renforce les capacités et les connaissances liées à la gestion et à l'utilisation inclusives de ces eaux à l'échelon national et transfrontalier.



Analyses visant à combler les lacunes dans les connaissances sur la production, l'utilisation et la gouvernance de l'eau dans la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo située dans la région de Pafuri-Sengwe, au sud du Mozambique. © Piet Theron/CIWA

POINT DE VUE DU TERRAIN :

Découvrez à la page 50 comment Mathogonolo Mmese, jeune géoscientifique talentueuse et motivée, utilise des données géophysiques et hydrogéologiques pour améliorer la gestion des ressources en eaux souterraines.



Progress

Composante 1 : Développement et renforcement des capacités pour une gestion durable des eaux souterraines

Le projet vise à renforcer les capacités de gestion des eaux souterraines des institutions aux niveaux local, national et transfrontalier. Dans le cadre de ce projet, les organismes de bassins fluviaux de la SADC intègrent la gestion des eaux souterraines dans leurs programmes en créant, à cette fin, des comités spéciaux qui sont aussi chargés de soutenir l'élaboration de stratégies en la matière et la réalisation d'études conjointes. Le projet soutient les efforts déployés par le Comité des eaux souterraines de la Commission du bassin du Limpopo (LIMCOM) pour élaborer la stratégie sur les eaux souterraines, qui devrait être achevée en janvier 2024. Il facilite la mise en place et le renforcement des capacités de groupes de coordination nationaux chargés de superviser les activités liées aux eaux souterraines dans les États membres, et assure la liaison entre l'Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC-GMI) et les parties prenantes nationales. Cinq groupes de coordination nationaux ont été créés au cours de la première phase (en Eswatini, au Malawi, au Mozambique, en Namibie et au Zimbabwe). D'autres sont en train d'être formés en Afrique du Sud, au Lesotho, à Maurice, en Tanzanie et en Zambie. Dès qu'ils seront totalement opérationnels et dotés des capacités nécessaires, ils dirigeront la mise en œuvre de petits projets de financement et participeront aux activités de promotion des eaux souterraines et au renforcement des capacités des acteurs locaux intervenant dans ce domaine.

Différents programmes de formation visant à renforcer les capacités des institutions nationales, transfrontalières et régionales de la SADC ont été mis en œuvre. Il s'agit notamment de l'élargissement du programme des jeunes professionnels aux États membres de la SADC non anglophones et de la participation de 22 jeunes professionnels de 12 États membres à l'amélioration du portail d'information sur les eaux souterraines de la SADC (SADC-GIP). Le projet a donné lieu à la conception, conjointement au programme Resilient Waters financé par l'USAID, de plans d'action visant à combler les lacunes politiques, juridiques et institutionnelles de la gestion des ressources en eaux souterraines et à la mise en œuvre de stratégies relatives à la parité femmes-hommes et à l'inclusion sociale pour renforcer le caractère inclusif des initiatives concernant les eaux souterraines dans les quatre pays de la LIMCOM (Afrique du Sud, Botswana, Mozambique et Zimbabwe) après la présentation de rapports consacrés aux lacunes considérées dans les 16 États membres.

Composante 2 : Renforcement des connaissances, diffusion et sensibilisation

Cette composante vise à approfondir les connaissances sur les ressources en eaux souterraines. Le portail d'information sur les eaux souterraines de la SADC a été actualisé en septembre 2022 par suite de l'inclusion de nouvelles données, de séries chronologiques et d'analyses de données massives. A la fin de l'exercice 2023, le modèle numérique de l'aquifère transfrontalier du bassin du Kalahari-Karoo oriental était achevé à 80 %, tandis que l'étude hydrogéologique des débits écologiques des rivières Buzi, Pungwe et Save (BuPuSa) était finie à 75 %. Les produits du savoir générés par ce projet encourageront la participation des femmes ayant acquis des connaissances notables sur les ressources en eau, notamment sur la qualité et les méthodes de stockage de l'eau dans différents sites.

L'institut de gestion des eaux souterraines de la SADC a signé des protocoles d'accord avec deux universités de la région concernant la collecte et le téléchargement de plus amples informations dans les archives documentaires concernant les eaux souterraines de la SADC. Une étude a été commanditée en vue de l'établissement d'un réseau régional de surveillance des eaux souterraines et de l'apport d'un appui à ses opérations dans trois aquifères stratégiques se trouvant, respectivement, sur le continent, sur la côte et sur une île. Le comité directeur du projet a approuvé le choix de l'aquifère transfrontalier du bassin sédimentaire côtier IV, partagé par l'Angola et la Namibie, qui fera donc l'objet d'une analyse diagnostique transfrontalière et d'un plan d'action stratégique commun, et le processus de passation des marchés et contrats a été lancé.

Deux jeunes professionnels ont reçu une bourse de l'institut de gestion des eaux souterraines de la SADC qui leur permettra de poursuivre leurs études de maîtrise à l'université du Cap-Occidental et à l'université du Botswana. Le processus d'inscription d'étudiants de l'État insulaire (Maurice) et de l'État membre non anglophone (Mozambique) est en cours. Le modèle des eaux souterraines pour l'aquifère transfrontalier du bassin du Kalahari-Karoo oriental a été établi et la formation a été achevée.

Composante 3 : Renforcement de la résilience des moyens de subsistance et de la gestion inclusive des eaux souterraines

Cette composante vise à renforcer la résilience des moyens de subsistance et la gestion inclusive des eaux souterraines en mettant en œuvre des projets financés par des dons subsidiaires dans les États membres. Ces projets pilotes, qui n'ont pas encore commencé, faciliteront la mise à l'essai et la transposition à plus grande échelle d'approches durables concernant pour les infrastructures des eaux souterraines, notamment la collecte des eaux de surface, la gestion de la recharge des aquifères, les initiatives communautaires, la conception de forages novateurs et l'expansion des réseaux de surveillance des eaux souterraines. L'institut de gestion des eaux souterraines de la SADC a actualisé son manuel concernant les dons subsidiaires et a organisé des ateliers sur son utilisation dans neuf de ses seize États membres (Afrique du Sud, Eswatini, Lesotho, Malawi, Maurice, Namibie, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe). Six États membres (Eswatini, Lesotho, Maurice, Malawi, République démocratique du Congo et Tanzanie) ont présenté des propositions en vue de l'octroi de dons subsidiaires, et des accords ont déjà été préparés à cet effet. L'Angola, qui n'a pas achevé les activités prévues dans le cadre du projet de dons subsidiaires au cours de la phase précédente, devrait achever ces dernières grâce à l'élargissement du champ d'application du sous-projet d'approvisionnement en eau de Caibabo.

Prochaines étapes

Le projet encouragera la participation des États membres non réceptifs, en particulier dans le cadre de la composante 3. Il importe également de procéder à un examen approfondi des modèles d'évaluation des normes environnementales et sociales appliquées dans le cadre des activités financées par des dons subsidiaires pour s'assurer que les impacts environnementaux et sociaux du projet seront correctement évalués et pris en compte. Une réunion de suivi sera consacrée à l'examen de l'élaboration d'un plan de gestion environnementale et sociale pour les bénéficiaires, et notamment de son champ d'application et de ses procédures.

Le projet permettra également d'actualiser les archives documentaires concernant les eaux souterraines grâce à l'inclusion des derniers résultats, de constituer huit nouveaux groupes de coordination nationaux dans les États membres de la SADC et de recruter davantage de jeunes professionnels, en veillant tout particulièrement à accroître la participation des femmes. Le plan de renforcement des capacités sera mis à jour et appliqué, et les plans d'action politiques, juridiques et institutionnels seront mis en œuvre. Le projet permettra également de consacrer davantage d'études aux aquifères transfrontaliers et de produire des analyses diagnostiques transfrontalières. Il donnera aussi lieu à l'établissement de plans d'action stratégiques conjoints qui aideront à comprendre les questions relatives aux eaux souterraines dans la région, comme l'évaluation des eaux souterraines, les eaux souterraines dans les États insulaires et les aquifères côtiers, les écosystèmes dépendant des eaux souterraines, le nœud de problèmes indissociables eau-énergie-alimentation-écosystèmes et les eaux souterraines dans les mégapoles. Le projet visera à promouvoir des moyens de subsistance durables et un développement économique équitable et à renforcer la résilience face aux chocs climatiques. Dans ce but, il accroîtra l'ampleur des activités de diffusion de données et d'informations et poursuivra la mise en œuvre de projets pilotes innovants de manière à promouvoir des pratiques de gestion durable des eaux souterraines et à préserver la salubrité des ressources en eaux souterraines à long terme.

POINT DE VUE DU TERRAIN :

Découvrez à la **page 51** comment Mfundo Macanda encourage une agriculture durable, résiliente à la sécheresse et inclusive en mettant en place des systèmes d'irrigation à micro-échelle dans la province du Cap-Oriental en Afrique du Sud



02 THÈMES TRANSVERSAUX

42 Thèmes transversaux

42 Parité femmes-hommes et inclusion sociale

44 Communications

Thèmes transversaux

Révolution des données sur l'eau : combler le déficit de données sur les eaux transfrontalières en Afrique

CIWA a soutenu le projet de révolution des données sur l'eau : combler le déficit de données sur les eaux transfrontalières en Afrique. Ce projet d'assistance technique exécuté par la Banque mondiale vise à améliorer les capacités de collecte, de stockage et d'utilisation des données obtenues par satellite (télé-détection) pour une prise de décision fondée sur des données probantes. Il aide les pouvoirs publics et les organismes de bassins à éliminer les obstacles à une gestion concertée des ressources en eau en mettant à la disposition des institutions pertinentes des outils d'analyse de données, gratuits ou peu coûteux, accessibles dans le monde entier.

Cette assistance technique vise à renforcer les capacités institutionnelles régionales nécessaires au maintien de plateformes de données de télé-détection pour améliorer la gestion des eaux transfrontalières, et à la présentation de leurs applications. CIWA aide ses clients à utiliser les données de télé-détection et leurs plateformes dans leur processus décisionnel en i) soutenant des services de bout en bout durables et axés sur la demande, et ii) en mettant à l'essai et en adoptant des données, des outils et des services hydroinformatiques efficaces, gratuits ou peu coûteux. Les activités prévues dans le cadre de ce projet répondent à trois objectifs : i) l'évaluation des besoins, ii) le renforcement des capacités et iii) l'adaptation d'outils novateurs permettant d'améliorer la gestion des ressources en eau.

Le projet a permis d'évaluer les besoins en données et les capacités des organismes de bassin couvrant 37 pays. Ce travail a fait ressortir les lacunes des données auxquelles il serait possible de remédier, du moins en partie, grâce aux technologies de télé-détection, aux produits de données et aux outils d'analyse, ainsi que les données qu'il convient de collecter en priorité. Il a également mis l'accent sur la mise en place d'applications permettant de transmettre des données et des informations en vue de leur utilisation par des outils de prise de décision susceptibles d'améliorer la gouvernance dans le domaine de l'eau. L'évaluation a également mis en évidence la nécessité de renforcer les capacités d'acquisition et de gestion de données gratuites ou de faible coût pouvant être employées avec les outils d'analyse des sécheresses et des inondations et de comptabilisation des ressources en eau. Elle a en outre révélé les difficultés rencontrées par les organisations lorsqu'elles ont voulu adopter les plateformes de données numériques, notamment en raison de l'insuffisance de leurs ressources financières, de leurs capacités techniques et de leurs effectifs.

Le projet de révolution des données sur l'eau s'est fondé sur les résultats de l'évaluation pour organiser un atelier virtuel de renforcement des capacités des organismes de bassins fluviaux et des centres de recherche. La session de formation Modernizing Transboundary Water Data and Analytics Workshop organisée par CIWA en anglais et en français en juin 2023 a donné lieu à la présentation d'outils de données de télé-détection permettant d'améliorer la gestion des eaux transfrontalières et de promouvoir l'utilisation d'outils gratuits disponibles dans le domaine public. Grâce à sa tenue dans un cadre virtuel, l'atelier a permis à plus de 85 participants d'assister à la formation, d'échanger des idées et de partager leurs expériences. Ces derniers ont été en mesure de repenser la gestion des ressources en eau transfrontalières au moyen des technologies de rupture désormais disponibles et ont reçu des informations détaillées sur un mode de suivi des cycles hydrologiques associant des observations recueillies sur place et obtenues par télé-détection ainsi que sur des analyses et des outils de modélisation gratuits ou en libre accès. Les formateurs ont présenté aux participants des outils utilisables par des personnes n'ayant pas une connaissance approfondie de la science des données. D'autres ateliers devraient être organisés durant le prochain exercice.

Cette assistance technique mettra à profit les résultats de l'évaluation pour enrichir la conception d'un tableau de bord qui permettra aux organisations transfrontalières d'obtenir rapidement des informations sur la gestion des ressources en eau de leurs bassins fluviaux sur une base saisonnière.

Le tableau de bord, qui sera le fruit des meilleures pratiques, sera établi à partir des données disponibles à l'échelle du continent et permettra d'estimer les stocks et les flux d'eau et apportera des informations utiles pour soutenir certaines interventions dans la région.

Parité femmes-hommes et inclusion sociale

CIWA redouble d'efforts pour intégrer la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale dans ses projets, en particulier durant leur conception. Le programme a non seulement chargé son expert GESI de procéder à des analyses de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale dans ses projets, mais il a également mis au point des outils et des ressources pour permettre aux chefs d'équipe et autres membres des services de la Banque mondiale de mieux comprendre ces questions. CIWA poursuivra ses activités de sensibilisation et de renforcement des capacités en vue d'assurer l'intégration systématique de la dimension GESI dans la conception et la mise en œuvre de ses projets. Il prévoit notamment de renforcer les capacités de ses partenaires, tels que NELSAP, ENTRO, le secrétariat de l'IBN et la LVBC, pour leur permettre de prendre en compte la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale dans leurs projets et leurs activités internes.

CIWA sait que le secteur de l'eau est dominé par les hommes et que le concours d'hommes déterminés à promouvoir l'égalité des sexes offre la possibilité de résoudre les problèmes systémiques et sociétaux qui favorisent les inégalités entre les hommes et les femmes. Bien qu'il soit indispensable de prendre des mesures pour renforcer directement l'autonomie des femmes, les projets de développement menés par le passé montrent que les résultats en matière peuvent être mitigés. Il est possible de remédier à ce problème en associant les hommes réceptifs à ces efforts en tant que champions de l'inclusion et de l'autonomisation des femmes dans le cadre de leur action, de leur collaboration avec d'autres hommes et du soutien qu'ils apportent aux femmes pour leur donner la confiance nécessaire à l'expression de leurs besoins et de leurs préoccupations. Ces champions peuvent proposer des actions concrètes et efficaces pour faire évoluer des systèmes inégalitaires et des normes culturelles profondément enracinés, que d'autres hommes seront plus disposés à accepter et à mettre en œuvre.

CIWA a lancé le Forum des champions masculins pour permettre aux hommes de travailler ensemble à l'instauration d'espaces plus équitables, propices à la participation des femmes, et faire évoluer les normes culturelles qui confortent l'idée selon laquelle la gestion des ressources en eau est un domaine réservé aux hommes. En juin, CIWA a organisé un atelier d'une journée à l'intention de huit membres de ce Forum, originaires d'Afrique de l'Est, ayant fait preuve de leur détermination à promouvoir, en collaboration avec d'autres hommes, l'égalité des sexes dans le domaine de la gestion des ressources en eau. Les participants ont affirmé vouloir maintenir la dynamique engagée par le Forum en organisant des réunions régulières, en mettant en place une plateforme de médias sociaux, en élaborant un plan d'action et en élargissant le réseau à un groupe plus large de personnes engagées en faveur de l'autonomisation des femmes et de la lutte pour l'égalité des sexes.

POINT DE VUE DU TERRAIN :

Rendez-vous à la [page 52](#) pour en savoir plus sur le lancement de la nouvelle initiative inédite de CIWA : le Forum des champions masculins, qui vise à faire mieux prendre conscience de l'importance du rôle que les hommes peuvent jouer dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.



CIWA compte s'appuyer sur l'atelier qui s'est tenu en Afrique de l'Est pour organiser un séminaire régional afin de sensibiliser les participants à l'importance de faire des hommes des champions de l'égalité des sexes. Ce séminaire tirera aussi parti des enseignements tirés des initiatives mondiales dans d'autres secteurs ayant fait appel à des hommes pour faire progresser cette égalité, comme l'initiative « Men Engage ». Ce séminaire servira également à déterminer d'autres actions que les membres du Forum des champions masculins pourraient entreprendre à titre individuel ou collectif. CIWA prévoit également d'élargir le Forum grâce à de nouveaux partenariats qui permettront de prendre en compte les expériences et les points de vue des femmes dans le secteur.

CIWA sait que les femmes ne forment pas un groupe homogène et qu'il lui faut veiller à ce que ses projets identifient d'autres vulnérabilités. Il a intensifié ses efforts en faveur de l'inclusion sociale. À cette fin, il a notamment élaboré une boîte à outils pour apprendre aux spécialistes du développement social comment intégrer cette dernière dans ses programmes, et il a publié une brochure de deux pages sur ce sujet à l'intention de son personnel et de ses partenaires. Il a également rédigé un blog et une note thématique décrivant les enseignements tirés des efforts déployés pour prendre en compte la dimension de l'inclusion sociale dans ses activités et sensibiliser le public à cette question.

Le spécialiste GESI de CIWA a rédigé un document sur le genre dans le bassin du Nil, afin de mieux faire comprendre l'adoption par le programme d'une approche porteuse de transformation sur le genre.

Ce document fait la synthèse des points forts et les points faibles observés par les parties prenantes lorsqu'elles ont adopté cette approche pour promouvoir la parité femmes-hommes dans le cadre de leurs activités. Ce document a été publié dans un ouvrage intitulé *Gender Dynamics in Transboundary Water Governance: Feminist Perspectives on Water Conflict and Cooperation*. Les activités de communication de CIWA ont mis en lumière le travail réalisé en matière de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale (GESI), notamment l'envoi régulier de tweets et la réalisation d'un podcast et de deux vidéos prônant l'importance du leadership des femmes dans le secteur des eaux transfrontalières.

CIWA a mis au point de nouveaux indicateurs de résultats relatif à la parité femmes-hommes et à l'inclusion sociale. Ces indicateurs ventilés par sexe permettront d'évaluer le nombre de personnes participant à des opérations financées par CIWA qui suivent des formations sur l'intégration de la parité femmes-hommes dans leurs activités. Cette série initiale d'indicateurs, qui doit permettre de mesurer les progrès accomplis, commence à être utilisée, même si ce n'est encore que dans une phase pilote.

CIWA continue d'apporter une assistance technique en matière de GESI aux projets qu'il soutient, notamment le NCCR et le programme GW4R mené par la Banque mondiale dans la Corne de l'Afrique, dans le cadre duquel ont été identifiées certaines lacunes, mais aussi les mesures envisageables pour lutter contre ces disparités.

Dereje Gebremichael
Ancien fonctionnaire du ministère éthiopien de l'Eau et de l'Énergie

Le Forum des champions masculins
offre un environnement propice à la participation d'un plus grand nombre de femmes ingénieures et expertes dans le secteur de l'eau et à une représentation plus équilibrée des différents points de vue.

Richard Sangabo
Spécialiste en mesures de sauvegarde sociale et expert en égalité femmes-hommes (NELSAP)

Je veux, en ma qualité de champion masculin,
servir de modèle pour améliorer le bien-être des femmes et défendre leur droit à participer au même titre que les hommes à la gestion des ressources en eau transfrontalières.

Donald Kasongi
Chercheur et analyste des politiques, ancien secrétaire général du discours du bassin du Nil

Le Forum des champions masculins
est l'occasion de travailler ensemble, en équipe, et d'identifier de nouveaux moyens de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes dans le domaine de la gestion des eaux transfrontalières.

Callist Tindimugaya
Spécialiste de la gestion des ressources en eau, ministère ougandais de l'Eau et de l'Environnement

Le dialogue
sur les eaux transfrontalières est demeuré d'une portée limitée en raison de l'absence des femmes. Le programme « Champions masculins » offre l'occasion de garantir une participation active des femmes.

Il existe un problème
de représentation dans le secteur des eaux transfrontalières. Nous passons souvent à côté de points de vue cruciaux.

Assefa Gudina
Point focal chargé des questions de genre, Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO)

Quotes from the East African members of the first Male Champion Forum workshop held in June 2023.

Communications

L'équipe de communication s'est appuyée sur la visibilité acquise par le programme CIWA ces dernières années pour faire connaître ce dernier. Elle s'est employée à atteindre des publics externes, le personnel de CIWA et celui de la Banque mondiale en publiant des contenus sur le Web, en utilisant les médias sociaux, en diffusant des bulletins d'information et en organisant des manifestations.

Les communications de CIWA visent à présenter plus largement et à soutenir une gestion concertée et durable des eaux transfrontalières, reposant sur des données et axée sur les populations locales, aux niveaux national, régional et mondial. Elles ont mis l'accent sur la diffusion de connaissances et d'outils développés par le programme pour favoriser des pratiques et des politiques de gestion durable des eaux transfrontalières en Afrique subsaharienne.

Au cours de l'exercice 2023, l'équipe de communication a présenté les initiatives de CIWA dans le cadre de manifestations internationales, a collaboré avec d'autres programmes et initiatives de la Banque mondiale lors d'activités et d'événements liés à la gestion transfrontalière, et a produit des articles et des documents de vulgarisation mettant en lumière les effets positifs de l'action de CIWA au niveau des pays. Elle s'est également employée avec les partenaires du programme et les pays riverains à exposer les efforts déployés pour ouvrir la voie à une croissance durable et résiliente au changement climatique en éliminant les obstacles à une gestion et une mise en valeur concertées des ressources en eau.

Médias sociaux

CIWA a accru sa présence sur les médias sociaux, en diffusant sur Twitter les conversations et les nouvelles concernant les événements, les lancements et les journées importantes de l'Organisation des Nations Unies. CIWA poursuit la veille et le développement du compte @CIWAProgram sur Twitter en procédant à des interventions quotidiennes, et accroît ainsi constamment le nombre de nouveaux abonnés, qui s'élevait à 2800 à la fin du mois de juin 2023 et affichait un taux d'interaction stable. À la fin de l'exercice 2023, par exemple, @CIWAProgram a comptabilisé près de 30000 vues en un mois grâce à un article de blog et à des vidéos sur le bassin du lac Tchad. En dehors du compte @CIWAProgram, les messages et le contenu de CIWA sont également diffusés par les comptes @WorldBankWater, @BM_Afrique, @WorldBank, et @WBG_environment, qui totalisent à eux quatre près de quatre millions d'abonnés. Les principaux hashtags de CIWA ont été #WATERCOOPERATION, #WATERSHEROES et #WATERACTION.

Blog et productions audiovisuelles

CIWA a produit 14 articles de blog et reportages « Point de vue du terrain », couvrant tous les domaines et toutes les régions dans lesquels il intervient. Il a également produit plus de 10 vidéos explicatives et podcasts en anglais et en français couvrant, notamment, la dimension inclusion sociale de CIWA, les écosystèmes dépendant des eaux souterraines dans la région du Sahel, la sécurité hydrique dans le bassin du lac Tchad, la protection de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, le bassin de Cubango-Okavango et l'écosystème riverain du bassin aquifère sénégal-mauritanien, ainsi que les problèmes liés à la qualité de l'eau dans le bassin du lac Victoria.

CIWA bulletin

CIWA publie régulièrement un bulletin d'information et tient à jour une liste de diffusion comptant plus de 3000 destinataires issus de la communauté des bailleurs de fonds, des partenaires, de la société civile, des pays avec lesquels il travaille et du public. Le bulletin d'information trimestriel présente l'actualité du programme et des reportages, des notifications sur les événements à venir et les nouvelles publications, ainsi que des informations sur les eaux transfrontalières.

Site Web de CIWA

Le site Web bilingue anglais/français www.ciwaprogram.org (/fr), qui donne une vue d'ensemble du programme et de ses objectifs, a des pages consacrées aux activités de chaque région et aux différents domaines d'intervention du programme ; il affiche aussi des informations et des blogs qui sont également publiés sur le blog Eau de la Banque mondiale. Le site Web est un outil essentiel à la stratégie de communication de CIWA. Il est régulièrement mis à jour et présente des informations dans un format conçu pour l'utilisateur. Il donne accès à des informations sur des événements, à des témoignages et à des rapports, notamment des notes thématiques, des cadres de référence et des rapports de synthèse.

Publications de CIWA

Outre la publication de son 11^e rapport annuel, CIWA a publié les documents suivants, également disponibles sur son site web :

- Une boîte à outils sur l'inclusion sociale accompagnée d'un résumé, « Applying a Social Inclusion Lens to the Transboundary Water Context—Cooperation in International Waters in Africa Tool » (en anglais)

Une note thématique sur la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale dans le domaine des eaux souterraines Applying a Social Inclusion Lens to the Transboundary Water Context (en anglais).

- Une série de notes thématiques sur l'Initiative sur les eaux souterraines au Sahel financée par CIWA :

- Valoriser le potentiel des eaux souterraines pour améliorer la productivité pastorale au Sahel
- Révéler le potentiel socio-économique des écosystèmes dépendant des eaux souterraines au Sahel
- Les eaux souterraines peu profondes comme catalyseur de l'irrigation dirigée par les agriculteurs

Activités de gestion des connaissances et manifestations en Afrique et à l'international

CIWA a été mentionné lors de nombreuses manifestations, notamment des conférences/webinaires/séminaires internes et externes, des tables rondes sur les activités bénéficiant de l'appui de CIWA, et des conférences plus importantes telles que la Semaine mondiale de l'eau 2022 à Stockholm (voir la vidéo⁵⁶ d'un entretien avec Anders Jägerskog, responsable du programme CIWA, qui récapitule les réunions). M. Jägerskog a donné une conférence sur la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières dans le contexte africain lors d'un séminaire organisé par le Center for Comparative and Transnational Law-Environmental, Energy and Climate Law Cluster à l'Université chinoise de Hong Kong en novembre 2022. L'équipe de communication de CIWA a également couvert la participation de CIWA à l'édition 2023 de la Conférence sur l'eau de l'ONU⁵⁷ qui avait pour thème « L'eau et le développement durable » ; la participation à « La journée mondiale de l'eau en mars 2023 » qui a principalement couvert les objectifs du plan du Secrétaire général de l'ONU : Décennie de l'eau 2018-2028 ; la participation virtuelle à la conférence des Nations Unies sur la biodiversité (15 COP) en décembre 2022 ; et la participation virtuelle à la semaine de la paix à Genève en octobre-novembre 2022.

Création de partenariats

Les partenariats, la collaboration et le partage de connaissances sont au cœur de la stratégie et des objectifs de CIWA. C'est en s'appuyant sur des partenariats stratégiques au niveau local et mondial que les activités de CIWA produisent des résultats. Au cours de l'exercice 2023, le programme a réalisé plusieurs avancées dans ce domaine, notamment en participant à la Semaine mondiale de l'eau de l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI) et à une réunion d'échange de haut niveau entre parties prenantes des organismes des bassins fluviaux organisée par l'initiative du bassin du Nil (IBN) :

- Semaine de l'eau du SIWI : Anders Jägerskog a participé, avec d'autres spécialistes de l'eau du monde entier, à la Semaine mondiale de l'eau organisée par le SIWI en août 2022 à Stockholm dans le but de déterminer comment prendre des mesures innovantes pour garantir la sécurité hydrique à l'avenir. Parmi les thèmes abordés figuraient l'importance des eaux souterraines, la prise en compte de la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale dans le cadre de la gestion de l'eau, et les eaux transfrontalières comme vecteur de coopération et de développement sociopolitique et économique.

- CIWA a cofinancé (avec le Conseil des ministres africains chargés de l'eau) une réunion de parties prenantes des organismes de bassins fluviaux de haut niveau en mai 2023 à Kampala (Ouganda), qui a été organisée et hébergée par l'initiative du bassin du Nil. Plus de 30 organismes de bassins fluviaux africains ont participé à la rencontre dans le but de partager leurs vues de la gestion et la durabilité des organismes de bassins fluviaux, de tirer parti des synergies et de promouvoir une planification concertée, la coordination, le partenariat, et la mise en œuvre de la Vision africaine de l'eau pour 2025.

Au cours de l'exercice 2023, CIWA a de nouveau constaté une augmentation du nombre de visites de son site Web et de son compte Twitter, et des consultations de ses publications et de ses articles de blog.



2,800 ABONNÉS

en juin 2023, soit le double de ce que nous avons en juin 2022



24k VUES AU TOTAL

en moyenne par mois pour les publications de CIWA



78% d'augmentation*
du nombre de téléchargements de
RESSOURCES CIWA



46%

d'augmentation
du nombre de
visites du

SITE WEB DE CIWA

*entre le mois de juin de l'exercice 2022 et le mois de juin de l'exercice 2023.

BULLETIN CIWA

Plus de

3,000+ destinataires

Les bailleurs de fonds, les partenaires et le public reçoivent des informations sur les activités de CIWA dans notre bulletin trimestriel

22 ARTICLES DE BLOG

consacrés à la description des projets, publications, actualités et activités en cours de CIWA à travers l'Afrique.



03

POINTS DE VUE DU TERRAIN

- 46 Abibata Ouattara : Permettre aux femmes d'avoir accès à l'eau pour poursuivre leurs propres activités agricoles ne peut qu'avoir des effets positifs pour les populations locales
- 47 Asia Namusoke : Contribuer au changement pour la population ougandaise et pour le climat
- 49 Eddie Riddel : Améliorer les conditions de vie en Afrique australe
- 50 Matlhogonolo Mmese : Une hydrogéologue en herbe au Botswana
- 51 Mfundo Macanda : Promouvoir une agriculture intelligente sur le plan climatique dans la province du Cap-Oriental
- 52 Forum des champions masculins : Qui peut décider ?

Abibata Ouattara : Permettre aux femmes d'avoir accès à l'eau pour poursuivre leurs propres activités agricoles ne peut qu'avoir des effets positifs pour les populations locales



Abibata Ouattara, Spécialiste en sécurité hydrique (Burkina Faso).
© Abibata Ouattara

Abibata Ouattara, qui est burkinabé, est convaincue que l'eau et les femmes sont précieuses et qu'elles vont de pair.



« L'eau nous donne la santé. L'eau nous apporte des ressources financières. L'eau nous permet d'avoir de meilleurs aliments »

Mme Ouattara est spécialiste en sécurité hydrique à Winrock International, organisation internationale à but non lucratif basée aux États-Unis qui réalise des projets dans des domaines comme la sécurité de l'eau, le changement climatique, l'agriculture et la résilience. Elle a récemment recensé, dans le cadre d'un projet de CIWA, les problèmes que pose aux agriculteurs sahéliens, et surtout aux agricultrices burkinabés, la mise en place d'une irrigation par les eaux souterraines.

Selon Mme Ouattara, plusieurs obstacles majeurs empêchent les femmes de pratiquer ce type d'irrigation. Tout d'abord, les contraintes socioculturelles réduisent les possibilités qu'ont les femmes de posséder des terres et, partant, de pouvoir les exploiter. Ces dernières hésitent donc à investir dans des puits et des forages lorsque leur accès aux terrains n'est pas garanti. Deuxièmement, elles n'ont guère de possibilités d'obtenir des technologies d'irrigation, notamment parce qu'elles n'ont pas d'informations sur ces technologies et les questions connexes. Troisièmement, elles n'ont pas accès aux ressources financières nécessaires à l'achat d'équipements et d'autres infrastructures agricoles.

Mme Ouattara pense que les pouvoirs publics pourraient remédier aux difficultés d'accès à la terre en réservant aux femmes une proportion des terres mises en valeur dans le cadre de projets d'irrigation. Elle insiste également sur l'importance d'adapter certaines infrastructures pour répondre aux besoins des femmes, par exemple en concevant des systèmes d'excavation plus faciles à utiliser. Enfin, elle attire l'attention sur la nécessité pour les pouvoirs publics d'améliorer l'accès des femmes aux subventions et aux prêts destinés à l'irrigation.

Mme Ouattara est ingénieure en qualité, sécurité et environnement et s'est spécialisée dans les questions relevant de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) dans les contextes humanitaires. Elle est également titulaire d'un Executive Master en politique et pratique du développement, et se consacre plus particulièrement à l'adaptation des projets de développement aux contextes instables comme celui du Burkina Faso.

L'intérêt de Mme Ouattara pour l'aide humanitaire a amené cette dernière à fonder une association locale pour venir en aide aux personnes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.

« Il n'existe rien de plus gratifiant que de se mettre au service des autres et une femme est toujours heureuse de soutenir d'autres femmes », déclare Mme Ouattara. « En fait, il n'y a rien de plus réjouissant que de se consacrer aux autres ».



Mme Ouattara sur le terrain (Burkina Faso). © Abibata Ouattara

Asia Namusoke : Contribuer au changement pour la population ougandaise et pour le climat

Village pauvre situé au nord de Kampala (Ouganda), Ndejje compte de nombreux habitants vivant avec le VIH/sida et ne dispose pas des ressources nécessaires pour pratiquer une agriculture intelligente face au climat qui lui permettrait de soutenir les moyens de subsistance et de préserver l'environnement.

Asia Mbajja Namusoke veut que cela change^[1].

La formation organisée il y a deux ans par le Discours du bassin du Nil, avec le soutien de CIWA, a permis à Namusoke et à d'autres femmes de devenir des championnes de la résilience face au changement climatique. Depuis, elle met à profit ce qu'elle a appris pour concevoir des programmes destinés à encourager les habitants de Ndejje et d'ailleurs et les aider à survivre.

Grâce à sa formation, Namusoke a compris qu'il était important de cultiver des arbres, des fleurs, des épices et des légumes résilients face au changement climatique.

« Tout est devenu plus clair » pendant la formation, explique Namusoke. « Je me suis rendu compte que de petites actions pouvaient faire la différence ».

« La formation visant à promouvoir l'agriculture durable auprès des populations locales a été une véritable source d'inspiration », déclare Namusoke qui a aussi fondé People in Need Agency (PINA), organisation à but non lucratif aidant les femmes et les jeunes séropositifs à contribuer activement à l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leur communauté.

Les projets que met en œuvre Asia Namusoke sont particulièrement utiles aux femmes de sa communauté, dont un grand nombre ont été victimes de violences sexistes et sont séropositives.

Face aux difficultés rencontrées par les femmes, mais aussi par d'autres, Namusoke explique qu'elle a « monté un projet témoin, générateur de revenus et respectueux de l'environnement regroupant un potager urbain, un élevage de lapins, un élevage d'abeilles, un centre de recyclage des déchets, et l'élevage de mouches soldats noires qui sont une bonne source de protéines animales et d'engrais pour des cultures à haute valeur ajoutée. » Les larves de ces mouches transforment les déchets organiques en nutriments de haute qualité pour l'alimentation des animaux de compagnie, des poissons et des volailles, et même en engrais.

Vingt-huit familles ont créé leur propre potager, 14 familles élèvent des lapins, 11 autres produisent des asticots et 10 autres encore ont installé des ruchers dans leur jardin.



Asia Namusoke dans sa ferme à Kampala (Ouganda). © PINA

L'intérêt des projets mis en œuvre est qu'ils procurent toute une série d'avantages allant de la sécurité alimentaire à l'atténuation des effets du changement climatique, en passant par l'amélioration des résultats de santé.

« Nous partons du principe que les objectifs de développement durable sont liés : les mesures prises dans un domaine entraînent des répercussions sur les autres et le développement doit assurer un équilibre entre la viabilité sociale, économique et environnementale »

Par exemple, une femme qui produit du miel grâce à ses ruches gagnera de l'argent en vendant sa production sur les marchés locaux. « Elle pourra alors payer les moyens de transport qu'elle devra emprunter pour aller à son rendez-vous au centre de santé et obtenir les médicaments qui lui sauveront la vie », explique Namusoke.

« Nous partons du principe que les objectifs de développement durable sont liés : les mesures prises dans un domaine entraînent des répercussions sur les autres et le développement doit assurer un équilibre entre la viabilité sociale, économique et environnementale ».

Asia Namusoke explique que, « si la nourriture dans le village est issue d'une agriculture durable, les résultats obtenus sont favorables à la fois au climat et à la sécurité alimentaire ».

« Asia Namusoke explique que « cette initiative est conçue de manière à concilier les objectifs thérapeutiques et les objectifs de rentabilité, qui sont les deux aspects essentiels de notre projet générateur de revenus. Les membres de la population locale sont recrutés pour assurer la collecte des déchets, la gestion du projet, le marketing et les ventes, et reçoivent de l'aide pour lancer des activités économiques en lien avec le projet dans leurs foyers et leurs communautés. »

« Cela leur permet de rester actifs, de gagner leur vie, d'acquérir des compétences et de contribuer aux efforts déployés pour lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement ».

Son village, comme beaucoup d'autres en Afrique, manque de moyens pour faire face aux chocs climatiques.

« Les pluies causent parfois des inondations, qui peuvent être suivies d'une période de sécheresse », explique-t-elle. « Nous n'avons ni la capacité ni les ressources nécessaires pour irriguer les champs », de sorte que les agriculteurs dépendent de précipitations variables et imprévisibles.

La formation soutenue par CIWA a appris à Asia Namusoke que chaque communauté devait avoir un comité de gestion de l'eau.

Asia Namusoke a rencontré les chefs de village, qu'elle a convaincus de former un tel comité. Ce dernier explique aux habitants qu'ils doivent cesser de jeter leurs déchets dans les systèmes de drainage et enlever les bouteilles sales et autres déchets des points d'eau afin d'éviter toute contamination. Il a également installé des poubelles un peu partout dans le village et encourage les habitants à recycler.

Asia Namusoke espère un jour créer des centres de formation régionaux sur le changement climatique.

« Il y a tant à apprendre », dit-elle. « Ensuite seulement, nous pourrons transformer nos communautés. La résilience face au changement climatique commence chez soi ».



Asia Namusoke dans sa ferme à Kampala (Ouganda). © PINA

Eddie Riddell : Améliorer les conditions de vie en Afrique australe

La région de Pafuri-Sengwe, qui se trouve dans la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, s'étend sur trois pays : l'Afrique du Sud, le Mozambique et le Zimbabwe. Elle abrite de nombreuses espèces d'oiseaux et de grands animaux sauvages comme les éléphants, et tire une grande partie de ses revenus de l'écotourisme.

La région de Pafuri-Sengwe est traversée par le fleuve Limpopo dont le débit varie selon les saisons, ce qui compromet les moyens de subsistance des populations qui vivent et travaillent à proximité et contribue à leur insécurité hydrique et alimentaire. Elle connaît des périodes de sécheresse qui devraient s'intensifier dans les années à venir ; ces dernières réduiront les possibilités qu'ont des communautés déjà vulnérables de subvenir aux besoins de leurs familles et nuiront aux efforts de protection de la biodiversité.

Les zones humides de Makuléle qui se trouvent sur la partie sud-africaine de la région de Pafuri-Sengwe sont inscrites sur la liste des sites couverts par la Convention de Ramsar relative aux zones humides. Elles portent le nom de la tribu d'agriculteurs et de pêcheurs Makuléle chassée de la région durant l'apartheid. La loi de restitution des terres adoptée après l'abolition de ce régime a permis à la tribu de recouvrer la propriété de ses terres qui constituent à présent le parc national de Makuléle. Ce dernier se trouve dans la partie la plus septentrionale du parc national Kruger et est à présent un site protégé en gestion conjointe.

La stratégie intégrée de diversification des moyens de subsistance du Conseil de gestion conjoint de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo fait de la région de Pafuri Sengwe une zone prioritaire de développement socio-économique.

Le Conseil a fait appel à CIWA pour évaluer la superficie des nappes phréatiques, les systèmes d'eau en surface, la demande et les taux d'utilisation d'eau, ainsi que les pratiques de gouvernance des ressources en eau. Cette analyse avait pour objet d'aider les populations locales à devenir plus résilientes face au changement climatique, à mieux se préparer aux périodes de sécheresse et à en atténuer les effets, afin de réduire la perte de biodiversité et d'améliorer la sécurité alimentaire et hydrique.

L'analyse menée par CIWA « a été très instructive et nous a amenés à revoir nos propres hypothèses », a déclaré Eddie Riddell, qui était alors directeur du programme couvrant les écosystèmes d'eau douce et la gestion intégrée des ressources en eau du parc national Kruger, et qui a participé à la conception et à la mise en œuvre du projet Pafuri Sengwe en collaboration avec SADRI.

M. Riddell explique, par exemple, qu'au départ, tout le monde pensait que les habitants de la région avaient un accès limité à l'eau en raison des débits très saisonniers du fleuve Limpopo (qui pouvait être à sec en dehors de la saison des pluies). En fait, il est généralement possible de se procurer de l'eau parce que la région est située dans une plaine inondable et que la nappe phréatique alluviale peut se reconstituer dans une mesure suffisante. C'est, en fait, l'accès à l'eau potable qui pose des difficultés en raison d'une forte salinité et des problèmes rencontrés au niveau des chaînes d'approvisionnement transfrontalières en eau, qui se sont aggravés pendant la pandémie de COVID-19.

Certaines des pompes manuelles utilisées du côté mozambicain de la région de Pafuri-Sengwe se sont détériorées, et les populations qui vivent dans ce secteur ainsi que du côté zimbabwéen souffrent d'insécurité alimentaire. Les communautés se trouvant du côté sud-africain sont un peu plus résilientes sur le plan économique, mais n'ont que peu de possibilités de diversifier leurs moyens de subsistance. L'analyse de CIWA indique que la situation pourrait s'améliorer.



Un éléphant dans le bassin du Limpopo. © Eddie Riddell/Parc national Kruger

L'une des activités essentielles de SADRI a consisté à renforcer les connaissances sur les ressources en eau et la gestion des données, qui étaient obsolètes. Il s'agissait notamment de produire des informations de référence sur les zones humides, les eaux souterraines et leurs interactions, et de déterminer le volume d'eau disponible dans les aquifères, les zones humides et les systèmes fluviaux.

L'équipe a eu recours aux techniques de cartographie des systèmes de gestion intégrée et de télédétection pour établir des cartes des systèmes de zones humides liés aux systèmes fluviaux. SADRI a également procédé à un hydrorecensement afin d'évaluer la demande et les taux d'utilisation actuels de l'eau, ainsi que les structures et les pratiques de gouvernance dans ce domaine. Il a ensuite formulé des recommandations adaptées à chaque pays et à chaque région transfrontalière, et déterminé les investissements nécessaires pour renforcer la résilience face à la sécheresse.

« Nous avons pu en conclure qu'il était possible d'aider les communautés à améliorer leurs moyens de subsistance », explique M. Riddell, qui est le coordinateur régional du programme international sur les eaux du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) dans le bassin transfrontalier du Limpopo. « Garantir un accès à l'eau potable est essentiel et ne présente que peu de difficultés. »

L'étude de SADRI a également montré qu'investir dans des outils climato-intelligents permettait d'améliorer la santé et les conditions de vie des populations locales en augmentant la productivité des exploitations maraîchères.

« L'inventaire réalisé par CIWA a aidé dans une très large mesure les responsables de la zone de conservation transfrontalière à rechercher des solutions de partage des bénéfices dans les zones protégées en gestion conjointe », explique M. Riddell.

Mathhogonolo Mmese : Une hydrogéologue en herbe au Botswana

Mathhogonolo Mmese, qui réside à Gaborone (Botswana), avait 16 ans lorsqu'elle a décidé de devenir médecin après avoir longtemps réfléchi à son avenir professionnel.

Elle s'est toutefois vite rendu compte que ce domaine ne la passionnait pas. Après avoir murement réfléchi, elle a opté pour l'hydrogéologie. Elle n'a pas regretté son choix. Aujourd'hui, âgée de 25 ans, Mmese poursuit une maîtrise en hydrogéologie à l'Université du Botswana.

« L'eau que nous buvons dans notre pays est généralement un peu salée », explique-t-elle. « Je veux faire en sorte que cette eau soit non seulement potable, mais aussi qu'elle soit agréable à boire ».

Si la capitale, Gaborone, semble être épargnée par le problème de la salinité de l'eau, Mmese connaît toutefois très bien le phénomène. Elle a en effet grandi dans différentes villes du Botswana, car sa mère, aujourd'hui retraitée des services de l'immigration, a exercé ses fonctions partout dans le pays.

Mmese a obtenu son diplôme de premier cycle en géophysique appliquée à l'Université du Botswana.

Mmese, qui poursuit ses études supérieures, vient d'obtenir une bourse d'études pour jeunes professionnels de 12000 dollars environ, accordée par l'institut des eaux souterraines de la SADC, qui doit lui permettre de continuer ses recherches sur le terrain pour préparer sa thèse. La bourse l'aidera à payer ses frais de scolarité et les dépenses occasionnées sur le terrain, en particulier pour la collecte et le traitement des données.

Mathhogonolo Mmese est une jeune géoscientifique talentueuse et motivée, disposant de ressources financières limitées, qui souhaite poursuivre une carrière d'hydrogéologue », ont écrit les professeurs Rubeni Ranganai, de l'Université du Botswana, et Modreck Gomo, de l'Université de l'État libre, dans le dossier qu'elle a déposé pour l'obtention de sa bourse.

La thèse de Mmese est consacrée aux facteurs déterminant la présence d'eaux souterraines du côté botswanais de l'aquifère transfrontalier Khakhea-Bray, qui est partagé par le Botswana et l'Afrique du Sud. La jeune femme souhaite concevoir un modèle de l'aquifère transfrontalier en se servant de données géophysiques et hydrogéologiques, dans le but de favoriser l'amélioration de la gestion des ressources en eaux souterraines.

Mmese, qui est l'une des deux seules femmes parmi les sept étudiants inscrits à son programme de maîtrise, connaît les difficultés rencontrées par ces dernières dans un domaine dominé par les hommes.

« Vous devez prouver que vous êtes à votre place », dit-elle. « Vous devez faire davantage d'efforts pour prouver que vous êtes compétent. »

Les femmes ont toutefois un avantage : « Elles sont responsables. Les hommes ont donc tendance à leur faire confiance. C'est le côté positif. » explique Mmese



Mathhogonolo Mmese sur le terrain au Botswana dans le cadre de sa thèse.
© Mathhogonolo Mmese

Mfundo Macanda : Promouvoir une agriculture intelligente sur le plan climatique dans la province du Cap-Oriental

La partie est du Cap-Oriental, appelée Transkei pendant l'apartheid, est une région essentiellement rurale de l'Afrique du Sud, légèrement vallonnée où le bétail circule librement. Elle présente des caractéristiques uniques, comme les troupeaux de bovins tachetés Nguni qui parcourent les plages abandonnées ou les huttes rondes du peuple Xhosa.

Cette région est l'une de celle du Cap oriental où l'agriculture est la moins développée, et n'a guère enregistré de croissance économique. Si les ressources en eau y sont suffisantes pour les activités agricoles pendant la saison des pluies, elles sont en revanche insuffisantes pendant les hivers secs, de sorte qu'il n'est pas possible de produire des denrées agricoles tout au long de l'année. Les habitants cultivent principalement des céréales et des légumes, essentiellement pour leur propre consommation et vendent parfois leur surplus à des voisins.

Il importe de faire bénéficier les agriculteurs et le secteur agricole de systèmes qui, d'une part, leur permettent de produire des denrées de qualité de manière continue et, ce faisant, de prospérer ; et d'autre part, renforcent la sécurité alimentaire et l'accès aux marchés. Selon les agriculteurs, le principal problème tient au fait que l'eau n'est pas disponible tout au long de l'année, et que cette situation est exacerbée par le changement climatique.

« Pour assurer une production optimale, il faut de l'eau – et des installations de stockage et d'irrigation », explique Mfundo Macanda, directeur de la production animale, de la recherche et du développement au sein du ministère du Développement rural et de la Réforme agraire du Cap-Oriental (DRDAR).

« Il nous faut pratiquer une agriculture adaptée au climat » pour faire face au manque d'eau en hiver, explique M. Macanda.

Les autorités de la province du Cap-Oriental ont demandé à la Banque mondiale et à SADRI de leur apporter une assistance technique pour favoriser une agriculture durable et inclusive et faire face aux risques de sécheresse transfrontalières, améliorer la coopération et élaborer une stratégie globale de gestion des risques de sécheresse en Afrique australe, jusqu'à la clôture du projet en juin 2023.

Les autorités et l'équipe de SADRI ont proposé un modèle de conception d'un système de collecte des eaux de pluie pour les exploitations familiales. Ils ont également identifié des investisseurs susceptibles de promouvoir la mise en place d'accords de sous-traitance avec des petits producteurs et des exploitants familiaux. Le partenariat pourrait bénéficier d'un appui d'IFC.



Champ aménagé pour la pratique d'une agriculture climato-intelligente dans la province du Cap-Oriental (Afrique du Sud). © Mfundo Macanda

Macanda explique que, grâce à leur collaboration avec SADRI, les autorités de la province ont pu lancer un programme pilote de trois ans dans le but de promouvoir un système d'irrigation à micro-échelle pour la production de cultures horticoles de valeur. Cette dernière se limitera tout d'abord aux ménages, puis prendra de l'ampleur de manière à assurer la fourniture de produits frais aux écoles et aux hôpitaux locaux, puis deviendra suffisamment importante pour permettre aux agriculteurs de vendre leurs récoltes sur les marchés.

L'objectif de ce projet pilote est de permettre aux ménages et aux agriculteurs de disposer d'eau tout au long de l'année grâce à la récupération et au stockage des eaux de pluie et des eaux de ruissellement, pour l'irrigation des champs et la production de cultures en hiver.

Le DRDAR procède actuellement à la sélection des villages et des ménages qui participeront à ce projet pilote.

La prochaine étape consistera à concevoir le système de stockage de l'eau, puis à mettre en place l'infrastructure nécessaire à l'irrigation des champs de la trentaine de ménages inclus dans le projet pilote. Les autorités de la province distribueront aussi gratuitement à ces derniers des plants d'arbres et de légumes. Selon M. Macanda, « les agriculteurs ont besoin de soutien économique pour améliorer leurs chances de réussite ».

Forum des champions masculins : Qui peut décider ?

Qui peut décider ?

Toutes les personnes présentes connaissent la réponse : les hommes.

« Les femmes sont considérées comme de simples exécutantes » explique Donald Kasongi, chercheur et analyste politique tanzanien qui s'emploie depuis des années à promouvoir l'intégration de la dimension de genre dans la gestion des ressources en eau transfrontalières, dont huit ans en tant que secrétaire général du Discours du bassin du Nil, qui est soutenu par CIWA.

M. Kasongi a participé à l'atelier virtuel du Forum des champions masculins organisé en juin 2023 par CIWA dans le cadre des efforts déployés par le programme pour faciliter la prise en compte de la dimension de genre dans la gestion des ressources en eau. Les participants avaient été choisis en raison de leur détermination à promouvoir l'égalité de genre et de leur expérience en ce domaine.

Ce programme pilote a été conçu par CIWA de manière à encourager un groupe d'hommes à faire évoluer les normes et les valeurs sociales liées au genre dans le contexte de la gestion et la mise en valeur des eaux transfrontalières, qui est un secteur dominé par les hommes et fortement influencé par des normes et des valeurs patriarcales.

CIWA est convaincu que mobiliser les hommes permettra de réaliser des changements en profondeur et que travailler directement avec des hommes visionnaires peut aider à surmonter la résistance manifestée par certains à l'attribution de rôles égaux aux femmes.

« Le problème », selon Assefa Gudina, point focal pour les questions de genre à ENTRO, est celui de la représentation des femmes dans le secteur de l'eau.

Dereje Gebremichael partage cet avis. « Le secteur de l'eau est dominé par les hommes. Tout commence par l'attitude des responsables (masculins) des organismes de bassin », explique ce responsable de l'acquisition de financements et de la planification pour EOC-DICAC, (Ethiopian Orthodox Church Development and Inter-church Aid Commission), qui travaillait auparavant pour le ministère éthiopien de l'Eau et de l'Énergie.

Les normes culturelles et sociales patriarcales renforcent le stéréotype selon lequel les femmes sont de simples utilisatrices de l'eau et non des personnes pouvant décider en toute autonomie de l'utilisation et de la gestion de cette ressource.

Le Forum des champions masculins de CIWA poursuit les objectifs suivants :

- Faire mieux prendre conscience de l'importance du rôle que les hommes peuvent jouer dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine des eaux transfrontalières.
- Identifier les mesures et les initiatives que les champions masculins peuvent prendre pour favoriser cette égalité au sein des institutions chargées de la gestion des eaux transfrontalières.
- Donner l'occasion aux champions masculins de prendre des initiatives individuelles et collectives pour donner aux femmes des possibilités de jouer un rôle plus important dans les processus décisionnels des institutions chargées de la gestion des ressources en eau transfrontalière.
- Renforcer la participation des femmes dans les processus de décisions.

Selon M. Gudina, pour assurer leur représentation, il est nécessaire d'accroître la proportion de femmes dans les programmes d'enseignement de la gestion des ressources en eau. M. Gudina estime également qu'il faut renforcer le réseau professionnel transfrontalier de l'eau pour permettre aux femmes de faire carrière.

Les hommes ont expliqué pourquoi ils avaient décidé de rejoindre le Forum des champions masculins.

M. Gebremichael reconnaît franchement que la promotion de l'égalité de genre présente certains avantages pour les hommes.

« Je veux participer au Forum des champions masculins pour renforcer l'autonomie des femmes au travail. Elles m'aideront dans mon travail et mes projets. »

Selon M. Gebremichael, l'égalité de genre renforce les communautés. « Celles-ci rendent toujours les hommes responsables de tout », explique-t-il. « Si je me fais le champion masculin de la justice entre les sexes, cela renforce la communauté. Alors, donnons aux hommes les moyens d'œuvrer en faveur de l'égalité de genre. »

Daniel Asrat, consultant en suivi et évaluation au ministère éthiopien de l'Eau et de l'Énergie, déclare que : « en tant que champion masculin, je représente mes trois filles. Je représente ma femme. Je représente mes sœurs et mes voisines ».

Les participants à l'atelier sont convenus des prochaines étapes, notamment la tenue de réunions mensuelles, l'élaboration d'un plan d'action pour cette initiative, le lancement d'une plateforme de médias sociaux et l'élargissement du réseau.



Participants à l'atelier pilote du Forum des champions masculins de CIWA organisé en juin 2023. © CIWA



04

PERSPECTIVES

Femme debout sur une pirogue sur le lac Nokoue (Bénin). © Alexander Bee

Perspectives

L'Afrique subsaharienne est en proie à des troubles politiques, à la violence et à la fragilité. Les efforts déployés par CIWA pour promouvoir une gestion concertée des eaux transfrontalières et atténuer les effets dévastateurs du changement climatique ainsi que les tensions ethniques et transfrontalières continuent donc d'être essentiels au développement économique et à l'instauration de la paix sur le continent. CIWA mène une action centrale dans le contexte de la nouvelle orientation stratégique de la Banque mondiale, qui met l'accent sur la durabilité, la résilience face aux chocs et l'inclusion, pour accomplir sa mission et promouvoir plus efficacement les biens publics mondiaux. La gestion transfrontalière de l'eau est un bien public régional et une condition préalable à l'obtention de plusieurs autres biens publics mondiaux essentiels, notamment la résilience face au changement climatique, la prévention des conflits et la préservation de la biodiversité. CIWA, qui est un fonds fiduciaire opérant de manière efficace, vise à continuer de développer ses activités et à les poursuivre à plus grande échelle pour contribuer au relèvement de ces défis mondiaux et accroître son impact dans les années à venir.

Depuis son lancement, CIWA s'efforce de traiter les causes et les effets du changement climatique sur la gestion des eaux transfrontalières et la sécurité hydrique au niveau régional. Au cours de l'exercice 2024, le programme effectuera une évaluation stratégique et un exercice de planification qui lui permettra de déterminer les possibilités de promouvoir la coopération et la mise en valeur des ressources en eau transfrontalière dans une optique d'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, ainsi que la proposition de valeur et les risques connexes, et suggérera les principaux domaines dans lesquels il pourrait intervenir à l'avenir.

Le programme régional de résilience climatique (RCRP) pour l'Afrique orientale et australe, lancé par la Banque mondiale en 2023 pour un montant de 382,4 millions de dollars, vise à améliorer la gestion des catastrophes liées à l'eau dans ces régions ainsi que la prévention, les interventions et la reconstruction à la suite de crises climatiques. CIWA complètera ce programme par un nouveau financement qui permettra de renforcer le dialogue régional et les connaissances pour une planification et une gestion durables des ressources en eau transfrontalières dans les pays participants (la phase 1 couvre le Soudan du Sud, Madagascar, les Comores et le Mozambique).

Cette opération de CIWA exécutée par la Banque mondiale permettra de définir les investissements prioritaires pouvant être financés dans le cadre du RCRP et de reprendre les activités dans les principaux bassins transfrontaliers d'Afrique australe, tels que l'Okavango et le Zambèze.

CIWA continuera de mener des activités dans ses domaines d'intervention prioritaires. Il élaborera un cadre relatif à la biodiversité qui permettra d'adopter une approche plus structurée et intégrée pour la prise en compte des questions de biodiversité et de conservation dans la conception et la mise en œuvre des activités et des initiatives du programme. Il publiera par ailleurs le cadre FCV qu'il a élaboré cette année pour aider les pays en situation de fragilité à faire face à de multiples défis.

Fort du succès de son projet pilote en Afrique de l'Est, CIWA élargira son nouveau Forum des champions masculins au cours du présent exercice. Il s'agira notamment d'élaborer un plan d'action pour promouvoir cette initiative, d'organiser des réunions mensuelles consacrées à la mise en œuvre de mesures liées au genre, de mener des actions de plaidoyer et de sensibilisation pour promouvoir le Forum et d'accroître le nombre de ses membres, ainsi que de lancer une plateforme de médias sociaux.

La plupart des activités menées par CIWA dans la région touchent à leur fin. Le programme a bien entendu des projets en réserve attendant un financement. CIWA a fait beaucoup avec des ressources limitées au cours des années, mais ne pourra pas continuer à progresser s'il n'obtient pas davantage de ressources. Comme l'a rappelé la Banque mondiale dans un récent blog^[1] « Investir dans l'eau, c'est soutenir les populations, la planète et l'économie — il s'agit d'un accélérateur essentiel pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement ». Les besoins d'investissement dans le secteur de l'eau à l'échelle mondiale dépassent 1370 milliards de dollars. Il faudra multiplier par six les volumes de financement par rapport aux niveaux actuels pour atteindre l'ODD 6 (eau potable et assainissement pour tous) d'ici à 2030. Toutefois, moins de 2 % des dépenses publiques sont consacrées à ce secteur et le niveau des investissements privés dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire reste tout aussi faible. »

CIWA se réjouit de la nouvelle contribution de 8 millions de livres sterling du ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement au programme. Il reste toutefois beaucoup à faire pour satisfaire les immenses besoins du continent. CIWA poursuivra donc ses efforts de collecte de fonds au cours des années à venir — et cherchera à obtenir une extension du Fonds fiduciaire après 2026 — pour le bien des populations d'Afrique.



Femme debout sur une pirogue sur le lac Nokoue (Bénin). © Alexander Bee

⁵⁹ <https://www.ciwaprogram.org/fr/blog/sowing-the-seeds-of-change-to-solve-the-water-crisis/>



05 ANNEXES

Pêcheurs Wagenia contrôlant le filet en bois au milieu des rapides des chutes Stanley, République démocratique du Congo. © guenteguni

Annexes

Annexe 1 — Portefeuille

L'annexe 1 présente la répartition du portefeuille¹ de CIWA par catégorie de financement, de partenaire, d'engagement (géographique) et de résultat prioritaire. Les principaux points à retenir sont :

1

La répartition du portefeuille de CIWA par type de financement montre que la part des fonds exécutés par des bénéficiaires (FF-bén) reste de l'ordre de 70 % à 75 %.

2

La part des allocations aux organismes de bassin régionaux reste élevée, mais accuse une baisse de 10 % (de 74 % à 64 % des allocations cumulées). Comme indiqué l'année dernière, cette baisse est compensée par une légère augmentation des financements accordés par CIWA aux institutions nationales, notamment en Somalie et au Soudan du Sud, ainsi qu'aux communautés économiques régionales (SADC et IGAD).

3

Le bassin du Nil reste l'un des principaux bénéficiaires des allocations de CIWA. La répartition des allocations par bassin reste inchangée.

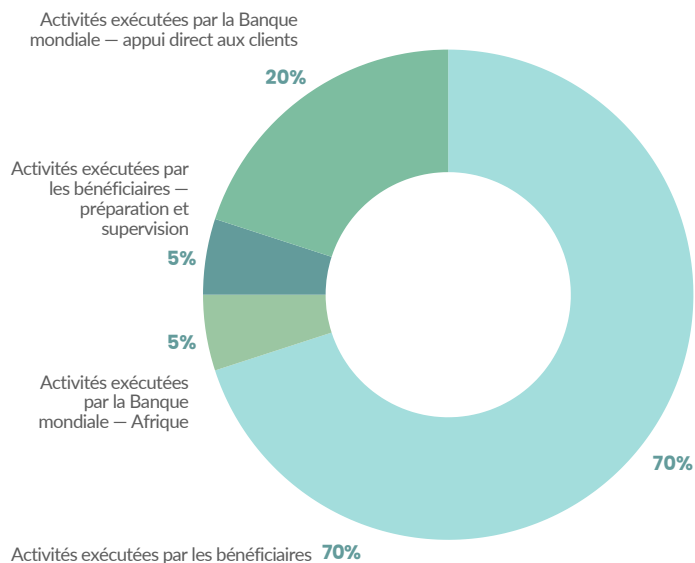
4

CIWA a poursuivi la réorientation de ses investissements entreprise durant l'exercice précédent en faveur d'infrastructures plus petites axées sur la nature, comme en témoigne l'évolution des résultats prioritaires.

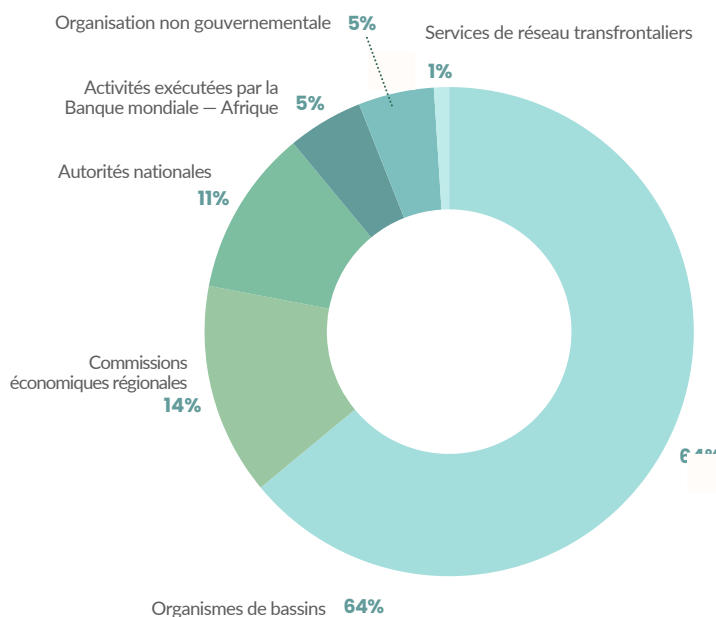
Le graphique A1.1 montre que les financements de type FF-bén. restent majoritaires. Les deux financements de type FF-bén. en cours sont le projet NCCR et la deuxième phase du projet pour la gestion des eaux souterraines de la SADC. Les financements de type FF-bén. représentent 71 % du portefeuille cumulé, soit une proportion à peu près équivalente à celle de l'exercice 2022. Les financements destinés à la préparation et à la supervision demeurent de l'ordre de 6 %.

Le graphique A1.1 montre que le portefeuille cumulé de CIWA réunit des institutions régionales très diverses. La majorité (64 %) des clients obtenant des financements au titre d'activités exécutées par les bénéficiaires et des partenaires d'assistance technique sont des organismes de bassins fluviaux. Cette répartition témoigne de la volonté de CIWA d'apporter un soutien durable à long terme aux organisations régionales tout en diversifiant l'aide apportée à de nouveaux types de partenaires. Cette année, CIWA a ajouté la Commission des bassins du Buzi, du Pungwe et de la Save (BuPuSa), formée par le Mozambique et le Zimbabwe.

Graphique A1.1 Répartition par catégorie de financement



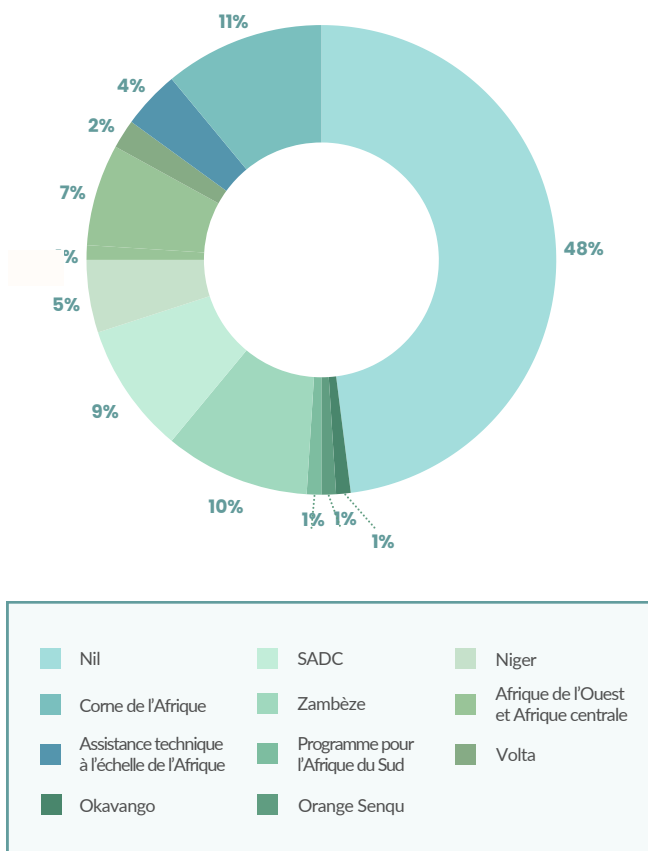
Graphique A1.2 Répartition par catégorie de partenaire



Le graphique A1.3 présente toutes les allocations. CIWA travaille dans toutes les régions d'Afrique subsaharienne : la part des financements alloués au bassin du Nil représente environ 48 % du portefeuille, celle de l'Afrique australe 22 %, celle de la Corne de l'Afrique 11 % et celle de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale 14 % (le solde des allocations concerne l'assistance technique assurée à l'échelle de l'Afrique). CIWA s'efforce actuellement de relancer les activités dans les bassins prioritaires à mesure que des fonds se libèrent. Il importe de noter que le financement du projet en réserve RCRP est actuellement classé sous la catégorie Assistance technique à l'échelle de l'Afrique.

¹ L'analyse de la répartition effectuée chaque année porte sur des données cumulées, sauf indication contraire, et tient compte des montants alloués aux réserves de projets, dont la liste figure dans le tableau A4.5 du rapport annuel de CIWA. Une mise en garde s'impose en ce qui concerne les données longitudinales de répartition en raison des changements susceptibles d'intervenir dans la réserve de projets (malgré leur approbation par le Comité consultatif) et des changements majeurs qui peuvent se produire dans un pays.

Graphique A1.3 Répartition par engagement



Le **graphique A1.4** présente les allocations cumulées du portefeuille de CIWA par résultat prioritaire (projets en réserve inclus). Les financements accordés par CIWA aux grandes infrastructures sont restés à 12 %. Les investissements dans les petites infrastructures axées sur la nature sont passés de 14 à 17 % et l'appui aux systèmes institutionnels et d'information représente désormais 71 %.

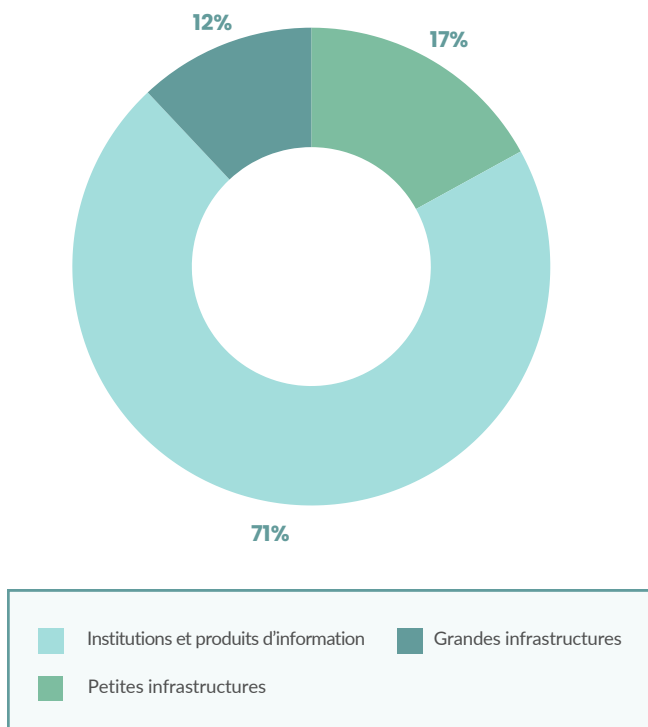
Annexe 2 — Cadre de résultats

Le rapport annuel de CIWA rend compte chaque année des progrès enregistrés en direction des cibles indiquées dans son cadre de résultats en présentant des données quantitatives et qualitatives sur les réalisations des activités qu'il finance. Les données concernant les indicateurs de résultats et les cibles sont en général présentées sous forme cumulée, le rapport principal a toutefois un caractère plus descriptif et l'annexe 2 précise la manière dont certains projets contribuent à la réalisation des cibles. Les indicateurs pour l'objectif de développement du programme (ODP) et les résultats intermédiaires sont définis au niveau du programme et calculés par agrégation des résultats des projets financés par CIWA. Les progrès réalisés en direction de l'ODP (renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat) sont mesurés par : i) le montant des investissements mobilisés et ii) le nombre de personnes devant bénéficier directement de ces derniers (mobilisés ou susceptibles de l'être). Le **tableau A2.1** répertorie les projets d'investissement qui pourraient être induits par le programme lorsque les études préparatoires permettent d'estimer le montant de l'investissement et le nombre de bénéficiaires du projet. Le **tableau A2.2** présente les projets d'investissement catalysés par CIWA pour lesquels des ressources ont été mobilisées. Le montant des investissements est cumulé et mis à jour chaque année. CIWA indique les cibles établies pour les années à venir sur la base de la réserve de projets existant. Le **tableau A2.3** présente les cibles pour l'exercice 2024 et les valeurs agrégées de l'exercice 2023.

Trois nouveaux indicateurs ont été intégrés cette année au cadre de résultats suite à la dernière évaluation à mi-parcours du programme :

- Nombre de parties prenantes (y compris les communautés et le secteur privé) ayant reçu une formation pour améliorer la préservation de la biodiversité ou la gestion des ressources naturelles.
- Nombre de femmes formées occupant des postes hautement ou moyennement qualifiés et/ou des postes de direction.
- Opérations de la Banque mondiale éclairées par les financements de CIWA.

Graphique A1.4 Répartition par résultat prioritaire (2023)



Globalement, comme pour l'exercice 2022, CIWA a dépassé la cible fixée pour le nombre de bénéficiaires des investissements catalysés par le programme, mais n'a pas atteint celles concernant le montant des investissements. Il convient de noter que le nombre de bénéficiaires de l'investissement de préaisabilité du BASM indiqué par les estimations est beaucoup plus élevé que prévu durant l'exercice 22 (en raison de l'élargissement du champ d'application). Par ailleurs, comme le suggèrent les rapports annuels précédents, le ratio du nombre de bénéficiaires à la valeur monétaire des investissements dans les projets axés sur la nature ou les projets hybrides dans le domaine de l'eau pourrait être sensiblement différent de ce qu'il est pour les grands barrages, que visaient jusqu'à présent en priorité les investissements de CIWA. Il semble que les investissements dans les eaux souterraines influencés par CIWA aient une plus grande valeur proportionnelle que les investissements dans les grands barrages. Ce résultat est conforme aux attentes de CIWA. Il est en outre possible que les investissements dans les eaux souterraines se prêtent mieux à un changement d'échelle que ceux dans le stockage d'eau en surface.

Tableau A2.1. Investissements pouvant être catalysés par CIWA

INVESTISSEMENT MOBILISÉS	RÔLE DE CIWA	VALEUR ESTIMÉE DES INVESTISSEMENTS EN COURS (USD, MILLIARDS)	NOMBRE ESTIMÉ DE BÉNÉFICIAIRES POSSIBLES (MILLIONS)	AVANTAGES PRÉVUS
Investissement dans des forages et puits au Sahel ²	Ajouté en 2022 ; Initiative sur les eaux souterraines au Sahel. A influé sur le projet d'investissement PRASP2.	0,008	12	Pas encore disponible
Investissement dans le bassin aquifère sénégal-mauritanien ³	Added 2022; Sahel Groundwater Initiative	0,210	36,6	Pas encore disponible
Projet pilote dans l'aquifère de Merti (Kenya et Somalie)	Réalisation d'une étude de faisabilité ; Initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique (exercice 2021).	0,004 78	0,030 4	Renforcement de la résilience et développement économique.
Aquifère transfrontalier de Khakea (Afrique du Sud et Botswana)	Réalisation de plans de gestion. Projet SADRI (exercice 2021).	Pas encore disponible	Pas encore disponible	Amélioration de la préservation de la biodiversité et gestion durable des eaux souterraines.
Investissement dans le bassin du Nil (14)	Soutien de N CORE et du programme de soutien au bassin du Nil pour permettre à l'IBN de faciliter les activités de coopération telles que l'amélioration de la planification et de la gestion intégrée des ressources en eau, ainsi que l'identification et la préparation d'investissements concertés importants pour la région.	6,936	7	Augmentation de l'approvisionnement en eau, accroissement de la production d'électricité, amélioration de la gestion des bassins versants, développement de l'irrigation.
Transfert d'eau des hauts plateaux du Lesotho vers le Botswana	Financement d'une étude des coûts et des avantages du transfert d'eau et des possibilités de stimuler la coopération.	0,8	2	Augmentation de l'approvisionnement en eau, revenus supplémentaires.
Programme d'amélioration des moyens de subsistance dans le bassin Cubango-Okavango	Soutien à l'analyse des opportunités d'investissements multisectoriels en vue de la mise en place de programmes d'investissement à long terme et d'amélioration des moyens de subsistance. Poursuite de l'appui à la préparation de l'étape suivant l'analyse.	0,9	Pas encore disponible	Augmentation des revenus, accès à l'eau, aux services d'assainissement et à une énergie durable, mesures visant à lutter contre la faim et la maladie, et promotion de la parité femmes-hommes, de l'éducation et de la durabilité dans le domaine de l'environnement.
Investissement dans le sous-bassin de Lwapula	Exploration des possibilités de modalités de coopération juridique et institutionnelle pour une future Autorité du fleuve Lwapula. Actualisé pendant l'exercice 2021.	2,17	8,4 ⁴	Augmentation de la production d'électricité.
TOTAL		11,03 milliards de dollars	54 millions de personnes	

^{2,3} Mise à jour 2023⁴ Le nombre de bénéficiaires est basé sur la production projetée de 4 420 GWh/an en moyenne et sur la consommation moyenne en Afrique subsaharienne et la demande intérieure d'environ 35 %.

Tableau A2.2. Investissements mobilisés,⁵ catalysés avec l'appui de CIWA

INVESTISSEMENT MOBILISÉS	RÔLE DE CIWA	VALEUR ESTIMÉE DES INVESTISSEMENTS EN COURS (USD, MILLIARDS)	NOMBRE ESTIMÉ DE BÉNÉFICIAIRES POSSIBLES (MILLIONS)	AVANTAGES PRÉVUS
Projet d'investissement pour la résilience climatique du bassin du fleuve Niger	Tenue de consultations techniques et politiques pour l'élaboration du plan d'investissement.	0,2	4,0	Moyens de subsistance ruraux, systèmes d'alerte précoce et d'information climatique, résilience climatique.
Barrage de Kandadji	Appui aux travaux d'analyse des meilleures pratiques en matière de réinstallation.	1,0	1,0	Augmentation de la production d'électricité, développement de l'irrigation, création d'emploi.
Barrage de Kariba	Études sur la réhabilitation du barrage à l'origine de la décision d'investir dans le renforcement de la sécurité et de la fiabilité.	0,294	3,0	Augmentation de la production d'électricité, réduction des risques, et prévention de catastrophes.
Projet hydroélectrique de la Gorge de Batoka.	Analyse des implications financières de l'investissement et facilitation des négociations pour examiner les conclusions et encourager le renouvellement du projet. Réalisation de nouvelles études d'ingénierie et préparation de l'investissement.	4,0	6,0	Augmentation de la production d'électricité.
Projet de réhabilitation du lac Tchad (basé sur le Plan d'action pour le développement et la résilience climatique du lac Tchad)	Appui à la formulation du plan d'action afin de mettre en œuvre les investissements prévus dans le cadre du projet de résilience climatique.	0,17	0,213	Moyens de subsistance ruraux, résilience climatique.
Projet de développement durable du lac Tchad (PRODEBALT)	Réalisation d'analyses et d'études de projet.	0,021 au total (dont 0,0094 de la Banque mondiale)	0,022	200 microprojets de développement des moyens de subsistance ruraux et amélioration de la gestion des ressources en eau.
Projet Biosphère et patrimoine du lac Tchad (BIOPALT)	Réalisation d'analyses et d'études de projet.	0,0065	3,0	Biodiversité et dépollution de l'écosystème.
Première phase de dons subsidiaires de SADC-GMI (9)	Réalisation d'analyses diagnostiques transfrontalières et planification d'actions stratégiques conjointes, réunion des parties prenantes.	0,0014	0,155	Neuf investissements dans huit pays. Exploitation des aquifères ; forages, pompes et installation d'équipements de surveillance ; stockage de l'eau.
Investissement dans le bassin du Nil (7)	Réalisation d'études de pré faisabilité (évaluation de reconnaissance) des caractéristiques du projet et coordination de la mobilisation des ressources, de l'appui institutionnel et/ou facilitation de la participation des parties prenantes.	0,648	2,07	Données hydrologiques et météorologiques ; stockage de l'eau ; irrigation ; production d'électricité ; pêcheries.
TOTAL		6,34 milliards de dollars	19,46 millions de personnes	

⁵ Les investissements mobilisés font référence à l'ensemble des investissements prévus et effectifs intégrés dans un processus de planification financière formel et public ou vérifiable. Les investissements potentiels sont ceux qui ont fait l'objet d'études de faisabilité ou d'études de pré faisabilité, mais qui ne sont pas encore inclus dans des processus de planification financière vérifiables. CIWA peut catalyser un projet en facilitant le dialogue sur l'investissement, les études exploratoires ou l'identification du projet, n'importe quelle étape de la préparation du projet ou en contribuant à une analyse liée à cette étape, la négociation d'une transaction et/ou la mobilisation des ressources.

Objectifs de développement du programme (ODP) : Renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat.

Indicateur 1 de l'ODP : Financements en dollars des États-Unis mobilisés pour des projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA.

Cible pour l'exercice 2023 : 14 milliards de dollars pour financer la gestion et la mise en valeur concertées des investissements potentiels dans les eaux transfrontalières induits par CIWA ; 7 milliards de dollars pour financer la gestion et la mise en valeur concertées des investissements dans les eaux transfrontalières mobilisés avec l'appui de CIWA.

Réalisations pour l'exercice 2023 :

- **Total** — 17,37 milliards de dollars
- **Potentiel** — 11,03 milliards de dollars
- **Mobilisés** — 6,34 milliards de dollars

Aucun changement n'a été enregistré pour les investissements mobilisés grâce à l'appui de CIWA. En revanche le montant des investissements potentiels a été modifié pour le Sahel en raison de l'initiative sur les eaux souterraines au Sahel. Comme les études de faisabilité pour d'autres investissements induits par CIWA sont encore en cours, les valeurs indiquées sont sous-estimées.

Indicateur 2 de l'ODP : Nombre de personnes bénéficiant directement de l'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau dans les bassins ciblés grâce aux projets soutenus par CIWA.

Cible pour l'exercice 2023 : 40 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA.

Réalisations pour l'exercice 2023 :

- **Total** — 73,50 millions de personnes
- **Potentiel** — 54 millions
- **Mobilisés** — 19,46 millions

Comme pour l'indicateur 1, aucun changement n'a été enregistré pour les investissements mobilisés grâce à CIWA. Par contre, le nombre de bénéficiaires des investissements potentiels a été ajusté pour le Sahel en raison de l'initiative sur les eaux souterraines au Sahel, pour atteindre 78 millions de personnes (contre un objectif révisé de plus de 36 millions de personnes et un objectif initial de 17 millions de bénéficiaires des investissements potentiels dans le bassin aquifère sénégal-mauritanien [BASM]).

Résultat intermédiaire 1. Renforcement de l'intégration et de la coopération régionales

Indicateur 1 du résultat intermédiaire : Nombre d'institutions transfrontières pertinentes renforcées en vue d'améliorer la coopération régionale

Cible pour l'exercice 2023 : institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales.

Réalisations pour l'exercice 2023 : 20 institutions régionales pertinentes :

ABN, ABV, Commission des bassins BuPuSa, CBLT, Comité mixte de gestion du parc Pafuri-Sengwe, Conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, CUVECOM, CEDEAO, IBN, IGAD, LVBC, LIMCOM, NBD, OKACOM, ORASECOM, SADC-GMI, SAPP, secrétariat de la SADC, ZAMCOM et ZRA ont mis en œuvre des projets ou des activités depuis la création de CIWA. Au cours de l'exercice 2023, la Commission des bassins BuPuSa a été incluse dans le cadre de la deuxième phase du projet SADC-GMI.

Ces institutions interviennent dans le bassin du Nil, le bassin du lac Victoria, le bassin du lac Tchad et les bassins d'eaux souterraines en Afrique australe, en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale.

Indicateur 2 du résultat intermédiaire : Nombre d'analyses stratégiques et de produits du savoir utilisés pour exposer les raisons d'être de la coopération, les besoins et les difficultés.

Réalisations pour l'exercice 2023 : 20 nouvelles analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération

FY23 Actual: 128 analyses stratégiques ont été réalisées au total dont 18 durant l'exercice 2023. Le nombre total cumulé enregistré pour l'année précédente était de 110 analyses stratégiques. Ces dernières mettent en évidence les raisons d'être de la coopération en présentant des scénarios de résilience climatique, les avantages de l'harmonisation des législations, des informations sur les ressources en eaux souterraines, ainsi que sur les inondations et les sécheresses régionales, la production d'électricité, etc. Veuillez vous référer au site Web de CIWA pour obtenir une liste complète des analyses stratégiques soutenues par CIWA.⁶

SADRI — nouvelles analyses stratégiques réalisées durant l'exercice 2023 :

- **SADRI Cities Urban Drought TTL Toolkit (en anglais).**

<https://documents.banquemonddiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/099105212232225118/p1748560abad2a0209f20042479c1ffb9f>

- **Analytical Work to Fill Knowledge Gaps in Water Production, Use, and Governance in the GLTFCA Pafuri-Sengwe Node**

<https://documents.banquemonddiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/099072523113599042/p1748710408cf600c0927103b20d011d3d4>

- **Land Use Suitability and Hydrological Assessment for Irrigated Agriculture in Eastern Cape Province.**

<https://documents.banquemonddiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/099072523113536148/p174871050af12050b8c507a384e3b476c>

⁶ <https://www.ciwaprogram.org/fr/ressources/>

- **Technical Note on Homestead Farm-ponds for Micro-scale Irrigation (en anglais)**

<https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/099072523113560138/p1748711df0f8bf819eea1419419789121d0ed447342>

- **Watershed Investment Opportunities in Eastern Cape Province.**

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099072523113529007/pdf/P17487109c20f20a20b0af0a9b7ddb80703.pdf>

- **Watershed Investments for the Upper Umzimvubu Catchment.**

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099072523113535540/pdf/P1748710b9a8010509e2504b4ce0fc05c3.pdf>

- **The Role of Strategic Grain Reserves in Enhancing Food Security in Zambia and Zimbabwe.**

<https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/729811624275553286/the-role-of-strategic-grain-reserves-in-enhancing-food-security-in-zambia-and-zimbabwe>

- The Sudan Investment Benefits from the Nile Basin Cooperation (en anglais)

<https://www.nilebasin.org/nelsap/index.php/en/media-items/press-releases/115-sudan-benefits-from-the-nile-basin-cooperation-fin/file>

- DR Congo Investment Benefits from the Nile Basin Cooperation (en anglais)

<https://www.nilebasin.org/nelsap/index.php/en/media-items/press-releases/116-dr-congo-investment-benefits-from-nile-basin-cooperation-english/file>

- Eastern Nile Flood Early-Warning and National Flood Impact Assessment Reports (en anglais)

Résultat intermédiaire 2. Renforcement de la gestion des ressources en eau

Indicateur 3 du résultat intermédiaire : Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes ayant accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités pour renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement

Cible pour l'exercice 2023 : 11 institutions in at least five basins using improved analytic tools, knowledge products, data, forecasting, and/or capacity for improved water and climate risk management or investment operation coordination.

Réalisations pour l'exercice 2023 : Au total, 13 institutions pertinentes — ABN, CBLT, CEDEAO, Comité mixte de gestion du parc Pafuri-Sengwe, Conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, IBN, IGAD, LVBC, NBD, OKACOM, SADC-GMI, SAPP et ZRA — ont mis en œuvre des projets qui améliorent l'accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou accroissent les capacités pour renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement.

Au cours de l'exercice 2023, six institutions régionales ont eu accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou à de plus amples capacités de traitement des données grâce au soutien de CIWA : Comité mixte de gestion du parc Pafuri-Sengwe, Conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, IBN, IGAD, LVBC et SADC-GMI.

Indicateur 4 du résultat intermédiaire : Nombre de parties prenantes (y compris les communautés et le secteur privé) ayant reçu une formation pour améliorer la préservation de la biodiversité ou la gestion des ressources naturelles.

Cet indicateur apparaît pour la première fois dans ce rapport annuel. Aucune opération n'a encore produit de résultats pertinents. Les données présentées, qui ne constituent pas un objectif, établissent une référence.

Cible pour l'exercice 2023 : N / D
FY23 Actual: 0

Initiative sur la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad :

- The role of Civil Society Organizations (CSOs) in the water sector in Lake Chad Basin (en anglais)
- Renforcement du réseau d'observation du Lac Tchad et de sa gestion
- Climate, Water, and Conflict: Lake Chad Water Security Resilience Assessment (en anglais)

Coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil :

- Quarterly NBI Technical Bulletins and Drought Monitoring and Forecasting Drought Bulletins (en anglais)
- NBI Capacity Building Strategy (en anglais)
- Report on Leveraging NBI Platforms for Cooperation (Awaiting adoption by governance) (en anglais)
- Ethiopia Investment Benefits from the Nile Basin Cooperation (en anglais) : :
 - <https://www.nilebasin.org/nelsap/index.php/en/media-items/press-releases/105-june-2022-ethiopia-investment-benefits-from-nbi-cooperation/file>
- South Sudan Investment Benefits from the Nile Basin Cooperation (en anglais)
 - <https://www.nilebasin.org/nelsap/index.php/en/media-items/press-releases/105-june-2022-ethiopia-investment-benefits-from-nbi-cooperation/file>

Résultat intermédiaire 3. Renforcement de la mise en valeur des ressources en eau

Indicateur 5 du résultat intermédiaire : Nombre d'opportunités d'investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA

Cible pour l'exercice 2023 : 46 investment opportunities with regional benefits that have been advanced through CIWA support.

Réalisations pour l'exercice 2023 : 44 projets d'investissement doivent donner lieu à des opérations en cours (44 communiqués antérieurement). Les opérations de CIWA ont catalysé des possibilités d'investissement dans le bassin du Nil, le Sahel, la Corne de l'Afrique, la SADC et d'autres régions. De nouveaux investissements dans les eaux souterraines au Sahel ont été inclus au cours de l'exercice 2022 (voir les tableaux 1 et 2 de la présente annexe), mais aucun n'a été ajouté ou retiré durant l'exercice 2023.

Indicateur 6 : Conception ou préparation de nouvelles opérations de la Banque mondiale éclairées par les financements de CIWA.

Cible pour l'exercice 2023 : N / D

Réalisations pour l'exercice 2023 :

OPÉRATIONS DE CIWA	AYANT ÉCLAIRÉ LES OPÉRATIONS DE LA BANQUE MONDIALE
NCORE (P130694), NCCR (P172848)	Programme régional de résilience climatique pour l'Afrique orientale et australe (P180171) ; 384 millions de dollars
SADRI (P173007)	Programme régional de résilience climatique pour l'Afrique orientale et australe (P180171) ; 384 millions de dollars
Initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique (P169078), Renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique (P172358), Renforcement de la gestion des ressources en eau transfrontalières (P167749)	Contribution des eaux souterraines à la résilience dans la Corne de l'Afrique (P174867) ; 385 millions de dollars/Pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) (P178786) ; 5 millions de dollars

OPÉRATIONS DE CIWA	AYANT ÉCLAIRÉ LES OPÉRATIONS DE LA BANQUE MONDIALE
Qualité de l'eau des Grands Lacs (P172554), NCORE (P130694)	Promoting Livable and Productive Lake Victoria Basin Communities through Lake Wide Inclusive Sanitation (P179977); \$150k
Projet de gestion du bassin du fleuve Niger (P149714)	Projet de Kandadji (P130174) ; 408 millions de dollars
NCORE (P130694), Participation de la société civile au renforcement de la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil (P132448)	Projet hydroélectrique régional des chutes de Rusumo (P075941) ; 347 millions de dollars
P143546 Projet de gestion du bassin du Zambèze, Projet de développement du bassin du Zambèze (P133380)	Projet de rénovation du barrage de Kariba (P146515) ; 95 millions de dollars
NCORE (P130694)	Projet d'irrigation pour la résilience climatique (ICRP) (P163836) ; 170 millions de dollars
Analyse des opportunités d'investissements multisectoriels à Okavango (P150383)	RECLIMA (P177004) ; 300 millions de dollars
Pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) (P178786)	Deuxième phase du programme régional de mise en valeur des eaux souterraines pour la résilience de la Corne de l'Afrique (P179833)
Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC (P127086)	Deuxième phase du projet de gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC (P175355) ; 9 millions de dollars
Dialogue sur l'action à mener dans le bassin du lac Tchad (P144568)	Initiative sur la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad (P176378) ; 1 million de dollars

OPÉRATIONS DE CIWA	AYANT ÉCLAIRÉ LES OPÉRATIONS DE LA BANQUE MONDIALE
Dialogue sur l'action à mener dans le bassin du lac Tchad (P144568)	Projet de redressement et de développement de la région du lac Tchad (P161706) ; 170 millions de dollars
Improving Water Resources Management in West and Central Sahel (P173152)	Projet pour la sécurité hydrique au Burkina Faso (P177094) ; 150 millions de dollars
Améliorer la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental (P173152)	Initiative pour la sécurité hydrique dans le Sahel occidental (P179448) ; 300 millions de dollars
Améliorer la gestion des ressources en eau dans le Sahel occidental (P173152)	Projet d'appui à la sécurité hydrique et à l'assainissement en Côte d'Ivoire (P177118) ; 250 millions
Initiative sur les eaux souterraines au Sahel (P175105)	Projet de plateforme intégrée pour la sécurité hydrique au Niger (Niger-IWSP) (P174414) ; 400 millions de dollars
Initiative sur les eaux souterraines au Sahel (P175105)	Premier financement à l'appui des politiques de développement en faveur d'une croissance résiliente et du renforcement du capital physique et du capital humain (P178423) ; 375 millions de dollars
Initiative sur les eaux souterraines au Sahel (P175105)	Projet de soutien à l'Initiative pour l'irrigation au Sahel (P154482) ; 176 millions de dollars
Initiative sur les eaux souterraines au Sahel (P175105)	Deuxième phase du projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRASP2) (P173197) ; 4 millions de dollars

Indicateur 7 du résultat intermédiaire : Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes qui ont amélioré leur approche pour la planification d'investissements durables⁷ et la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.

Cible pour l'exercice 2023 : Six institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche pour la planification d'investissements durables et la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.

Réalisations pour l'exercice 2023 : Au total, dix institutions régionales (ABN, CBLT, Comité mixte de gestion du parc Pafuri-Sengwe, Conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, IBN, IGAD, secrétariat de la SADC, SADC-GMI, SAPP et ZRA) ont des projets en cours contribuant à l'amélioration de l'approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées. Les institutions suivantes ont reçu un soutien de CIWA pour la planification d'investissements durables :

Résultat intermédiaire 4. Renforcement de la coordination et de la participation des parties prenantes

Indicateur 8 du résultat intermédiaire : Nombre de bassins bénéficiant d'un renforcement de la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; pourcentage d'engagements dans le cadre desquels la participation accrue des parties prenantes appuie explicitement la prise en compte de la question de la parité femmes-hommes durant la conception et la mise en œuvre des activités de gestion et de mise en valeur des ressources en eau.

Cible pour l'exercice 2023 : Sept bassins ont renforcé la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements appuient explicitement la prise en compte de la question de la parité femmes-hommes durant la conception et la mise en œuvre de l'activité

Réalisations pour l'exercice 2023 : Plus de huit organismes de bassin (aquifère de Merki, Limpopo, Nil, Niger, Volta, bassin du lac Tchad, Zambèze et zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo) ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation et la coordination des parties prenantes. Au cours de l'exercice 2023, SADRI a inclus les sous-bassins du Great Kei, du Tsitsa, du Mbashe, du Mthatha, de l'Umzimvubu et du Mtamvuna en Afrique du Sud. Le programme pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) couvre aussi désormais les bassins d'eau souterraine des zones frontalières de la Corne de l'Afrique. L'ABN, l'ABV, le Comité mixte de gestion du parc Pafuri-Sengwe, le Conseil conjoint de gestion de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo, l'IBN, le NBD, la SAPP et la ZRA ont formulé des stratégies claires entre autres pour leurs communications, la participation des parties prenantes, la parité femmes-hommes et/ou d'autres stratégies qui contribuent à améliorer cette parité en intégrant l'autonomisation des femmes dans toutes les activités de gestion de l'eau, de renforcement des capacités, de formation et de développement.

Indicateur 9 du résultat intermédiaire : Nombre de bassins pour lesquels le volume des données sur la gestion et la mise en valeur des ressources en eau disponibles dans le domaine public a augmenté.

Cible pour l'exercice 2023 : Le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté pour six bassins.

Réalisations pour l'exercice 2023 : Les opérations de CIWA dans 6 bassins — le Nil, le Niger, le lac Tchad, le lac Victoria, le Zambèze et la région de la SADC — ont contribué à améliorer la gestion des ressources en eau, les données climatiques et les informations sur la mise en valeur de l'eau disponibles dans le domaine public. Les sous-bassins de la SADC sont les bassins du Great Kei, du Mbashe, du Mthatha, de l'Umzimvubu et du Mtamvuna.

Indicateur 10 du résultat intermédiaire : Nombre de femmes formées occupant des postes hautement ou moyennement qualifiés et/ou des postes de direction

Cet indicateur apparaît pour la première fois dans ce rapport annuel. Aucune opération n'a encore produit de résultats pertinents. Les données présentées, qui ne constituent pas un objectif, établissent une référence.

Cible pour l'exercice 2023 : N / D

Réalisations pour l'exercice 2023 : 113 femmes occupant des postes d'encadrement de niveau intermédiaire ou élevé et/ou des postes de direction ont participé à des formations. Le projet pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) et NCCR ont contribué à l'obtention de ces résultats durant l'exercice 2023.

Tableau A2.3 Cadre de résultats et suivi de CIWA – Actualisé en septembre 2023

IMPACT : RENFORCER LA CROISSANCE DURABLE RÉILIENTE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE								
INDICATEUR	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022	Ex. 2023	Ex. 2024
Objectifs de développement du programme : Renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat.								
i) Financements en dollars des États-Unis mobilisés pour des projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA. Valeur de référence : 0 milliard de dollars (valeur des projets catalysés par CIWA).	CIBLE							
	Cible : 9 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA).	Cible : 9 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA).	Cible : 10 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA).	Cible : 10 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA).	Cible : 12 milliards de dollars d'investissement pour financer les projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA.	Cible : 14 milliards de dollars d'investissement pour financer les projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA.	Cible : 14 milliards de dollars d'investissement pour financer les projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA.	Cible : 14 milliards de dollars d'investissement pour financer les projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA.
	RÉALISATIONS							
	Réalisations : 7,9 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 5,0 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 10,6 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,4 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 11,2 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,2 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 10,5 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 11,7 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 11,7 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 11,2 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 11,2 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.

INDICATEUR	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022	Ex. 2023	Ex. 2024
ii) Nombre de personnes bénéficiant directement de l'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau dans les bassins ciblés grâce aux projets soutenus par CIWA. Valeur de référence : 0 bénéficiaire direct	CIBLE							
	Cible : 120 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA).	Cible : 30 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA).	Cible : 40 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA).	Cible : 50 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA).	Cible : 30 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA.	Cible : 35 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA.	Cible : 40 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA.	Cible : 45 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA.
	RÉALISATIONS							
	Réalisations : 41,2 millions de bénéficiaires directs potentiels ; 11,5 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 4,7 millions de bénéficiaires directs potentiels ; 12,15 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 10,8 millions de bénéficiaires directs potentiels ; 16,1 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 9,5 millions de bénéficiaires directs potentiels ; 19,46 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 17,4 millions de bénéficiaires directs potentiels ; 19,46 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 34,4 millions de bénéficiaires directs potentiels ; 19,46 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 78 millions de bénéficiaires directs potentiels ; 19,46 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 78 millions de bénéficiaires directs potentiels ; 19,46 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés.

INDICATEUR	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022	Ex. 2023	Ex. 2024	
Résultat intermédiaire 1. Renforcement de l'intégration et de la coopération régionales									
<p>i) Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes renforcées en vue d'améliorer la coopération régionale. Valeur de référence : 0 institution renforcée.</p>	CIBLE								
	Cible : 8 institutions pertinentes ayant des projets ou des activités en cours.	Cible : 8 institutions pertinentes ayant des projets ou des activités en cours.	Cible : 8 institutions pertinentes ayant des projets ou des activités en cours.	Cible : 8 institutions pertinentes ayant des projets ou des activités en cours.	Cible : 12 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales.	Cible : 12 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales.	Cible : 12 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales.	Cible : 12 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales.	Cible : 12 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales.
	RÉALISATIONS								
	Réalisations : 7,9 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 5,0 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 10,6 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 5,0 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 11,2 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 5,0 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 10,5 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 5,0 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 11,7 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 5,0 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 11,7 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 5,0 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 11,2 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 5,0 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 11,2 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 5,0 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.	Réalisations : 11,2 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés ; 5,0 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés.
<p>ii) Nombre d'analyses stratégiques et de produits du savoir utilisés pour exposer les raisons d'être de la coopération, les besoins et les difficultés. Valeur de référence : 0 analyse stratégique réalisée par CIWA</p>	CIBLE								
	Cible : 18 analyses stratégiques réalisées.	Cible : 20 analyses stratégiques réalisées.	Cible : 20 analyses stratégiques réalisées.	Cible : 20 analyses stratégiques réalisées.	Cible : 20 analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération.	Cible : 20 analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération.	Cible : 20 analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération.	Cible : 20 analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération.	Cible : 20 analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération.
	RÉALISATIONS								
	Réalisations : 23 analyses stratégiques réalisées.	Réalisations : 26 analyses stratégiques réalisées.	Réalisations : 36 analyses stratégiques réalisées.	Réalisations : 49 analyses stratégiques réalisées et utilisées.	Réalisations : 33 analyses stratégiques réalisées et utilisées.	Réalisations : 28 analyses stratégiques réalisées et utilisées.	Réalisations : 18 analyses stratégiques réalisées et utilisées.	Réalisations : 18 analyses stratégiques réalisées et utilisées.	Réalisations : 18 analyses stratégiques réalisées et utilisées.

INDICATEUR	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022	Ex. 2023	Ex. 2024	
Résultat intermédiaire 2. Renforcement de la gestion des ressources en eau									
<p>i) Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes ayant accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou la capacité d'améliorer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau et la coordination des opérations d'investissement</p> <p>Valeur de référence : 0 institution fait usage des outils, des données et de la capacité renforcée avec l'appui de CIWA.</p>	CIBLE								
	<p>Cible : 7 institutions pertinentes ont des projets en cours qui améliorent la gestion des risques liés au climat ou à l'eau et/ou la coordination des opérations d'investissement.</p>	<p>Cible : 7 institutions pertinentes ont des projets en cours qui améliorent la gestion des risques liés au climat ou à l'eau et/ou la coordination des opérations d'investissement.</p>	<p>Cible : 7 institutions pertinentes ont des projets en cours qui améliorent la gestion des risques liés au climat ou à l'eau et/ou la coordination des opérations d'investissement.</p>	<p>Cible : 7 institutions pertinentes ont des projets en cours qui améliorent la gestion des risques liés au climat ou à l'eau et/ou la coordination des opérations d'investissement.</p>	<p>Cible : 11 institutions dans au moins 4 bassins ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement.</p>	<p>Cible : 11 institutions dans au moins 4 bassins ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement.</p>	<p>Cible : 11 institutions dans au moins 4 bassins ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement.</p>	<p>Cible : 11 institutions dans au moins 4 bassins ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement.</p>	<p>Cible : 11 institutions dans au moins 4 bassins ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités de renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement.</p>
	RÉALISATIONS								
	<p>Réalisations : 8 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau.</p>	<p>Réalisations : 9 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau.</p>	<p>Réalisations : 11 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau.</p>	<p>Réalisations : 10 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau.</p>	<p>Réalisations : 11 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau.</p>	<p>Réalisations : 13 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau.</p>	<p>Réalisations : 13 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau.</p>	<p>Réalisations : 13 institutions pertinentes ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la gestion des ressources en eau.</p>	
<p>ii) Nombre de parties prenantes (y compris les communautés et le secteur privé) ayant reçu une formation pour améliorer la préservation de la biodiversité ou la gestion des ressources naturelles.</p> <p>Valeur de référence : 0 partie prenante ayant reçu une formation pour améliorer la préservation de la biodiversité ou la gestion des ressources naturelles.</p>	CIBLE								
	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	Cible : N/D	Cible : 50	

INDICATEUR	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022	Ex. 2023	Ex. 2024	
Résultat intermédiaire 3. Renforcement de la mise en valeur des ressources en eau									
<p>i) Nombre d'opportunités d'investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA.</p> <p>Valeur de référence : 0 possibilité d'investissement présentant des avantages régionaux avancés grâce à CIWA.</p>	CIBLE								
	Cible : 31 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux par suite de projets en cours.	Cible : 35 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux par suite de projets en cours.	Cible : 35 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux par suite de projets en cours.	Cible : 35 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux par suite de projets en cours.	Cible : 42 possibilités d'investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA.	Cible : 45 possibilités d'investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA.	Cible : 46 possibilités d'investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA.	Cible : 47 possibilités d'investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA.	
	RÉALISATIONS								
	Réalisations : 32 projets d'investissement avancés par suite de projets en cours.	Réalisations : 31 projets d'investissement avancés par suite de projets en cours.	Réalisations : 37 projets d'investissement avancés par suite de projets en cours.	Réalisations : 40 projets d'investissement avancés par suite de projets en cours.	Réalisations : 42 projets d'investissement avancés par suite de projets en cours.	Réalisations : 44 projets d'investissement avancés par suite de projets en cours.	Réalisations : 44 projets d'investissement avancés par suite de projets en cours.		
<p>ii) Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes qui ont amélioré leur approche pour la planification d'investissements durables et la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.</p> <p>Valeur de référence : 0 bassin soutenu par CIWA.</p>	CIBLE								
	Cible : 5 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux grâce aux projets en cours.	Cible : 5 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux grâce aux projets en cours.	Cible : 5 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux grâce aux projets en cours.	Cible : 5 possibilités d'investissement présentant des avantages régionaux grâce aux projets en cours.	Cible : 6 institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.	Cible : 6 institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.	Cible : 6 institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.	Cible : 6 institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.	
	RÉALISATIONS								
	Réalisations : 5 institutions ont des projets pertinents en cours.	Réalisations : 5 institutions et 4 pays ont des projets pertinents en cours.	Réalisations : 6 institutions et 4 pays ont des projets pertinents en cours.	Réalisations : 6 institutions et 4 pays ont des projets pertinents en cours.	Réalisations : 6 institutions ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.	Réalisations : 10 institutions ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.	Réalisations : 10 institutions ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.		
<p>iii) Conception ou préparation de nouvelles opérations de la Banque mondiale éclairées par les financements de CIWA.</p>	CIBLE								
	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	
							Réalisations : Voir l'indicateur 6 du résultat intermédiaire page 62.		

INDICATEUR	Ex. 2017	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022	Ex. 2023	Ex. 2024	
Résultat intermédiaire 4. Renforcement de la coordination et de la participation des parties prenantes.									
i) Nombre de bassins bénéficiant d'un renforcement de la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; pourcentage d'opérations dans le cadre desquelles la participation accrue des parties prenantes appuie explicitement la prise en compte de la question de la parité femmes-hommes durant la conception et la mise en œuvre des activités de gestion et de mise en valeur des ressources en eau.	CIBLE								
	Cible : 5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % comprennent des organisations représentant les intérêts des femmes et/ou des pauvres.	Cible : 5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % comprennent des organisations représentant les intérêts des femmes et/ou des pauvres.	Cible : 5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.	Cible : 5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.	Cible : 7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.	Cible : 7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.	Cible : 7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.	Cible : 7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.	Cible : 7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.
	RÉALISATIONS								
	Réalisations : 7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 20 % ont un lien explicite avec les organisations représentant les intérêts des femmes	Réalisations : 7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 50 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.	Réalisations : 7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 50 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.	Réalisations : 7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 50 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.	Réalisations : 7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.	Réalisations : 8 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.	Réalisations : Plus de 8 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité.		
ii) Nombre de bassins pour lesquels le volume des données sur la gestion et la mise en valeur des ressources en eau disponibles dans le domaine public a augmenté. Valeur de référence : 0 bassin.	CIBLE								
	Cible : Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Cible : Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Cible : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Cible : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Cible : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Cible : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Cible : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Cible : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Cible : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.
	RÉALISATIONS								
	Réalisations : Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Réalisations : Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Réalisations : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Réalisations : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Réalisations : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Réalisations : Pour 6 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.	Réalisations : Pour 6 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté.		
iii) Nombre de femmes formées occupant des postes hautement ou moyennement qualifiés et/ou des postes de direction.	CIBLE								
	N / D	N / D	N / D	N / D	N / D	N / D	N / D	250	

Annexe 3 — Analyse des risques

	DESCRIPTION DES RISQUES	MESURES D'ATTÉNUATION	FAITS MARQUANTS
1. RISQUES MONDIAUX	<p>Conséquences de vaste portée et profondes des risques qui se posent à l'échelle mondiale, notamment des pandémies, des événements climatiques catastrophiques, des guerres et des coups d'État et des différends commerciaux. Ces risques peuvent entraver le travail du personnel de CIWA et de ses bénéficiaires et, dans des circonstances exceptionnelles, retarder le décaissement des fonds destinés au programme, voire les annuler.</p>	<p>Les mesures d'atténuation des risques mondiaux sont alignées sur l'approche plus générale de la Banque mondiale et de son pôle mondial d'expertise en eau.</p> <p>Les équipes de projets ont souvent recours à la technologie pour maintenir la participation des parties prenantes à tous les niveaux, que ce soit pour l'assistance technique, la conception des activités et des projets, la mobilisation communautaire, les réunions pour la gouvernance des organismes de bassins fluviaux ou les réunions de vaste portée comme le Forum pour le développement du bassin du Nil. À l'avenir, la possibilité d'organiser des réunions et des missions hybrides et virtuelles permettra d'atténuer les risques liés aux restrictions de déplacement.</p>	<p>Durant l'exercice 2023, les retombées des risques mondiaux sur les projets de CIWA ont été, en général, modérées en comparaison de celles de la pandémie de COVID-19. Les activités menées directement par CIWA au Soudan, interrompues depuis le coup d'État de 2021, ne reprendront qu'à l'instauration d'une paix et d'une stabilité transitoires.</p> <p>CIWA suit attentivement les situations pouvant être préoccupantes dans cette catégorie de risque, notamment la sécheresse prolongée et les pénuries alimentaires croissantes observées dans la Corne de l'Afrique, ainsi que le coup d'État organisé pour renverser le gouvernement démocratiquement élu du Niger en 2023.</p>
2. CONTEXTE POLITIQUE DIFFICILE	<p>Les projets relatifs aux eaux internationales courent tous le risque que des événements politiques nationaux ou internationaux (liés ou non à l'eau) provoquent une dégradation de la situation qui entraîne des retards importants, voire l'échec de certains projets. CIWA et ses partenaires n'ont généralement aucun contrôle sur ce type de risque.</p>	<p>Les zones d'intervention (projets en Afrique de l'Est, en Afrique centrale et Afrique de l'Ouest, dans la Corne de l'Afrique, et en Afrique australe), le type d'appui (amélioration des informations, renforcement des institutions et investissements) et les clients (organismes de bassins fluviaux, commissions économiques régionales, ministères, etc.) de CIWA sont très divers, ce qui contribue à atténuer les risques politiques auxquels le programme est exposé.</p> <p>CIWA procède systématiquement à des analyses d'économie politique dans le cadre de ses activités de planification. Les projets prennent tous en compte les conclusions de ces dernières, qui leur permettent de mieux anticiper les risques, de définir leurs objectifs en conséquence, et de formuler des stratégies d'atténuation pour assurer leur mise en œuvre.</p> <p>Bien que CIWA ne soit pas un programme spécial de la Banque mondiale ayant pour objet de soutenir les interventions rapides et les situations de fragilité, de conflits et de violence (FCV), il collabore avec de nombreux partenaires se trouvant dans ce type de situation pour atténuer certaines des causes de FCV en particulier l'insécurité hydrique. Comme le souligne le rapport, le renforcement de la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau et de la sécurité hydrique permet d'améliorer les moyens de subsistance, la santé des populations et la gouvernance, autant de facteurs qui contribuent à atténuer les impacts des situations de FCV.</p>	<p>CIWA est confronté à toute une gamme de situations politiques allant de brèves périodes de tensions bilatérales à des déplacements de populations dans la région, ou à des situations de FCV. Les situations de fragilité, de conflits et de violence opposent de graves obstacles à la mise en œuvre des projets, notamment au Soudan, au Soudan du Sud et dans certaines régions de l'éthiopie. Les changements politiques survenus en Afrique de l'Est ont interrompu les engagements directs au Soudan, mais ont donné l'occasion de renforcer les capacités de gestion des eaux transfrontalières au Soudan du Sud. L'insécurité persistante qui sévit en Afrique de l'Ouest a eu pour effet de limiter la portée et l'ambition de certaines activités de CIWA ; le contexte politique très instable oblige CIWA à rester vigilant et à se tenir prêt à intensifier ses activités dès lors que la situation le permettra.</p> <p>Dans l'ensemble, CIWA gère très bien les projets de ressources en eau transfrontalières dans des situations de fragilité, de conflits et de violence. Ses résultats tiennent en grande partie à la haute expertise que possède les chefs d'équipe de la Banque mondiale dans les domaines techniques et celui de la gestion des projets. Les projets de CIWA dans la Corne de l'Afrique en sont un bon exemple. Ce type d'appui peut également contribuer à prévenir les conflits et à promouvoir la paix et la stabilité au niveau régional.</p> <p>Aucun changement majeur n'est survenu dans les contextes politiques dans lesquels est intervenu CIWA au cours de l'exercice 2023.</p>

3. ENGAGEMENT À L'ÉCHELLE DU BASSIN INSUFFISANT.	<p>Certains pays situés dans un bassin peuvent ne pas être officiellement membres de l'organisme du bassin participant, peuvent contester l'association de cet organisme avec CIWA, ou simplement s'opposer à une mise en valeur multilatérale des ressources en eau.</p>	<p>Les stratégies d'engagement de CIWA au niveau des bassins et/ou les processus de préparation de projets permettent de collaborer avec différentes parties prenantes à la conception des programmes de CIWA. Les équipes de projet et les responsables de CIWA poursuivent un dialogue pour exposer les avantages de la collaboration et réfuter l'argument selon lequel l'exploitation des ressources en eaux doit être une opération à somme nulle. Une grande partie des efforts déployés dans le cadre des projets de CIWA est consacrée à l'organisation d'entretiens et à l'instauration d'un climat de confiance entre les pays riverains (par ex. la diplomatie de l'eau).</p> <p>CIWA cherche à encourager l'établissement de solides relations de travail basées sur la collaboration. Il élabore un plan d'appui pour chaque bassin ou région dans lequel ou laquelle il mène une action de longue durée. Ce plan décrit la manière dont le programme conçoit les activités de soutien et de mise en valeur, notamment en assurant l'alignement des projets qu'il appuie sur les grands objectifs des organismes de bassin ; le plan indique aussi les synergies possibles, les doubles emplois et les lacunes qui peuvent exister et les manières d'y remédier. CIWA cherche en outre à faciliter le partage de connaissances entre les bassins.</p>	<p>Dans certains bassins, les pays ne collaborent pas tous avec l'organisme établi. Par ailleurs, quel que soit le bassin considéré, certains membres sont moins actifs que d'autres. Ce manque d'engagement tient le plus souvent au fait que les avantages d'une participation active ne sont pas évidents, les capacités de gouvernance sont insuffisantes ou précaires, et certains participants ne tirent que des avantages mineurs d'une gestion des ressources en eau partagées.</p> <p>CIWA a renforcé sa visibilité grâce à son nouveau programme de communication et il continuera à faire valoir les avantages de la coopération auprès de ses parties prenantes. La visibilité de CIWA, bien que pertinente, ne contribue toutefois pas autant que celle de l'organisme de bassin ou d'une autre institution régionale à encourager les pays à entreprendre une action. L'IBN, en particulier, œuvre à cette fin, notamment en produisant des supports de communication, des analyses techniques et des outils pour la collecte de données, et en mobilisant les parties prenantes nationales dans le cadre du Forum pour le développement du bassin du Nil et du Dialogue stratégique sur le Nil.</p>
4. INSUFFISANCE DE LA PLACE ACCORDÉE AUX PARTIES PRENANTES ET DE LA PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS DE PARITÉ FEMMES-HOMMES.	<p>Les parties prenantes peuvent ne pas pleinement participer au cycle de projet et, de ce fait, ne pas pouvoir suffisamment contribuer à la prise de décisions, ce qui accroît la possibilité de contestations et de réticences pouvant compromettre ou retarder les projets. Une implication insuffisante des parties prenantes peut aussi nuire à la qualité des résultats du projet.</p>	<p>Le programme CIWA vise en priorité à assurer la participation inclusive des parties prenantes et tient dûment compte de leurs besoins et de leurs préoccupations tout au long du cycle du projet. CIWA s'efforce de renforcer la participation des parties prenantes à la gestion des ressources en eau et accorde une attention particulière aux possibilités de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.</p> <p>Lorsqu'il lance une nouvelle opération dans un bassin prioritaire, CIWA travaille avec ses clients pour concevoir un programme équilibré qui tient compte des quatre domaines d'intervention. Il prend automatiquement en compte les questions de parité femmes-hommes, de lutte contre la pauvreté et de participation des parties prenantes dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre de ses projets.</p> <p>CIWA fait aussi bénéficier ses équipes de compétences spécialisées pour la promotion de l'égalité des sexes afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre des projets. Les procédures de la Banque mondiale incitent fortement ces équipes à privilégier la participation des parties prenantes.</p>	<p>Les possibilités offertes aux parties prenantes de se faire entendre et de participer diffèrent, en Afrique, selon les paysages politiques et culturels. De nombreux bassins transfrontaliers ont adopté une stratégie de collaboration uniforme avec les parties prenantes ou mènent une action en ce sens. Il arrive toutefois souvent que la stratégie des organisations de bassins fluviaux en ce domaine ne soit pas pleinement mise en œuvre.</p> <p>Durant l'exercice 2023, CIWA a soutenu la conception de projets permettant d'assurer la plus grande participation possible des parties prenantes dans le cadre de nouvelles activités. Il a aussi poursuivi le renforcement des axes d'interventions existants, tels que le NBD. Il reproduit maintenant ce modèle en Afrique de l'Ouest afin de renforcer l'engagement des parties prenantes, notamment la participation de la société civile et la prise en compte des désirs des personnes marginalisées. CIWA a récemment publié un document sur les enseignements tirés de la promotion de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale (GESI), donnant divers exemples. Le cadre GESI de CIWA renforce les efforts déployés par le programme en faveur d'un changement radical, permettant aux femmes de se faire entendre et de participer à la prise de décision.</p> <p>D'importants efforts ont été faits dans les nouveaux projets mis en œuvre dans la région de la SADC, au Sahel, et dans le bassin du Nil en vue d'intégrer plus clairement la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale dans les activités menées à la demande du client.</p> <p>En outre, les études préparatoires effectuées pour tous les investissements soutenus par CIWA suivent les procédures de la Banque mondiale et comprennent une évaluation des impacts environnementaux et sociaux et des plans de gestion, notamment des activités de collaboration avec les parties prenantes ainsi qu'un examen des mesures particulières permettant de prendre en compte les questions sociales, y compris la parité femmes-hommes. La situation générale n'a pas changé : les femmes restent plus souvent marginalisées et désavantagées que les hommes pratiquement partout.</p>

<p>5. CAPACITÉS DE MISE EN ŒUVRE ET D'INTERVENTION INADÉQUATES POUVANT ENTRAÎNER DES RETARDS OU MOYENNE DURÉE.</p>	<p>Certains organismes de bassins peuvent ne pas avoir les capacités ou l'expérience requises pour réellement participer à la gestion et à la mise en valeur du bassin, ce qui peut entraîner des retards dans l'exécution des projets et, par conséquent, la rapidité avec laquelle le programme atteint ses objectifs.</p>	<p>Les experts de la Banque mondiale s'appuient sur l'évaluation de la capacité de mise en œuvre et d'intervention de l'organisation bénéficiaire qu'ils ont réalisée pendant la préparation du projet pour déterminer l'ampleur et la complexité de la collaboration de CIWA. La Banque mondiale assure un soutien au niveau de la gestion financière, de la passation des marchés et de la gestion de projet. L'approbation d'un projet peut être également subordonnée au renforcement des capacités dans le cadre de ce dernier. Par exemple, elle pourrait dépendre du recrutement d'un spécialiste des questions environnementales et sociales pour soutenir l'application des sauvegardes. De nombreux projets contiennent ce risque en consacrant une composante au renforcement des capacités et au soutien institutionnel. CIWA peut en outre recourir à un programme exécuté par la Banque mondiale pour utiliser au départ ses modalités de financement de manière à pouvoir renforcer les capacités de mise en œuvre et d'intervention du bénéficiaire.</p>	<p>De nombreux projets de CIWA sont conçus pour mettre en place ou renforcer les capacités de mise en œuvre des organisations clientes. Malgré les mesures d'atténuation prévues, les risques en ce domaine sont importants et comme indiqué à l'annexe du Rapport annuel de CIWA pour l'exercice 2019, ils se sont matérialisés dans de nombreux projets achevés pendant l'exercice 2020 (bassins de la Volta, du Zambèze et du Niger). Une grande partie des activités menées par CIWA dans la Corne de l'Afrique pour une résilience inclusive (Untapping Resilience) prévoit de renforcer les capacités de mise en œuvre afin d'éviter les retards.</p> <p>Le manque de préparation se manifeste souvent aussi bien au niveau du client qu'à celui des équipes de projet de la Banque mondiale. Depuis l'exercice 2020, le programme CIWA a renforcé le soutien direct qu'il apporte à la conception de nouveaux projets, en assurant l'appui de spécialistes de thèmes transversaux, notamment la parité femmes-hommes, les situations de fragilité, de conflits et de violence, la biodiversité et la résilience climatique. Les projets ont pu commencer plus rapidement grâce à cet appui supplémentaire de CIWA.</p>
<p>6. CHANGEMENTS IMPRÉVUS DANS LES CONTRIBUTIONS ET LES PRIORITÉS DES BAILLEURS DE FONDS</p>	<p>L'insuffisance des financements peut créer des risques parce qu'il n'est pas possible de répondre aux attentes de bénéficiaires éventuels. Les bailleurs de fonds participants peuvent tarder à engager des ressources alors qu'il existe une forte demande de participation des organismes de bassin bénéficiaires.</p>	<p>CIWA s'efforce toujours de mobiliser des fonds, mais la demande des clients et partenaires actuels et potentiels restera supérieure aux financements prévus étant donné l'ampleur et l'intensité des besoins à l'échelle du continent africain. Il gère la réserve de projets sur une base continue et de manière prudente afin de répondre à la demande au moyen des ressources disponibles et de fixer des objectifs réalistes avec ses partenaires.</p> <p>CIWA se heurte au fait que de nombreux bailleurs de fonds préfèrent travailler aussi près du terrain que possible pour résoudre un problème, ce qui fait que CIWA, qui travaille au niveau régional, n'est pas toujours perçu comme un partenaire idéal. Le renforcement de la coordination, de la planification, des investissements et de la gestion au niveau régional constitue pourtant, pour de nombreuses communautés, le seul moyen d'assurer la sécurité hydrique sur le long terme.</p>	<p>Étant donné ses orientations stratégiques, CIWA doit renforcer son action dans des domaines clés comme les foyers de FCV, la préservation de la biodiversité, la résilience climatique et la GESI qui restent des domaines d'intervention prioritaires pour les bailleurs de fonds.</p> <p>L'impact économique de la COVID-19, la guerre en Ukraine et l'inflation risquent de compromettre les efforts déployés par CIWA pour mobiliser des fonds. Le niveau actuel de financement est loin de couvrir la réserve de projets de CIWA, et le développement des activités de ce dernier, en particulier dans des situations de FCV, nécessitera davantage de ressources pour assurer la mise en œuvre et la supervision de programmes de qualité. Pour que son portefeuille continue d'être essentiellement constitué de FF-bén., il faudra que CIWA obtienne de ses bailleurs de fonds les ressources nécessaires à la mise en œuvre des projets plus importants appuyés par ces financements.</p> <p>En outre, comme la demande des organismes de bassins fluviaux transfrontaliers souhaitant obtenir un soutien durable de CIWA reste soutenue, il est essentiel que les États membres prennent des engagements financiers envers ces organismes et mobilisent des cofinancements et des contributions auprès de partenaires.</p>

7. PÉRENNITÉ DES RÉSULTATS	<p>S'il est généralement peu risqué et facile de réaliser des progrès techniques, d'identifier les investissements et de soutenir les organisations régionales à court terme, il reste en revanche très difficile d'inscrire les résultats obtenus dans la durée, même lorsque les conditions politiques sont favorables ce qui peut gravement compromettre les travaux menés dans la région pour promouvoir les ressources en eau.</p>	<p>CIWA intervient à la demande de clients. Sachant que les investissements sont des opérations de longue haleine, que les coûts de transaction sont élevés et que la collaboration est un processus non linéaire, il évalue avec soin la durabilité d'un appui potentiel en tenant des consultations approfondies avec l'organisation cliente et les autorités nationales et en procédant à des analyses de leur économie politique. La conception du programme intègre des mesures visant à assurer sa pérennité. À titre d'exemple, la préparation d'un projet donne lieu au renforcement des capacités requises pour mobiliser des ressources ; et le processus d'établissement et l'approbation des institutions régionales incluent des procédures d'harmonisation, au niveau des structures nationales. Étant donné que la volonté de coopération des pays riverains peut évoluer dans le temps et qu'elle dépend de la manière dont les risques sont perçus au regard des possibilités offertes par la coopération, CIWA accorde une grande importance au maintien et au renforcement de la visibilité de ces possibilités (ce qui exige son appui) grâce au partage des connaissances et des informations, à la présentation de faits dans le cadre d'analyses et à un dialogue continu. Toutefois, conscient que la volonté de collaboration de ces pays peut s'intensifier ou s'amenuiser face à certains problèmes, CIWA veille à avoir les moyens d'assurer un soutien systématique de longue durée et un soutien catalytique à court terme, et d'agir avec la souplesse requise pour apporter ce soutien au niveau des 3 I (information, institution et infrastructure), de manière à le cibler précisément pendant la mise en œuvre du programme.</p>	<p>Bien que la pérennité des résultats demeure exposée à des risques importants, le programme continue de renforcer son approche pour garantir des résultats durables. La majeure partie des interventions de CIWA se fait par l'intermédiaire de fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ce qui favorise fortement l'appropriation et la durabilité. Les efforts déployés par CIWA sont toutefois menacés par la situation précaire des institutions régionales due à l'irrégularité et à l'insuffisance des contributions de leurs États membres. Les nouvelles modalités établies par la Banque mondiale pour soutenir les initiatives et les organisations régionales, notamment les organismes de bassin, sont actuellement mises en œuvre dans le cadre de projets comme le RCRP et pourraient renforcer la viabilité de ces institutions. Les responsables et les chefs de projet de CIWA ne cessent par ailleurs de rappeler, au travers d'échanges et de messages, qu'il est important que les pays contribuent à relever ce défi et s'engagent à le faire.</p>
8. DES ACTES DE FRAUDE, SONT COMMIS, OU LES RESSOURCES SONT UTILISÉES DE MANIÈRE INAPPROPRIÉE.		<p>Les projets de CIWA appliquent les procédures de la Banque mondiale pour s'assurer que les fonds sont utilisés de manière appropriée et que les directives en matière de lutte contre la corruption sont respectées ; ils assurent un suivi étroit des projets conformément à la politique et aux pratiques de la Banque mondiale. Si la situation ne permet pas de disposer de garanties suffisantes quant à l'utilisation appropriée des fonds, CIWA finance des activités exécutées par la Banque mondiale et s'assure ainsi que les systèmes de la Banque mondiale sont utilisés pour la passation des marchés et la gestion financière.</p>	<p>Bien qu'aucun problème n'ait été signalé, ce risque continue d'exister et CIWA continue de suivre les recommandations et les pratiques de référence de la Banque mondiale en ce qui concerne l'utilisation appropriée des ressources et les rapports financiers.</p>

Annexe 4 — Informations financières

Cette section fait le point sur la situation financière du programme CIWA. Sauf indication contraire, les informations financières, à l'exception des taux de change, reflètent la situation au 30 juin 2023.

Le programme CIWA est soutenu par un fonds d'affectation spéciale multidonateurs (MDTF) administré par la Banque mondiale au nom des partenaires de développement contributeurs. Les bailleurs de fonds de CIWA sont actuellement la Commission européenne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. Le MDTF rentre dans la catégorie des fonds d'affectation spéciale établis pour financer des programmes qui permettent aux donateurs d'engager des fonds au titre d'un domaine thématique plutôt qu'un projet spécifique. Dans ce cadre, CIWA soutient des projets exécutés par les organisations bénéficiaires ainsi que des projets directement mis en œuvre par la Banque mondiale.

Processus de financement et décaissement

Conformément aux pratiques normalement suivies par la Banque mondiale pour les fonds fiduciaires, les contributions annoncées à CIWA (d'un montant total de 140,6 millions de dollars) et les fonds sont déposés selon un calendrier convenu (le montant total des dépôts s'est chiffré à 131,1 millions de dollars). Les ressources sont affectées à des programmes et projets déterminés relevant des grands thèmes et domaines approuvés par le Comité consultatif de CIWA suivant les plans stratégiques établis (le montant des allocations est de 139,5 millions de dollars).

Cette annexe fournit des informations supplémentaires sur les contributions annoncées, les dépôts, les allocations, les engagements et les décaissements.

Une fois les ressources allouées à des activités spécifiques, CIWA collabore avec les clients à la préparation de demandes de financements sur la base desquelles les fonds sont transférés dans des comptes d'opération. La Banque mondiale suit les procédures techniques, juridiques et fiduciaires établies pour l'approbation des projets et engage des financements en appliquant ses procédures fiduciaires habituelles (le montant total des engagements est de 131,5 millions de dollars). Les fonds sont décaissés conformément aux accords de dons et aux plans de financement (le montant total des décaissements s'est chiffré à 99 millions de dollars). Le graphique A4.1 indique la situation générale. La plus grande partie des fonds de CIWA (98 %) sont engagés au titre de projets existants ou de l'assistance technique. La disponibilité de nouvelles contributions de bailleurs de fonds conditionnera la réalisation de nouvelles activités importantes.

Annonces de contributions des bailleurs de fonds, dépôts et allocations

Les bailleurs de fonds déposent les fonds sur le compte du MDTF de CIWA suivant le calendrier convenu, qui est présenté de manière détaillée dans l'accord administratif ou tout autre document établi conjointement par la Banque mondiale et les bailleurs de fonds. Ce calendrier peut être modifié, si nécessaire, afin de satisfaire aux obligations de décaissement du projet. Le tableau A4.1 présente l'état des annonces de contributions et des dépôts des bailleurs de fonds.

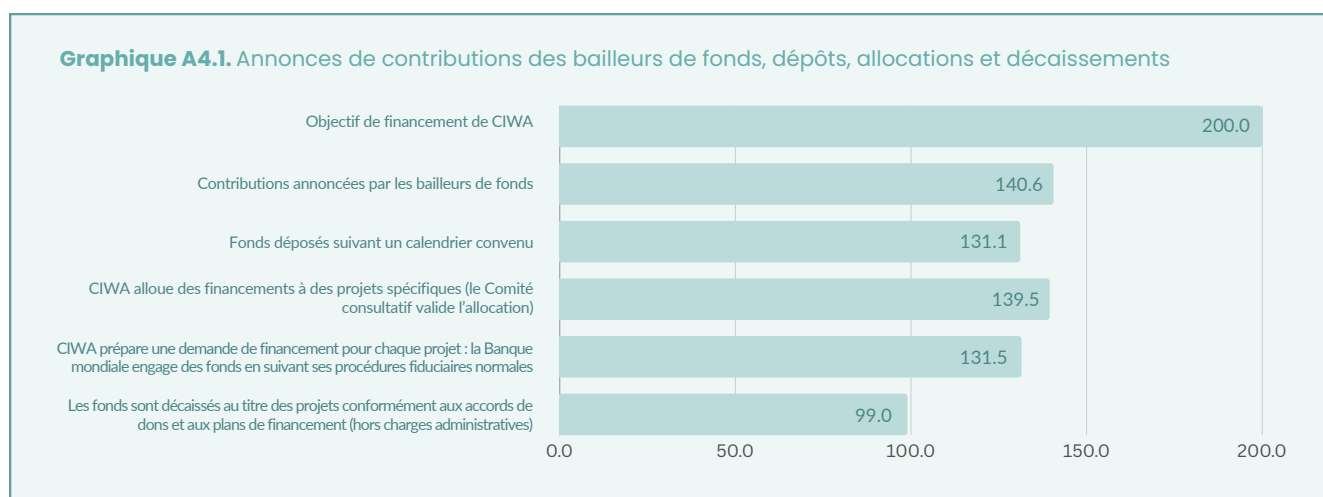


Tableau A4.1. Annonces de contributions des bailleurs de fonds et montants déposés

PARTENAIRES CONTRIBUTEURS	MONNAIE LOCALE	MONTANT (EN LA MONNAIE DU BAILLEUR DE FONDS)	MONTANT (USD)	MONTANT REÇU (USD)	SOLDE (USD)
Pays-Bas	USD	55,552,581	55,552,581	46,052,581	9,500,000
Suède (Asdi)	SEK	454,000,000	53,803,020	53,803,020	-
Royaume-Uni (FCDO)	GBP	14,500,000	21,592,060	21,592,060	-
Commission européenne	EUR	4,950,000	5,399,708	5,399,708	-
Danemark (DANIDA)	DKK	18,700,000	3,398,597	3,398,597	-
Norvège (NORAD)	USD	882,746	882,746	882,746	-
Total			140,628,712	131,128,712	9,500,000

Au 30 juin 2023, 139,5 millions de dollars avaient été alloués à titre indicatif à des projets et des activités de CIWA^[1]. Les financements de CIWA ont été en majeure partie affectés à des activités en cours de préparation ou de mise en œuvre. La demande actuelle de soutien dépasse de loin les ressources disponibles et les fonds non alloués s'élèvent à 2,4 millions de dollars. La demande devrait continuer à croître en raison de la contribution fondamentale des eaux partagées au progrès économique, social et environnemental en Afrique (voir tableau A4.2).

Les allocations indicatives ont été affectés à hauteur de 93,9 % (soit 131 millions de dollars sur un total de 139,5 millions de dollars) aux sous-programmes de CIWA au titre, notamment, de la Corne de l'Afrique, du bassin du Nil, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe dont à des travaux d'analyse couvrant l'intégralité du continent africain.

Le portefeuille de CIWA comprend des projets exécutés par les bénéficiaires et des programmes de soutien exécutés par la Banque mondiale qui financent une assistance technique et des analyses complétant les projets exécutés par les bénéficiaires. CIWA a, dans certains cas, affecté des fonds pour financer le suivi de projets en cours, compte tenu de leur performance, de celle des organisations et de l'engagement des pays riverains.

À la fin de l'exercice 2023, le montant cumulé des financements engagés par le programme s'élevait à 131,5 millions de dollars, dont 99 millions de dollars (75 %) avaient été décaissés dans le cadre de projets et d'activités. Le tableau A4.3 donne un aperçu de la situation financière par sous-programme et le tableau A4.5 présente des informations détaillées sur les projets de CIWA pour lesquels des financements ont été accordés depuis la création du programme ainsi que sur leurs résultats financiers.

Revenus, décaissements et solde des financements

À la fin de l'exercice 2023, CIWA avait reçu 136,9 millions de dollars, dont 131,1 millions sous forme de versements de bailleurs de fonds et 5,7 millions au titre des revenus des placements pour le compte de CIWA. Le montant cumulé des décaissements s'élevait à 102,4 millions de dollars, dont 99 millions de dollars au titre des projets et 3,4 millions de dollars au titre de charges administratives. Le rythme des décaissements s'est accéléré pendant l'exercice 2023. Le solde des engagements était de 32,5 millions de dollars. Le tableau A4.4 indique le solde du compte de CIWA, qui se chiffre à approximativement 34,5 millions de dollars (mais à -6,1 millions de dollars si l'on considère l'encours des engagements qui est de 40,5 millions de dollars).

Tableau A4.2. État récapitulatif des fonds disponibles et des montants alloués

ALLOCATION DE FONDS	USD
Annonces de contributions indiquées dans les accords administratifs signés	140,628,712
Plus intérêts perçus au titre des placements	5,772,747
Moins frais de recouvrement des charges administratives pour TF071597	-1,460,856
Moins frais de recouvrement des charges administratives pour le FF-bén. du TF072642	-1,950,000
Moins montant estimé des frais de recouvrement des charges administratives au titre de la réserve de projets FF-bén. (Soudan)	-100,000
Fonds disponibles pour les projets/activités	142,890,603
Moins allocations aux projets/activités (ainsi que convenu avec le Comité consultatif)	139,524,565
Moins réserve/provision pour imprévus (ainsi que convenu avec le Comité consultatif)	1,000,000
Fonds non alloués	2,466,038
Pourcentage alloué	98.3%

⁸ Ces chiffres reflètent les financements enregistrés et les allocations au titre de la réserve de projets approuvées par le Comité consultatif de CIWA au 30 juin 2023, qui sont susceptibles d'être modifiées après le 1er juillet 2023.

⁹ Les « montants alloués » correspondent au montant de l'allocation validé par le Comité consultatif de CIWA — et recouvrent non seulement les fonds affectés à des subventions, mais aussi les allocations indicatives qui n'ont pas encore été versées dans des comptes d'opération. Les « montants engagés » sont les montants considérés dans les systèmes de la Banque mondiale comme ayant été affectés à un projet ou une activité. Les fonds sont engagés lorsqu'une demande de financement a été approuvée par l'administrateur du fonds fiduciaire de la Banque mondiale ; cette approbation donne lieu à la création d'un engagement contractuel ou prospectif qui doit entraîner des dépenses effectives à une date future. Les « montants décaissés » recouvrent les montants transférés du compte de subvention dans le compte désigné du client après validation par la Banque mondiale d'une demande d'investissement particulière. Dans le cas des subventions au titre de projets exécutés par la Banque mondiale, il s'agit des paiements effectués sur la base d'un bon de commande ou d'un contrat. Les activités « en réserve » dans le cadre du sous-programme sont celles pour lesquelles la validation d'une allocation est subordonnée au respect de certaines conditions ou à l'approbation du projet par la Banque mondiale et suivant les modalités du fonds fiduciaire. La constitution de la réserve est un processus continu, et peut faire l'objet de modifications liées, notamment, aux allocations indicatives effectuées après le 30 juin 2023.

Tableau A4.3. Montants alloués, engagés, décaissés et en réserve

BASSIN/SOUS-PROGRAMME		ALLOCATION CONVENUE AVEC LE COMITÉ CONSULTATIF	MONTANT DU FINANCEMENT APPROUVÉ	DÉCAISSEMENT	SOLDE DES MONTANTS ENGAGÉS	RÉSERVE DE PROJETS
CORNE DE L'AFRIQUE		13,947,420	11,947,420	7,458,650	4,488,770	2,000,000
NIL		62,825,256	61,825,256	46,184,147	15,641,109	1,000,000
WEST AND CENTRAL AFRICA	Niger	5,903,772	5,903,772	5,903,772		
	Volta	2,964,237	2,964,237	2,964,237		
	CEDEAO	1,065,867	1,065,867	1,065,867		
	Lac Tchad/Sahel	6,806,295	6,206,295	4,213,254	1,993,041	600,000
	Bassin aquifère sénégal-mauritanien	1,500,000				1,500,000
	Total pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale	18,240,170	16,140,170	14,147,130	1,993,040	2,100,000
AFRIQUE AUSTRALE	Okavango	995,568	995,568	995,568		
	Orange-Senqu	1,695,822	1,695,822	1,695,822		
	SADC	11,749,344	11,749,344	4,571,440	7,177,904	
	Zambèze	12,316,497	12,316,497	12,316,497		
	Approche-programme pour l'Afrique australe	1,909,882	1,909,882	1,822,236	87,646	
	Total pour l'Afrique australe	28,667,113	28,667,113	21,401,563	7,265,550	
ASSISTANCE TECHNIQUE CATALYTIQUE A L'ECHELLE DE L'AFRIQUE		6,012,230	4,512,230	3,735,005	777,225	1,500,000
RENFORCEMENT DE LA SUPERVISION (RÉSERVE DE PROJETS)		1,394,652				1,394,652
GESTION DU PROGRAMME		8,437,723	8,437,723	6,118,015	2,319,708	
TOTAL (USD)		139,524,565	131,529,911	99,044,510	32,485,403	7,994,652

États récapitulatifs financiers de la gestion du programme

Les frais de gestion de CIWA comprennent les dépenses encourues par l'unité de gestion du programme et les spécialistes techniques de la Banque mondiale qui fournissent un appui et des conseils stratégiques. Cette catégorie comprend, outre les dépenses au titre du personnel et des consultants, les dépenses liées à la coordination des actions des bailleurs de fonds de CIWA, aux activités d'information et de communications, aux opérations de suivi et d'évaluation, à l'examen à mi-parcours, à l'établissement de rapports, aux réunions des membres de partenariats et au travail de diffusion, y compris le site Web et les publications.

Les dépenses au titre de l'unité de gestion du programme ont atteint environ 4,5 % du budget de CIWA depuis le lancement du programme en 2011 ; ces dépenses sont donc comprises dans la fourchette établie. Le programme est, dans l'ensemble, géré de manière efficace par rapport aux coûts grâce aux robustes systèmes de gestion financière et de suivi mis en place dès le départ.

Besoins de financement futurs et mobilisation de ressources

CIWA passe régulièrement en revue son portefeuille de projets existants et prépare une réserve de projets pour produire des résultats dans l'ensemble de l'Afrique. Les enseignements tirés de la mise en œuvre sont pris en compte dans le cadre de la planification des futurs engagements ; des outils de gestion des risques sont aussi employés dans le contexte du financement de CIWA, comme indiqué à l'annexe 3.

Les demandes adressées au programme CIWA portent sur des montants supérieurs aux ressources dont il dispose actuellement. CIWA a, à présent, alloué 98 % de ses fonds disponibles. Pour satisfaire la demande considérable de ses clients et avoir un plus grand impact, le programme a établi une réserve de projets dont le coût dépasse les ressources dont il dispose à ce stade. CIWA s'emploie donc activement à trouver des sources de financement supplémentaires.

Tableau A4.4 : Solde des fonds¹⁰

RENTRÉES DE FONDS C. SOLDE DES ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS	USD
Montant total des dépôts	131,128,712
Plus intérêts perçus au titre des placements	5,772,747
Revenu total	136,901,459
Moins décaissements (projets/activités de CIWA)	-99,044,510
Moins frais de recouvrement des charges administratives	-3,410,856
Solde	34,446,093
Moins solde des engagements au titre de subventions approuvées	-32,485,403
Solde total (y compris le montant des engagements au titre des subventions approuvées)	1,960,690
Moins la réserve de projets pour 2023/2024 – Soudan (2 millions de dollars) ; NBD (1 million de dollars) ; Participation citoyenne en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale (0,6 million de dollars) ; Bassin aquifère sénégal-mauritanien (1,5 million de dollars) ; Programme de résilience climatique en Afrique orientale et australe (1,5 million de dollars) et Supervision de projets (1,4 million de dollars), etc. (1,5 million de dollars), etc.	-7,994,652
Solde total (y compris le montant des engagements au titre des subventions approuvées)	-6,133,962

* Les bailleurs de fonds doivent accélérer leurs contributions pour permettre à CIWA de minimiser les expositions et les risques dus à la taille des engagements par rapport aux dépôts

Tableau A4.5 : Données financières des projets financés par CIWA (USD)¹¹

BASSINS/SOUS-PROGRAMME	EXÉCUTÉ PAR	NOM	N° DU FONDS FIDUCIAIRE	SOLDE DES MONTANTS ENGAGÉS	RÉSERVE DE PROJETS
CORNE DE L'AFRIQUE	IGAD	Informations et investissements dans les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique	TF0B0514	2,700,000	2,633,000
	Banque mondiale	Informations et investissements dans les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique	TF0A8681	693,788	693,788
	Banque mondiale	Somalie – appui à la gestion des ressources en eau transfrontalières (y compris les bassins du Jubba et du Chébéli)	TF0A7944	1,155,687	1,154,769
	Banque mondiale	Renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique	TF0B2448	1,397,945	1,397,945
	Banque mondiale	Gestion et étude des eaux souterraines dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique pour promouvoir la résilience	TF0B8456	5,000,000	1,579,148
	Banque mondiale	Eaux transfrontalières au Soudan du Sud	TF0C0362	1,000,000	
	À déterminer	Gestion des inondations au Soudan (nouveau projet FF-bén.)	À déterminer	2,000,000	
	TOTAL POUR LA CORNE DE L'AFRIQUE				13,947,420

¹⁰ Les bailleurs de fonds doivent accélérer leurs contributions pour permettre à CIWA de minimiser les expositions et les risques dus à la taille des engagements par rapport aux dépôts.

¹¹ Les projets en réserve validés par le Comité consultatif sont indiqués en violet ; * sous réserve de confirmation à la prochaine réunion du Comité consultatif.

NIL	IBN*	Projet pour la coopération à l'appui de résultat (NCORE) + Financements additionnels 1 et 2	TF013767	22,854,134	22,854,134	
	NBD	Participation de la société civile au renforcement de la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil (NBD) + Financement supplémentaire 1	TF015834	4,438,976	4,438,976	
	Banque mondiale	Programme d'appui pour le bassin du Nil	TF0A2051	1,657,727	1,657,727	
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (NBD)	TF014064	597,104	597,104	
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (NCORE)	TF015335 / TF0A0526	1,098,042	1,098,042	
	IBN*	Projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique du Nil	TF0B4716	30,000,000	14,803,191	
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique du Nil)	TF0B5495	1,179,273	734,973	
	IBN*	Discours du bassin du Nil (financement additionnel par le NCCR)	TBD	1,000,000		
TOTAL POUR LE NIL				62,825,256	46,184,147	
AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE	NIGER	ABN	Projet de gestion du bassin du fleuve Niger	TF018539	4,198,203	4,198,203
		Banque mondiale	Programme d'appui au bassin du Niger	TF018616	1,162,140	1,162,140
		Banque mondiale	Renforcement de la supervision (ABN)	TF016609	543,429	543,429
	Total partiel pour le Niger				5,903,772	5,903,772
	VOLTA	ABV	Projet de mise en œuvre du programme d'action stratégique dans le bassin de la Volta	TF016611	1,979,795	1,979,795
		Banque mondiale	Programme d'appui au bassin de la Volta	TF015556	499,879	499,879
		Banque mondiale	Renforcement de la supervision (Volta)	TF015557	484,563	484,563
	Total partiel pour la Volta				2,964,237	2,964,237
	AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE	Banque mondiale	P2.2 : Gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	TF016610	1,065,867	1,065,867
		Banque mondiale	P2.3 : Dialogue sur l'action à mener dans le bassin du lac Tchad (1)	TF0A1005/ TF17506/ TF015878/	861,695	861,695
		Banque mondiale	Sahel occidental et central — Mise à l'essai d'outils novateurs pour la gestion des ressources en eau	TF0B2227	444,600	424,771
		Banque mondiale	Sahel occidental et central — Appui en matière de savoirs pour la planification et l'investissement dans la résilience	TF0B2228	2,900,000	1,449,070
		Banque mondiale	Sahel occidental et central — Appui en matière de savoirs pour la planification et l'investissement dans la résilience (réserve pour financement additionnel)	TBD	600,000	
		Banque mondiale	Lac Tchad (II, FF-BM)	TF0B5943	1,000,000	481,319

		Banque mondiale	Initiative sur les eaux souterraines au Sahel	TF0B3793	1,000,000	996,399
		Banque mondiale	Bassin aquifère sénégal-mauritanien (nouveau FF-BM)*	TBD	861,695	861,695
		Total partiel pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale				62,825,256
	TOTAL POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET L'AFRIQUE CENTRALE				62,825,256	46,184,147
AFRIQUE AUSTRALE	OKAVANGO	Banque mondiale	P2.1 : Analyse des opportunités d'investissements multisectoriels à Okavango	TA0A0105	995,568	995,568
		Total partiel pour Okavango				995,568
	ORANGE-SENQU	Botswana	Transfert d'eau des hauts plateaux du Lesotho vers le Botswana	TF016233	1,527,322	1,527,322
		Banque mondiale	Renforcement de la supervision (projet de transfert d'eau des hauts plateaux du Lesotho vers le Botswana)	TF016038	168,500	168,500
		Total partiel pour Orange-Senqu				1,695,822
	SADC	SADC	Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC	TF016748	2,000,000	2,000,000
		Banque mondiale	Renforcement de la préparation (SADC)	TF015336	299,344	299,344
		SADC	Gestion durable des eaux souterraines II	TF0B5735	9,000,000	2,088,902
		Banque mondiale	Renforcement des activités de préparation et de supervision	TF0B5830	450,000	183,194
	Total partiel pour la SADC				11,749,344	4,571,440
	ZAMBÈZE	ZAMCOM	Projet de gestion du bassin du Zambèze (ZAMCOM)	TF018921	4,000,000	4,000,000
		ZRA	Projet de développement du bassin du Zambèze (ZRA)	TF016238	5,786,277	5,786,277
		WB	Projet d'appui au bassin du Zambèze	TF011577	1,001,192	1,001,192
		WB	Renforcement de la supervision (ZAMCOM)	TF014926	648,749	648,749
		WB	Renforcement de la supervision (ZRA)	TF014927	880,279	880,279
	Total partiel pour le Zambèze				12,316,497	12,316,497
	APPROCHE-PROGRAMME POUR L'AFRIQUE AUSTRALE	Banque mondiale	Programme d'ensemble pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse	TF0B3679	450,000	403,666
		Banque mondiale	Études exploratoires et préparation pour la résilience en Afrique australe	TF0B2156	59,882	59,882
		Banque mondiale	Système énergétique pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse	TF0B3730	400,000	390,104

	Banque mondiale	Résilience des villes de l'Afrique australe à la sécheresse	TF0B3706	400,000	388,036	
		Résilience de l'Afrique australe à la sécheresse – moyens de subsistance et sécurité alimentaire	TF0B3669	400,000	398,635	
		Donner la priorité aux infrastructures transfrontalières résilientes en Afrique australe	TF0B8090	200,000	181,913	
	TOTAL POUR L'AFRIQUE AUSTRALE			28,667,113	21,401,563	
CATALYTIQUE	OPPORTUNISTE	Banque mondiale	P2.4 : Conférence sur le lac Tanganyika	TF0B6056	0	0
		Banque mondiale	P2.5 : Mise en valeur du bassin de la rivière Lwapula	TFOA5600	203,877	203,877
	AFRIQUE	Banque mondiale	P1 : Présentation stratégique des eaux internationales en Afrique	TF011569	280,358	280,358
		Banque mondiale	P1 : Fondement économique de la coopération	TF011626	315,659	315,659
		Banque mondiale	P1 : Analyse de l'économie politique	TF016821	517,035	517,035
		Banque mondiale	P3 : Facilitation des services hydrométéorologiques en Afrique	TFOA0106	97,136	97,136
		Banque mondiale	P3 : Coopération pour la résilience face au climat	TFOA1627	174,579	174,579
		Banque mondiale	P4 : Renforcement des capacités et échange de connaissances	TFOA0107	260,564	260,564
		Banque mondiale	P4 : Améliorer l'accès du public aux données du bassin	TF016747	295,077	295,077
		Banque mondiale	Renforcer la résilience dans le domaine de la gestion des ressources en eau	TF0B1074	55,465	55,465
		Banque mondiale	Qualité de l'eau des Grands Lacs	TF0B1226	296,502	296,502
		Banque mondiale	Initiative des données numériques	TF0B5148	1,000,000	356,253
		Banque mondiale	Conservation de la biodiversité et coopération au niveau des eaux transfrontalières	TF0B6640	15,978	15,978
		Banque mondiale	Programme de résilience climatique en Afrique orientale et australe		1,500,000	
		Banque mondiale	Réserve (à déterminer)	TBD		
		Banque mondiale	Examen/gestion par les pairs	TF019125	1,000,000	866,522
		TOTAL, PROGRAMME CATALYTIQUE			6,012,230	3,735,005
		SOUS-TOTAL (PROJETS)			129,692,190	99,044,510
		RENFORCEMENT DE LA SUPERVISION	Banque mondiale	Financements pour la mise en œuvre des projets exécutés par les bénéficiaires en réserve (à déterminer)	TBD	1,394,652
UNITÉ DE GESTION DE PROGRAMME	Banque mondiale	Gestion et administration du programme	TF011372 / 11377 TF0B1847 / TF0B1846	8,437,723	6,118,015	
TOTAL			139,524,565	99,044,510		

Note : Les projets en réserve validés par le Comité consultatif sont indiqués en violet* sous réserve de confirmation à la prochaine réunion du Comité consultatif.

Annexe 5 — Optimisation de l'emploi des ressources

Les mesures ci-après peuvent être employées pour déterminer l'économie, l'efficacité et l'efficacité de l'action de CIWA qui, conjointement, caractérisent le degré d'optimisation des ressources du programme :

Économie

1. Commission de gestion et d'administration du programme

Cette commission, qui représente un montant estimé à 6 % des contributions versées dans le fonds fiduciaire (mais qui ne sont réglées que sur la base des coûts effectifs), finance toutes les fonctions de gestion et d'administration assurées par l'équipe de gestion du programme, notamment la conception et l'application de procédures, de systèmes et d'outils de gestion propres au programme ; la négociation de la reconstitution des fonds destinés aux opérations en cours et l'élargissement de la couverture de ces dernières ; l'appel et l'évaluation de propositions d'activités et l'allocation des fonds du programme aux unités d'exécution ; la planification du programme de travail ; la planification des ressources au niveau du programme ; la planification et la gestion du budget ; le suivi et l'évaluation du programme ; les activités de communication et de sensibilisation ; les mesures visant à assurer la visibilité, la coordination des actions et l'organisation des réunions des bailleurs de fonds ; et l'établissement de rapports sur les résultats du programme.

2. Renforcement des activités de préparation et de supervision

Dans le but d'assurer la poursuite de programmes de qualité, la Banque mondiale exige que les opérations financées par le fonds fiduciaire se déroulent conformément aux dispositions des différentes politiques et procédures applicables du Groupe de la Banque mondiale, et que toutes les activités exécutées par les bénéficiaires fassent l'objet d'une supervision adéquate et soient menées conformément aux conditions des accords d'administration et de financement et normes et procédures de supervision de l'institution. Les coûts de préparation et de supervision couvrent l'identification et l'évaluation des projets qui pourraient être poursuivis, les activités de préparation, l'apport d'un soutien à la mise en œuvre et la supervision.

Le tableau A5.1 présente le ratio de levier cumulé de CIWA à la fin de l'exercice 2023, et donc les ressources économiques de CIWA par rapport à ses contributions.

PROJET	CONTRIBUTION DE CIWA (USD MILLIONS)	COFINANCEUR	CONTRIBUTION DE PARTENAIRES (USD, MILLIONS)
Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase 2	9.0	GEF	4.57
Projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil	30	GFDRR	0.1
		GFDRR	0.3
		Fonds fiduciaire coréen pour la croissance verte	0.65
Coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil	23.5	NBTF	16.5
Collaboration de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe	2.0	GEF	8.2
Mise en œuvre du Programme d'action stratégique et de développement institutionnel dans le bassin de la Volta	3.5	GEF	7.2
Contribution de CIWA	68	Fonds mobilisés	37.5

Ainsi que stipulé dans l'Accord d'administration, la Banque sollicite l'approbation préalable du Comité consultatif de CIWA lorsque le coût d'une supervision renforcée des activités du programme représente plus de 6 % du montant des contributions indiqué dans ledit accord. CIWA a adopté des normes dans le but de maintenir les coûts de supervision renforcée à moins de 6 % des contributions versées dans le fonds fiduciaire — selon ces dernières, les frais d'identification et de préparation sont fixés à 150000 dollars par projet, et les dépenses de supervision et la mise en œuvre sont plafonnées à 100000 dollars par an pendant trois ans, quelle que soit la durée du projet. Le montant des coûts de supervision renforcée de CIWA est inférieur au coût type enregistré dans le cadre des opérations de l'IDA. Les données de la Région Afrique de la Banque mondiale indiquent que le coût moyen de la préparation d'un projet d'investissement est de l'ordre de 350000 dollars tandis que le coût de supervision est d'environ 150000 dollars. Il est normal que les coûts de préparation et de supervision de projets régionaux réalisés dans le cadre de l'IDA soient plus élevés parce qu'ils sont plus complexes ; CIWA parvient de surcroît à maintenir ses coûts à un niveau plus faible en établissant les budgets des projets sur la base d'estimations précises des coûts et en suivant des procédures de passation des marchés efficaces ; il procède également au partage des frais de déplacement et rationalise ces derniers en s'efforçant, dans la mesure du possible, de tenir ses réunions par vidéoconférence, d'organiser des réunions les unes après les autres ou encore de les mener en marge d'autres réunions concernant le secteur de l'eau de manière à bénéficier de synergies. Le directeur du programme peut, dans les limites imposées par le plafond de 6 %, affecter des fonds supplémentaires à la préparation et à la supervision de projets particuliers, si nécessaire.

3. Ratio de levier

CIWA améliore ses résultats économiques en mobilisant des fonds auprès d'autres sources de financement, ce qui lui permet de réduire le coût unitaire de ses intrants par rapport à la somme des produits qu'il obtient. Il utilise la mesure indiquée ci-après en tant qu'indicateur de l'amélioration des résultats économiques due à la mobilisation de fonds auprès de sources supplémentaires :

$$\text{Ratio de levier} = \frac{\text{Fonds mobilisés auprès de sources de financement additionnelles des projets de CIWA}}{\text{Contributions de CIWA aux projets cofinancés}}$$

CIWA a mobilisé des fonds supplémentaires dans le but d'améliorer les résultats économiques des projets qu'il appuie (en accroissant son produit global et, par conséquent, en réduisant le coût unitaire de ses intrants) et a ainsi pu cofinancer le projet NCORE en partenariat avec le fonds fiduciaire pour le bassin du Nil, ainsi que trois projets — pour la gestion des eaux souterraines de la SADC (phases 1 et 2) et la mise en œuvre du programme d'action stratégique pour le bassin de la Volta — en partenariat avec le FEM. Le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) a reçu un cofinancement du GFDRR au titre du système d'alerte précoce des inondations dans le Nil oriental et des financements supplémentaires du GFDRR et du fonds fiduciaire coréen pour la croissance verte (pour les projets portant sur la qualité de l'eau).

Le ratio de levier est de 1,81 ; en d'autres termes, chaque dollar affecté par CIWA à des projets cofinancés permet à ce dernier de mobiliser, en moyenne, 1,81 dollar auprès de sources de financement supplémentaires au profit de ses projets.

Bien qu'elle ne soit pas prise en compte dans l'analyse économique, il convient de noter que l'initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique a donné lieu au projet de résilience des eaux souterraines de la Banque mondiale, financé par l'IDA à hauteur de 385 millions de dollars, et que le nouveau FF-BM de CIWA pour une résilience inclusive (Untapping resilience) soutient directement ce vaste projet. Si CIWA avait contribué directement au projet de résilience des eaux souterraines, la méthodologie utilisée aurait permis d'inclure les 385 millions de dollars dans le montant des cofinancements indiqué dans le tableau A5.1, ce qui aurait porté le total des fonds mobilisés à 422 millions de dollars au lieu de 37,5 millions de dollars. Il en irait de même pour le Programme régional de résilience climatique financé à hauteur de 380 millions de dollars, que CIWA soutiendra dans le cadre d'un FF-BM au cours de l'exercice 2024.

Efficacité

CIWA mesure son efficacité, c'est-à-dire sa capacité d'obtenir les résultats en matière de développement correspondant aux cibles établies, qui sont représentés par les indicateurs du programme. Comme les années précédentes, il a partiellement atteint ses objectifs au cours de l'exercice 2023. Il a dépassé la cible de l'ODP concernant le nombre de bénéficiaires, mais n'a pas atteint la cible concernant la valeur des investissements. La cible fixée pour le nombre d'investissements (indicateur du résultat intermédiaire) n'a pas non plus été atteinte et n'a pas été revue à la hausse cette année. De nouveaux investissements devraient être identifiés prochainement par CIWA dans le cadre de plusieurs opérations.

Les indicateurs inclus dans le cadre des résultats de CIWA ne décrivent toutefois pas pleinement les avantages secondaires et tertiaires de l'appui du programme. Une institution transfrontalière renforcée par CIWA, par exemple, peut ultérieurement faciliter la poursuite d'une série de mesures de coopération régionale. Nombreux sont ceux qui profitent à divers titres des mesures poursuivies en coopération grâce au renforcement de l'institution transfrontalière. Ces produits sont souvent enregistrés au niveau du bassin et du projet ; il n'est pas possible de les regrouper au niveau du programme en raison de leur diversité et de leur portée générale, de la nature des questions traitées et du temps qu'il peut leur falloir pour se manifester. À long terme, l'efficacité de CIWA pourrait être supérieure à celle qui ressort des indicateurs du cadre des résultats.

Pour l'heure, la valeur totale des investissements induits par CIWA (mobilisés et potentiels) est de 18,04 milliards de dollars. Elle est égale à la somme des investissements qui pourraient être induits par CIWA (11,7 milliards de dollars) et des investissements mobilisés grâce à l'action du programme (6,34 milliards de dollars), alors que les objectifs fixés pour l'exercice 2023 étaient respectivement de 14 milliards de dollars et de 7 milliards de dollars. Les résultats obtenus représentent donc environ 85 % de l'objectif. Le nombre estimé de bénéficiaires directs des investissements catalysés (environ 93 millions de personnes) est, par contre, bien supérieur à la cible globale de 40 millions de personnes.

Efficience

CIWA estime son efficience en calculant le ratio des deux résultats relatifs à l'ODP par rapport à la valeur globale des programmes :

$$\text{Ratio d'investissement induit} = \frac{\text{Valeur des investissements induits}}{\sum \text{Valeur de l'ensemble des opérations en cours}}$$

$$\text{Ratio des bénéficiaires directs} = \frac{\sum \text{Bénéficiaires directs des investissements induits}}{\sum \text{Valeur de l'ensemble des opérations en cours}}$$

Ces mesures sont basées sur les indicateurs de l'ODP de CIWA et la valeur des opérations en cours, c'est-à-dire le montant total provenant de l'enveloppe globale affectée au programme.¹²

Le ratio d'investissement induit est de 131 ; en d'autres termes, chaque dollar de contribution de CIWA induit, en moyenne, 131 dollars (mobilisés ou potentiel) à l'appui d'une croissance concertée, durable et résiliente face au climat. Le ratio des bénéficiaires directs est de 0,69 bénéficiaire par dollar engagé par CIWA ; en d'autres termes, chaque fois que CIWA engage trois dollars, une personne profite directement des investissements mobilisés ou pouvant l'être dans les ressources en eau transfrontalières.

Amélioration des résultats de marché et optimisation des ressources

CIWA affiche de bons résultats dans le cadre de ses activités de passation de marchés et de contrats (réduction des coûts et qualité des prestations), car il exige que toutes les activités exécutées par des bénéficiaires financent des marchés de fournitures et de travaux ainsi que des contrats de service passés conformément aux directives de la Banque pour la « Passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA » et pour la « Sélection et emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale » conjointement appelées « Directives pour la passation de marchés et l'emploi de consultants ». La Banque est, de même, responsable, pour toutes les activités de CIWA dont elle assure l'exécution, des opérations de passation de marchés de fournitures et des contrats d'emploi et de supervision de consultants, auxquelles elle procède conformément aux procédures et politiques applicables. Les Directives fournissent, notamment, des instructions détaillées concernant l'emploi des documents de la Banque (par ex., types d'appel d'offres, demandes de propositions, formulaires de contrat) ; les conflits d'intérêts ; les marchés et contrats passés par anticipation ; les cofinancements ; la déclaration de marchés non conformes ; ainsi que la fraude et la corruption.

Financements disponibles

À la fin de l'exercice 2023, le programme CIWA se chiffrait à 139,5 millions de dollars et bénéficiait de cofinancements de la Commission européenne, du Danemark, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède. En raison de la forte demande de clients souhaitant obtenir son appui et de l'allocation préliminaire de 98 % de son enveloppe de financement actuelle, CIWA doit continuer de mobiliser des ressources pour accroître son impact et assurer la pérennité de ses résultats.

Le programme CIWA continue-t-il d'optimiser ses ressources ?

Le programme CIWA se déroule dans un environnement complexe caractérisé par des progrès non linéaires. En d'autres termes, les progrès et les revers vont de pair, ce qui peut avoir des répercussions sur les indicateurs de développement. Les données indiquent toutefois clairement que le programme CIWA continue d'utiliser ses ressources de manière optimale. Il a, en particulier, atteint les cibles fixées pour l'ODP, et de nombreux investissements induits par CIWA ont permis de mobiliser des ressources ; CIWA a maintenu le niveau de ses frais de gestion et d'administration, de même que les coûts de supervision renforcée, à moins de 6 % ; et les trois indicateurs d'économie, d'efficacité et d'efficience ont affiché de bons résultats pour l'exercice 2023. CIWA a donc fait preuve de sa détermination à respecter les principes d'économie, d'efficience et d'efficacité et a prouvé qu'il optimisait ses ressources.

¹² Il est important de noter que ces deux indicateurs ne sont plus calculés comme auparavant ; en effet, cette année, le dénominateur prend en compte la valeur de l'ensemble des opérations en cours (montant alloué à partir de l'enveloppe globale du programme) et non pas seulement le financement des projets en cours bénéficiant de l'appui de CIWA qui ont induit les investissements considérés et fait des bénéficiaires. L'emploi des valeurs établies au niveau du programme pour calculer les indicateurs donne une meilleure idée de l'efficience au niveau du programme.

La Coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA), créée en 2011, est un partenariat forgé par la Banque mondiale, ses partenaires africains et la Commission européenne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. CIWA aide les pays riverains d'Afrique subsaharienne à exploiter les possibilités d'assurer une croissance durable, inclusive et résiliente face au climat, et de réduire la pauvreté en s'attaquant aux obstacles à une gestion et à une mise en valeur concertées des ressources en eau internationale.



www.ciwaprogram.org
www.ciwaprogram.org/fr



@ciwaprogram



Co-funded by
the European Union



MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK
Danida



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs



Sweden
Sverige



HÉBERGÉ PAR
LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

